

# Agir avec détermination

Rapport du Secrétaire général  
sur l'activité de l'Organisation

2023



**Nations  
Unies**

# Agir avec détermination

Rapport du Secrétaire général  
sur l'activité de l'Organisation

2023



**Nations  
Unies**



# Table des matières

## COPYRIGHT :

### Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/78/1, soixante-dix-huitième session)

Publié par l'Organisation des Nations Unies  
New York, NY 10017, États-Unis d'Amérique  
Copyright © Nations Unies, 2023  
Tous droits réservés

La présente publication dans son intégralité ne peut être reproduite ni transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou tout autre système informatisé de mise en mémoire ou de recherche des données connu ou encore à inventer, sans la permission écrite de l'éditeur.

Les demandes de reproduction d'extraits ou de photocopie doivent être envoyées au Copyright Clearance Center ([www.copyright.com](http://www.copyright.com)).

### Toute autre demande de renseignement sur les droits et licences, y compris les droits dérivés, doit être envoyée à l'adresse suivante :

United Nations Publications  
405 East 42nd Street, S-11FW001  
New York, NY 10017,  
United States of America

**Courriel** : [permissions@un.org](mailto:permissions@un.org); **site Web** : <http://shop.un.org>

ISBN : 978-92-1002841-7  
epubISBN : 978-92-1358450-7  
Online ISSN : 2617-2844

### Conception et réalisation :

Cabinet du Secrétaire général, New York  
Division de la gestion des conférences, Office des Nations Unies à Genève  
Département de la communication globale, Organisation des Nations Unies, New York  
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, Organisation des Nations Unies, New York

### Crédits :

Toutes les photographies utilisées dans la présente publication proviennent du Secrétariat de l'ONU ou d'autres entités des Nations Unies. Sauf indication contraire, toutes les données émanent de l'Organisation des Nations Unies.

INTRODUCTION .....	4
ACTION EN FAVEUR D'UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE .....	32
MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES .....	66
DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE .....	98
PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS HUMAINS .....	110
EFFICACITÉ DE LA COORDINATION DES OPÉRATIONS D'ASSISTANCE HUMANITAIRE .....	128
PROMOTION DE LA JUSTICE ET DU DROIT INTERNATIONAL .....	146
DÉSARMEMENT .....	158
LUTTE ANTIDROGUE, PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ ET LUTTE CONTRE LE TERRORISME .....	170
BON FONCTIONNEMENT DE L'ORGANISATION .....	182

**Couverture : Six ans après la signature, en 2016, de l'Accord de paix entre le Gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée populaire (FARC-EP), l'Organisation des Nations Unies continue d'appuyer la réincorporation politique et socioéconomique de plus de 13 000 ex-combattants – dont un tiers de femmes – dans la vie civile.**

(Pondores (Colombie), octobre 2022) © ONU-Femmes/Pedro Pío

\*\*\* L'Article 98 de la Charte des Nations Unies prévoit que le Secrétaire général présente à l'Assemblée générale un rapport annuel sur l'activité de l'Organisation. Les grandes priorités couvertes par le rapport correspondent aux huit priorités fixées par l'Assemblée générale à chaque exercice biennal, auxquelles vient s'ajouter un ultime chapitre sur le bon fonctionnement de l'Organisation.



# Introduction

## AVANT-PROPOS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

### FAITS MARQUANTS SURVENUS DANS L'ENSEMBLE DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

Le système des Nations Unies dans son ensemble

Notre Programme commun

Groupe d'intervention mondiale face aux crises alimentaire,  
énergétique et financière

Initiative de la mer Noire et Mémoire d'accord

Programmes porteurs de transformation

Le Coup de projecteur sur les objectifs de développement durable 2022 qui a eu lieu durant la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale était axé sur la promesse de l'inclusion, de la résilience et de la durabilité formulée dans les objectifs, en particulier en temps de crise. Convoqué par le Secrétaire général, António Guterres, le Coup de projecteur sur les objectifs de développement durable nous renvoie à notre engagement en faveur d'un avenir meilleur pour toutes et tous, sur une planète sûre et saine.

(New York, septembre 2022) © Photo ONU/Manuel Elias





La peinture murale d'Eduardo Kobra était exposée au Siège de l'Organisation des Nations Unies de septembre à décembre 2022. Elle mettait en relief l'importance de répondre aux besoins du temps présent sans compromettre la capacité de la Terre de répondre à ceux des générations futures.

(New York, septembre 2020) © Photo ONU/Manuel Elias

## INTRODUCTION

L'année écoulée<sup>1</sup> a été marquée par la complexité croissante des crises que notre monde traverse : la pauvreté, les inégalités, la faim et la hausse du chômage; l'inégalité et l'incertitude des perspectives économiques mondiales; l'aggravation de l'urgence climatique; les conflits, notamment l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie. Systématiquement, ce sont les personnes et les populations les plus pauvres et les plus vulnérables qui sont les plus durement touchées.

Pendant ce temps, les droits humains sont mis à mal, d'autant plus que les écarts économiques et sociaux se creusent et que les effets de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) perdurent. Les femmes et les jeunes continuent d'être tenus à l'écart des espaces économiques, civiques et sociaux, ce qui prive des sociétés entières de leurs contributions et de leurs idées. Le rétrécissement de l'espace civique, la propagation rapide de la mésinformation et de la désinformation et la montée des discours haineux et de la misogynie nous éloignent les uns des autres, alors que nous aurions besoin, plus que jamais, d'unité et de solidarité.

Sur le plan géopolitique, la méfiance et les rivalités ont atteint un degré sans précédent depuis plusieurs décennies. Les divisions sont de plus en plus profondes au sein des pays aussi bien que dans la communauté mondiale. Des pays et des régions entières se tournent le dos et laissent dépérir cette entreprise urgente et vitale : bâtir ensemble un avenir meilleur.

Dans le même temps, l'humanité peine encore à trouver un équilibre entre les grandes promesses des innovations technologiques telles que l'intelligence artificielle et les médias sociaux, et la nécessité de faire face aux menaces qui pèsent manifestement sur les droits des personnes à la sécurité et à la vie privée.



**« Les femmes et les hommes des Nations Unies sont déterminés à faire face aux crises en cascade du temps présent et à engager l'humanité sur la voie de la paix, de la stabilité et de la prospérité. »**

**António Guterres, Secrétaire général**

<sup>1</sup> La période considérée va du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2022, comme l'exercice budgétaire du Secrétariat de l'ONU. Étant donné que l'exercice budgétaire des opérations de maintien de la paix va du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023 et que le présent rapport est soumis à l'Assemblée générale en septembre, il est également tenu compte de quelques faits marquants des premiers mois de 2023.





La petite Amal, une marionnette géante représentant une réfugiée syrienne de 10 ans, se tient devant la sculpture « Non-Violence » dite sculpture du revolver noué, au Siège de l'ONU. Depuis juillet 2021, la petite Amal a parcouru plus de 9 000 kilomètres et traversé 12 pays, représentant tous les enfants fuyant les guerres, les violences et les persécutions.

(New York, septembre 2022) © Photo ONU/Mark Garten





Le Secrétaire général, António Guterres, supervise le départ des navires participant à l'Initiative de la mer Noire. C'est pour atténuer l'insécurité alimentaire mondiale et ses conséquences humanitaires que le Secrétaire général a proposé l'Initiative de la mer Noire à la Türkiye, à la Fédération de Russie et à l'Ukraine.

(Istanbul (Türkiye), août 2022) © Photo ONU/Mark Garten

Cela étant, le présent rapport fait ressortir que les femmes et les hommes qui composent le personnel de l'ONU sont déterminés à faire face à ces crises et à engager l'humanité sur une nouvelle voie vers la paix, la stabilité et la prospérité. J'y mets en lumière des exemples inspirants de cette détermination, qui se fonde sur notre conviction qu'un monde meilleur est non seulement nécessaire, mais aussi à notre portée.

Les besoins ne sont jamais aussi grands que dans les situations d'urgence.

En 2022, nous avons coordonné avec nos partenaires sur le terrain des plans de réponse humanitaire au bénéfice de 216 millions de personnes dans 69 pays et territoires et apporté une aide et une protection vitales à près de 160 millions de personnes qui en avaient besoin d'urgence. Grâce à la générosité de nos donateurs, nous avons mobilisé un montant record de 30 milliards de dollars pour l'aide humanitaire.

Nous avons répondu à des crises régionales dans le Sahel et la Corne de l'Afrique, où la sécheresse, la pauvreté, l'insécurité et le risque imminent de famine forment ensemble un mélange mortel. Nous avons apporté une aide humanitaire à 17 millions de personnes dans la Corne de l'Afrique en 2022, de même qu'à environ 20 millions de personnes dans le Sahel.

En Afghanistan, nos partenaires et nous-mêmes avons fourni une aide humanitaire et une protection à plus de 26 millions de personnes au cours de l'année, y compris dans des zones auparavant inaccessibles, tout en luttant contre la restriction inacceptable des droits des femmes et des filles, en particulier leur accès à l'éducation et à des moyens de subsistance.

La paix est le cœur battant de l'Organisation des Nations Unies. Nos équipes se sont servies d'un large éventail d'outils pour prévenir, atténuer, gérer et résoudre des conflits, tout en protégeant les personnes touchées.





« À mi-parcours de l'échéance de 2030, nous devons sauver les objectifs de développement durable. Il nous faut une mobilisation générale et un grand élan d'initiative, de financement et de solidarité – pour l'humanité et pour la planète. »

Amina J. Mohammed, Vice-Secrétaire générale



« Dans un monde troublé tel que le nôtre, nous œuvrons à un avenir plus juste, plus inclusif et plus durable pour tous les membres de la famille humaine. »

E. Courtenay Rattray, Chef de cabinet



« Nous devons nous concentrer à la fois sur les crises qui secouent le monde d'aujourd'hui et sur la mise en place à l'ONU d'un système qui permette de prévenir efficacement celles qui menacent notre avenir collectif. »

Guy Ryder, Secrétaire général adjoint aux politiques



Nous avons redoublé d'efforts pour promouvoir la paix dans le monde entier, qu'il s'agisse de la trêve que nous avons négociée au Yémen ou de l'action que nous avons menée dans le cadre de nos 41 bureaux et missions politiques spéciales et de nos 12 opérations de paix. Le Fonds de consolidation de la paix a alloué un montant de 231 millions de dollars aux activités de consolidation de la paix menées dans 37 pays, plus d'un tiers de cette somme ayant été affectée à l'appui aux femmes et aux jeunes.

En Ukraine, l'Organisation a maintenu sa présence et fourni une aide à quelque 16 millions de personnes dans le cadre de son plan de réponse humanitaire.

Afin d'atténuer l'insécurité alimentaire mondiale et ses conséquences humanitaires, nous avons proposé à la Türkiye, à la Fédération de Russie et à l'Ukraine d'adopter l'Initiative sur le transport sécurisé de céréales et de denrées alimentaires depuis les ports ukrainiens (Initiative de la mer Noire). À la mi-juin 2023, l'Initiative avait permis l'exportation de plus de 32 millions de tonnes de céréales et d'autres denrées alimentaires, dont plus de la moitié vers les pays en développement. Parallèlement, nous avons poursuivi nos efforts dans le cadre du Mémorandum d'accord entre la Fédération de Russie et le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies afin de faciliter l'exportation sans entrave sur les marchés mondiaux de produits alimentaires et engrais russes, qui ne sont pas visés par les sanctions. Nous continuerons d'œuvrer en faveur d'une paix juste et durable, conformément à la Charte des Nations Unies.

Nous collaborons avec des organisations régionales, notamment l'Union africaine, pour jeter les fondations de la paix dans des pays où le conflit dure depuis trop longtemps.

En 2022, nous avons continué de rallier les pays autour de la nécessité urgente de mettre fin à la menace des armes de destruction massive en organisant des réunions importantes dans le cadre du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, ainsi que la Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction.

Nous avons tenu le premier Congrès mondial des victimes du terrorisme, qui a donné la parole à des personnes qui ont un rôle essentiel à jouer dans la lutte contre le fléau du terrorisme dans le monde entier.

Nos équipes de pays ont travaillé sans relâche tout au long de l'année pour aider les États à bâtir des économies, des sociétés et des systèmes plus forts et plus égalitaires qui répondent aux besoins de leurs populations.

Et pourtant, à mi-parcours de la période d'exécution du Programme 2030, la réalisation des objectifs de développement durable est au point mort et recule même dans certains cas.

Les pays en développement font les frais d'un système financier mondial dysfonctionnel et injuste, qui les prive des moyens de financement et des mesures d'allègement de la dette dont ils ont besoin pour faire des investissements dans les énergies renouvelables, la protection sociale et la couverture sanitaire universelles, un enseignement de qualité, des systèmes alimentaires durables, les infrastructures et la transformation numérique.

Face à la crise financière mondiale, nous avons proposé un plan de relance des objectifs de développement durable afin d'accélérer la réalisation des objectifs en mobilisant de nouveaux investissements d'un montant de 500 milliards de dollars. Ce plan est axé sur trois domaines d'action où des résultats pourraient être obtenus dans le cadre de l'architecture financière internationale qui est en place aujourd'hui : a) remédier au problème des dettes onéreuses et du surendettement croissant; b) accroître massivement les financements à long terme abordables; c) développer les fonds pour imprévus pour les pays qui en ont besoin.

Le Sommet sur la transformation de l'éducation a replacé l'éducation parmi les priorités de la communauté mondiale. Des engagements y ont été pris pour adapter les systèmes d'enseignement au monde moderne, regagner le terrain perdu pendant la pandémie dans le domaine de l'éducation et mettre le potentiel des technologies au service de l'éducation des filles.

Plus de  
**36 000**  
membres du personnel  
du Secrétariat de  
l'ONU s'emploient  
à obtenir des résultats  
dans huit domaines  
prioritaires

## Développement durable

Sous la direction des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, les équipes de pays des Nations Unies œuvrent dans **162** pays et territoires en faveur de la réalisation du Programme 2030.



## Paix et sécurité

**53** opérations de maintien de la paix, missions politiques spéciales et bureaux d'appui sont déployés pour prévenir les conflits et appuyer les efforts de consolidation de la paix.



## Développement en Afrique

Un appui est apporté à **54** pays pour les aider à surmonter les défis du développement, à se relever plus rapidement et de manière durable et équitable après la COVID-19 et à faire face aux répercussions des crises en cascade.



## Droits humains

**47 000** victimes de la torture et **plus de 13 000** victimes de formes contemporaines d'esclavage ont reçu une assistance.



## Aide humanitaire

Le montant record de **30 milliards de dollars** a été mobilisé pour aider **216 millions** de personnes dans **69** pays et territoires.



## Justice et droit international

En 2023, **643** traités multilatéraux concernant des questions d'intérêt mondial avaient été déposés auprès du Secrétaire général.



## Désarmement

Des financements destinés à **112** projets liés à la maîtrise des armements au profit de **147** États Membres ont été mobilisés.



## Drogue, criminalité et terrorisme

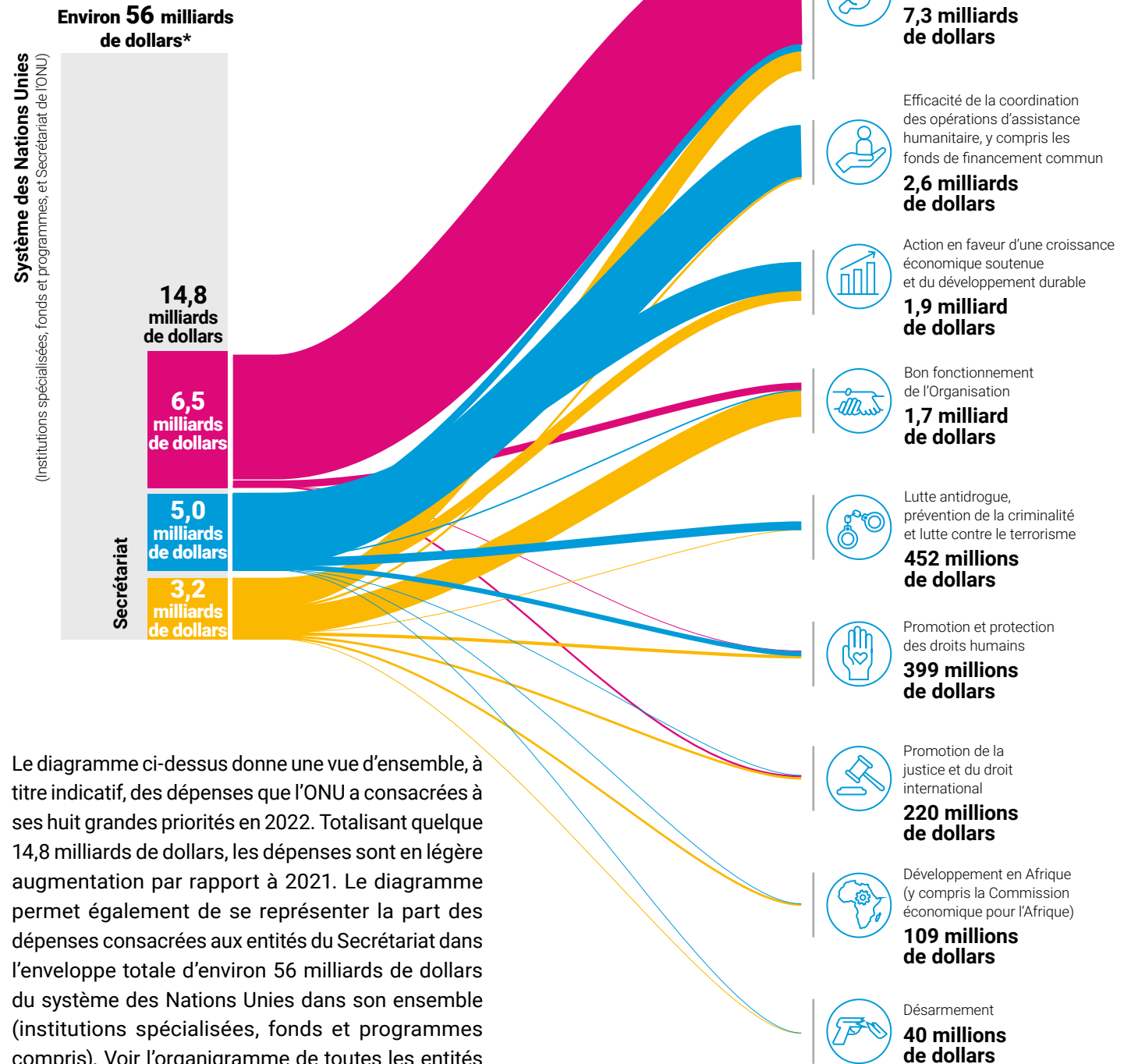
Un appui a été apporté à **29** États Membres pour les aider à rédiger ou à réviser leur législation sur les armes à feu et à **60** pays pour les aider à prévenir et combattre la cybercriminalité.





## DÉPENSES DANS LES DOMAINES PRIORITAIRES EN 2022

- Contributions statutaires (maintien de la paix et tribunaux internationaux)
- Contributions volontaires
- Contributions statutaires (budget ordinaire)



Le diagramme ci-dessus donne une vue d'ensemble, à titre indicatif, des dépenses que l'ONU a consacrées à ses huit grandes priorités en 2022. Totalisant quelque 14,8 milliards de dollars, les dépenses sont en légère augmentation par rapport à 2021. Le diagramme permet également de se représenter la part des dépenses consacrées aux entités du Secrétariat dans l'enveloppe totale d'environ 56 milliards de dollars du système des Nations Unies dans son ensemble (institutions spécialisées, fonds et programmes compris). Voir l'organigramme de toutes les entités du système à la page 206.

\* Chiffres de 2021.

Le diagramme ci-dessus n'est présenté qu'à titre illustratif. Les exercices ne courent pas sur la même période pour le budget ordinaire (2022) et pour les opérations de maintien de la paix (2021/22). La répartition des ressources par domaine prioritaire correspond au budget-programme de l'Organisation. Les données pour le système des Nations Unies sont fondées sur des rapports indicatifs présentés au secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination. Pour des informations détaillées, se reporter aux états financiers audités.



Pour en savoir plus



Des jeunes s'engagent en faveur du programme d'action sur l'eau dans la zone réservée aux médias consacrée aux objectifs de développement durable, au Siège de l'ONU.

(New York, mars 2023) © Photo ONU/Paulo Filgueiras



L'Assemblée générale a approuvé la création du Bureau des Nations Unies pour la jeunesse, qui portera la voix des jeunes au sein même des instances multilatérales de décision.

Le Secrétariat a aidé d'autres entités des Nations Unies à accélérer le développement de la connectivité Internet à l'échelle mondiale, fourni des conseils pratiques à des États et à des programmes au bénéfice des écoles et des populations des zones rurales. Plus de 400 millions de nouveaux utilisateurs ont rejoint la communauté numérique mondiale au cours de l'année écoulée, et plus de 5,3 milliards de personnes ont désormais accès à Internet et par conséquent à des supports d'enseignement, à des services publics et à d'autres outils numériques en ligne qui favorisent le développement et la prospérité.

L'année écoulée a été marquée par un certain nombre d'avancées dans la lutte contre la triple crise planétaire que constituent les changements climatiques, la pollution et la perte de biodiversité. On peut citer l'adoption d'un cadre mondial de la biodiversité, la décision prise à la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Charm el-Cheikh (Égypte), sur la création d'un fonds destiné à remédier aux pertes et préjudices dus aux changements climatiques, l'ouverture de négociations en vue de l'élaboration d'un instrument mondial juridiquement contraignant sur la pollution plastique et la reconnaissance par l'Assemblée générale du droit à un environnement propre, sain et durable.

Tout au long de l'année, nous nous sommes employés à placer les voix et les droits des personnes au cœur de nos programmes, de nos services et de nos activités de plaidoyer.

Nous avons aidé à promouvoir la participation pleine et égale des femmes aux processus de paix et aux processus politiques en Iraq, en Libye, en République arabe syrienne, au Yémen et ailleurs. Par ailleurs, la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap contribue à garantir que les personnes vivant avec un handicap puissent participer, dans des conditions d'égalité, à tous les aspects de la vie sociale.



Une installation portant le nom « #WaterAction » est exposée lors de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023, qui a rassemblé les parties prenantes pour les inciter à agir dans le domaine de l'eau aux fins du développement durable et du bien-être de l'humanité.

(New York, mars 2023) © Photo ONU/Mark Garten



À chaque étape, nous avons tout mis en œuvre pour renouveler l'attachement de la communauté mondiale au multilatéralisme et à la Charte des Nations Unies. Nous avons donné suite à une grande partie des propositions formulées dans mon rapport sur Notre Programme commun, de façon à poser les bases indispensables aux décisions importantes qu'il faudra prendre sur le multilatéralisme et la gouvernance mondiale dans les mois et les années à venir.

Nous avons également poursuivi notre programme de réforme au Siège et sur le terrain.

Les États Membres se sont montrés très satisfaits du système redynamisé des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, qui nous permet de mieux aligner notre travail sur les priorités des pays et de mener une action plus cohérente sur le terrain. Le passage au cycle budgétaire annuel facilitera la réforme indispensable que nous opérons pour préparer l'ONU au monde de demain.

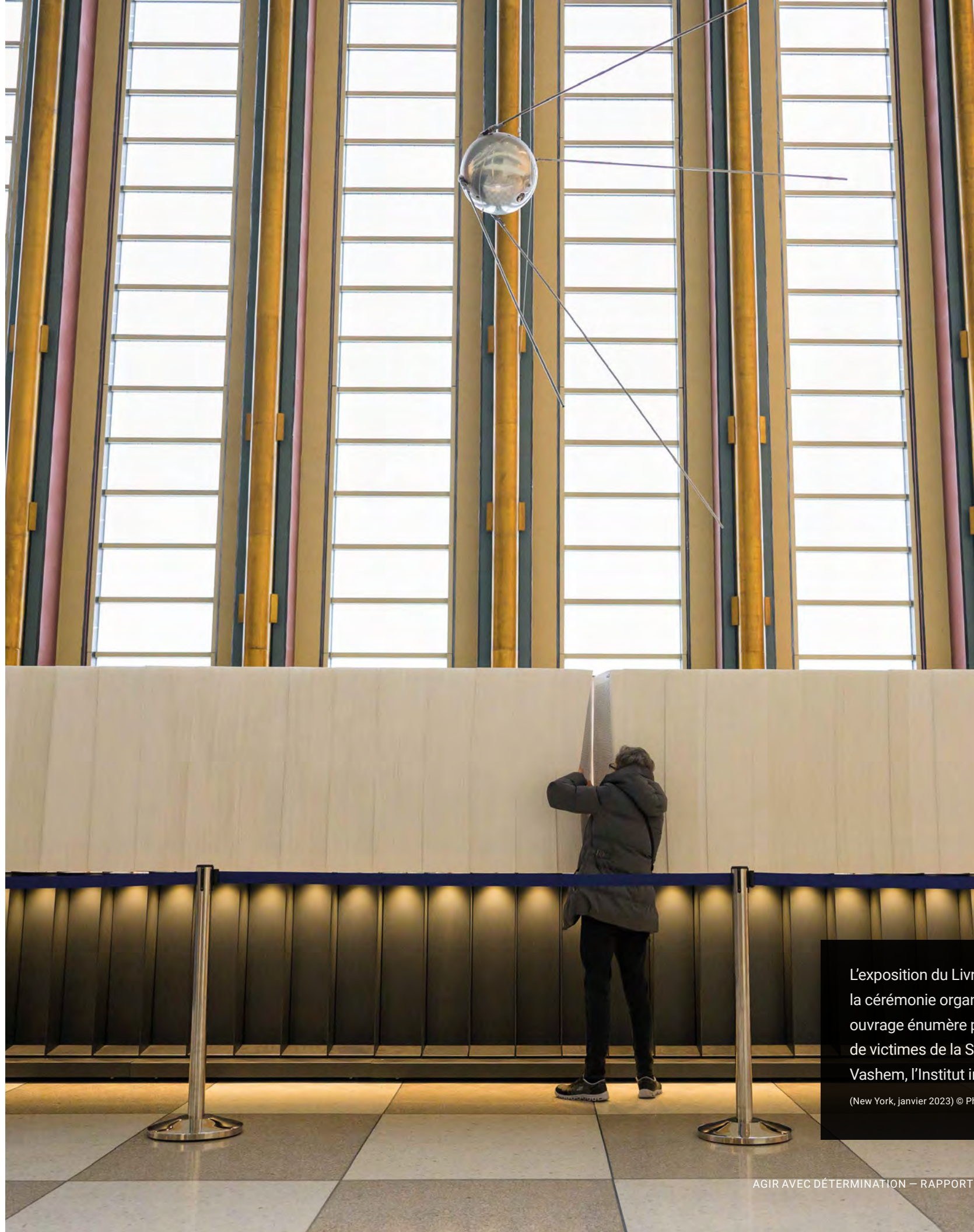
En interne, nous avons continué de promouvoir l'égalité et la diversité de notre personnel dans le cadre de la stratégie sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies et de la stratégie révisée en faveur de la diversité géographique.

Nous avons adopté le Référentiel de valeurs et de comportements de l'Organisation des Nations Unies, qui répond à l'objectif d'une culture institutionnelle fondée sur l'inclusion, l'intégrité, l'humilité et l'humanité. Ayant pris l'engagement d'appliquer une politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles, nous avons continué de renforcer la coordination et l'application du principe de responsabilité afin de prévenir et de combattre ce fléau.

En ces temps de troubles et d'incertitude, l'action et la mission de l'Organisation sont plus nécessaires que jamais.

Les résultats exposés dans le présent rapport – fruits des efforts quotidiens de notre personnel dévoué – contribuent à prévenir et à atténuer les crises et à nous rapprocher de l'avènement d'un monde plus pacifique et plus durable.

L'ONU ne cessera jamais de lutter pour bâtir un avenir meilleur.



**CONCRÉTISONS LA PROMESSE  
DE LIBERTÉ, D'ÉGALITÉ ET DE  
JUSTICE POUR TOUTES ET TOUS**



L'exposition du Livre des noms de Yad Vashem s'inscrivait dans le cadre de la cérémonie organisée par l'ONU à la mémoire des victimes de la Shoah. Cet ouvrage énumère par ordre alphabétique les noms des quelque 4,8 millions de victimes de la Shoah actuellement documentées et confirmées par Yad Vashem, l'Institut international pour la mémoire de la Shoah.

(New York, janvier 2023) © Photo ONU/Manuel Elías

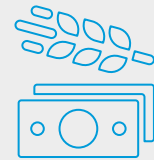


# Zoom sur le système des Nations Unies au sens large

Le Secrétariat de l'ONU fait partie du système des Nations Unies au sens large, qui compte plus de 100 entités, dont une trentaine d'organismes, fonds et programmes (voir l'organigramme de toutes les entités du système à la page 206). Chaque année, le système des Nations Unies dépense environ 56 milliards de dollars, dont quelque 41 milliards pour l'action humanitaire et les activités de développement et 9 milliards pour les opérations de paix.

## ACTION DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES : CHIFFRES CLEFS DE L'ANNÉE 2022

### Moyens de subsistance



**174 millions**

de travailleurs ont bénéficié d'une protection grâce à la ratification par **13** pays de la Convention de 2019 sur la violence et le harcèlement (n° 190) de l'OIT

**18 millions**

de travailleurs domestiques, dont **72 pour cent** de femmes, ont bénéficié de réformes politiques et de mesures de protection

**11 millions**

de personnes, dont **49 pour cent** de femmes, ont bénéficié d'un emploi et de moyens d'existence améliorés dans des contextes de crise ou d'après-crise dans **40** pays

**7,8 millions**

de personnes ont obtenu la couverture des services de protection sociale

**7 millions**

de personnes ont utilisé les technologies et les services numériques pour améliorer leur quotidien dans **27** pays

**30**

pays ont reçu un appui destiné à les aider à préserver et renforcer les moyens de subsistance des populations rurales fragiles dans le cadre de systèmes de protection sociale et de stratégies de développement tenant compte des questions de genre

### Action climatique



**135,2 millions**

de tonnes d'émissions de CO<sub>2</sub> en moins

**4,6 millions**

de personnes ont pu accéder à une énergie propre, abordable et durable

**Plus de 22 800**

tonnes de polluants ont été réduites ou éliminées progressivement

**72**

pays ont eu accès à des technologies respectueuses de l'environnement aux fins d'un développement à faibles émissions de carbone et à l'épreuve des changements climatiques par l'intermédiaire du Centre-Réseau des technologies climatiques

**45**

stratégies nationales de réduction des risques de catastrophe adoptées et mises en œuvre par les gouvernements, conformément au Cadre de travail de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe

### Sécurité alimentaire



**160 millions**

de personnes ont reçu une aide alimentaire destinée à améliorer leur sécurité alimentaire

**9,9 millions**

de personnes ont reçu un soutien destiné à assurer des systèmes alimentaires productifs et durables, avec plus de 232 600 hectares de terres réhabilités

**Plus d'un million**

de petits producteurs de denrées alimentaires ont bénéficié d'interventions visant à améliorer leurs revenus

**50**

pays ont reçu un soutien visant à promouvoir la transition vers des régimes alimentaires sains, garantir la sécurité alimentaire et adopter des modes de consommation et de production plus durables dans les systèmes agroalimentaires

### Droits humains



**21,2 millions**

de réfugiés, de demandeurs d'asile, de déplacés et d'autres personnes en situation préoccupante dans **154** pays ont eu accès à des services de protection

**Plus de 46 000**

victimes de la torture ont reçu une aide à la réadaptation dans **92** pays

**Plus de 13 000**

victimes de formes contemporaines d'esclavage ont reçu une assistance dans **33** pays

### Paix et sécurité



**53**

opérations de maintien de la paix, missions politiques spéciales et bureaux ont poursuivi leurs activités, apportant leur concours à la consolidation de la paix ainsi qu'à la prévention, à la gestion et au règlement des conflits

**Plus de 97,6 millions**

de personnes dans **plus de 90 pays** ont bénéficié d'une aide grâce à la Matrice de suivi des déplacements, qui permet aux agents humanitaires et aux acteurs du développement de fournir une aide adaptée au contexte

**80**

pays ont reçu un appui destiné à les aider à mettre en œuvre le premier cadre mondial sur l'éthique de l'intelligence artificielle

**60**

pays ont bénéficié d'un soutien en matière de répression et de prévention de la cybercriminalité; six laboratoires de criminalistique numérique ont été créés

### Enfants



**Plus de 356 millions**

d'enfants ont bénéficié de programmes visant à prévenir la malnutrition sous toutes ses formes

**56,2 millions**

d'enfants ont bénéficié de services de prise en charge intégrée des maladies infantiles

**37,9 millions**

d'enfants et d'adolescents ont eu accès à l'éducation et **28,3 millions** d'enfants ont reçu des ressources pédagogiques individuelles

**Plus de 11 millions**

de personnes déplacées ont bénéficié de programmes scolaires et familiaux sur la prévention de l'usage de drogues chez les enfants et les jeunes

### Eau propre et assainissement



**30,6 millions**

de personnes ont eu accès à un approvisionnement en eau sûr et disponible en temps voulu

**68**

villes ont reçu un appui pour l'amélioration de la gestion des déchets urbains solides dans le cadre du programme « Waste Wise Cities »

**21**

fournisseurs supplémentaires de services d'eau et d'assainissement desservent **plus de 61 millions** d'utilisateurs grâce à des partenariats de services de distribution de l'eau

**9**

pays ont reçu un appui pour l'élaboration de stratégies nationales inclusives de financement des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène

### Santé et bien-être



**12 millions**

de réfugiés, de demandeurs d'asile et d'autres personnes en situation préoccupante ont bénéficié de services de santé essentiels dans **85** pays

**2,4 millions**

de personnes vulnérables, y compris des personnes migrantes ou déplacées de force, ont été orientées vers des services d'aide médicale

**143**

pays ont reçu un appui destiné à les aider à fournir des services de vaccination contre la COVID-19, y compris dans le cadre d'activités d'approvisionnement, de gestion de la chaîne du froid et de la logistique, de génération des demandes et de suivi et d'évaluation

**91**

pays ont reçu un appui conjoint destiné à les aider à progresser en vue de la réalisation des objectifs mondiaux de lutte contre le sida d'ici à 2025

### Femmes



**118 millions**

de personnes ont été les destinataires de campagnes de prévention de la violence à l'égard des femmes et des filles

**17,2 millions**

d'adolescentes ont bénéficié de services de prévention et de prise en charge relatifs aux mariages précoces

**111 400**

filles ont été sauvées de mutilations génitales féminines

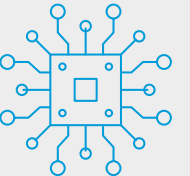
**180**

lois et politiques ont été élaborées ou renforcées dans le but de mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles et de faire progresser l'égalité femmes-hommes

**64**

pays ont reçu un appui destiné à les aider à faire progresser la mise en œuvre de lois, de politiques, de budgets et de systèmes fiscaux tenant compte des questions de genre

### Moyens numériques



**7 millions**

de personnes ont utilisé les technologies et les services numériques pour améliorer leur quotidien

**400 000**

microentreprises et petites et moyennes entreprises ont accédé à des services financiers et numériques

**Plus de 5 500**

écoles ont reçu un appui visant à les aider à se raccorder à l'Internet

**56**

microentreprises et petites et moyennes entreprises, dont **11** dirigées par des femmes, du secteur du numérique en Afrique subsaharienne ont engrangé **4 millions de dollars** supplémentaires en recettes d'exportation

Sources : publications officielles produites par diverses entités de l'ONU, y compris les organismes, fonds et programmes.

# Zoom sur Notre Programme commun

**Notre Programme commun** expose la façon dont le Secrétaire général conçoit l'avenir de la coopération internationale et contient des recommandations concrètes devant permettre de relever les défis actuels et futurs et de donner un coup d'accélérateur à l'action en faveur des objectifs de développement durable. Le rapport met en évidence les lacunes et les risques apparus depuis 2015 et propose des solutions pour y remédier. Les États Membres se réuniront en 2024, à l'occasion d'un **Sommet de l'avenir**, afin de donner suite aux mesures prises pour agir plus efficacement en faveur de l'humanité et de la planète, en s'appuyant sur le Sommet sur les objectifs de développement durable qui s'est tenu en 2023.



## Mesures prises à ce jour : mise en œuvre par le système des Nations Unies

Des efforts considérables ont déjà été déployés à l'échelle du système des Nations Unies en ce qui concerne les propositions de Notre Programme commun liées aux mandats existants. Des progrès ont été accomplis dans plusieurs domaines, comme suit :

<p>Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale et des transitions justes</p>	<p>Approbation par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination des Principes communs sur les générations futures</p>	<p>Élaboration d'une nouvelle vision de l'état de droit</p>
<p>Conclusion de l'examen indépendant des capacités des Nations Unies en matière d'égalité femmes-hommes</p>	<p>Réseau de points focaux de haut niveau de la société civile à l'échelle du système des Nations Unies</p>	<p>Portail des Nations Unies sur les quotas de femmes</p>
<p>Mise sur pied du Laboratoire des Nations Unies pour l'avenir</p>		<p>Création du Conseil scientifique consultatif et du Réseau</p>

## Jalons vers le Sommet de l'avenir

### Février-mars 2022

Organisation par le Président de l'Assemblée générale de consultations thématiques sur Notre Programme commun, qui ont débouché sur l'élaboration d'une feuille de route

### Septembre 2022

- Résolution par laquelle l'Assemblée générale a décidé que le Sommet de l'avenir se tiendrait les 22 et 23 septembre 2024 et serait précédé d'une réunion ministérielle en septembre 2023
- Sommet sur la transformation de l'éducation
- Résolution de l'Assemblée générale portant création du Bureau des Nations Unies pour la jeunesse

### Depuis février 2023

Organisation par les cofacilitateurs du Sommet de l'avenir d'une série de consultations informelles avec les États Membres et les parties prenantes, qui s'ajoutent aux consultations sur des axes de travail connexes

### Août 2022

Présentation par le Secrétaire général à l'Assemblée générale des faits nouveaux survenus en lien avec Notre Programme commun

### Février 2023

Présentation par le Secrétaire général à l'Assemblée générale des faits nouveaux survenus en lien avec Notre Programme commun

### Mars 2023

Lancement par le Secrétaire général des deux premières notes d'orientation sur Notre Programme commun destinées à éclairer les négociations intergouvernementales



Pour en savoir plus

## Notes d'orientation

L'Assemblée générale a invité le Secrétaire général à fournir des recommandations, pour examen par les États Membres, comme contribution aux préparatifs intergouvernementaux. Les notes d'orientation ont été publiées en 11 volets au premier semestre de 2023.

- Les générations futures** Prendre des mesures concrètes pour tenir compte de l'incidence à long terme de nos décisions et respecter ainsi les engagements pris de longue date envers les générations futures.
- Plateforme d'urgence** Protocoles à adopter pour améliorer la riposte internationale face aux chocs mondiaux complexes.
- Participation des jeunes** Prendre des mesures visant à associer systématiquement les jeunes à la prise des décisions à l'échelle mondiale.
- Au-delà du produit intérieur brut** Prendre des mesures complémentaires du produit intérieur brut pour mieux prendre en compte les indicateurs de progrès humain.
- Le Pacte numérique mondial** Principes et actions à mettre en œuvre pour promouvoir un avenir numérique ouvert, libre, sûr et centré sur l'être humain.

- Intégrité de l'information** Les fondements d'un espace numérique accessible, inclusif et sûr, qui défende le droit à la liberté d'opinion et d'expression.
- L'espace extra-atmosphérique** Évaluation des incidences de l'évolution des activités spatiales, assortie de recommandations en matière de gouvernance devant permettre de réduire le plus possible les risques.
- L'architecture financière internationale** Recommandations visant à réformer l'architecture financière internationale pour la rendre plus inclusive, plus représentative, plus équitable et plus efficace.
- Un Nouvel Agenda pour la paix** Actualiser notre conception des menaces, toutes formes confondues, dans le but d'adapter notre panoplie d'outils pour prévenir et gérer les hostilités.
- Transformer l'éducation** Dans le prolongement du Sommet sur la transformation de l'éducation, opérer un changement fondamental dans le traitement de l'éducation, notamment en mettant à profit la transformation numérique.
- ONU 2.0** Faire progresser les mesures visant à renforcer la capacité de l'ONU de relever les défis de demain.



# Zoom sur le Groupe d'intervention mondiale face aux crises alimentaire, énergétique et financière

En mars 2022, l'ONU a créé le Groupe d'intervention mondiale face aux crises alimentaire, énergétique et financière en réaction à la guerre en Ukraine et pour faire face à ses incidences mondiales sur l'alimentation, l'énergie et les finances.



Pour en savoir plus



## POINTS À RETENIR concernant les incidences mondiales sur l'alimentation, l'énergie et les finances

Les instances multilatérales constituent un espace où les pays peuvent continuer de prendre des engagements.

Face à des chocs planétaires de plus en plus fréquents, la responsabilité des pays n'est pas individuelle.

Les pays doivent utiliser tous les mécanismes existants pour parer aux conséquences de la guerre et à ses répercussions mondiales.

Toutes les parties prenantes de tous les secteurs devraient s'entendre pour venir en aide aux populations les plus vulnérables.



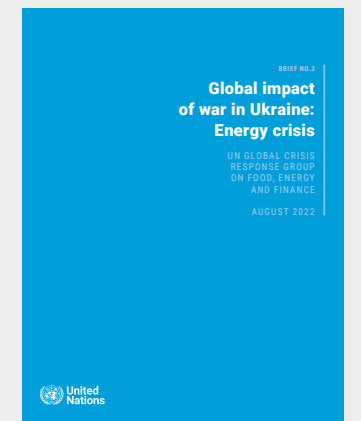
## POINTS À RETENIR concernant la crise du coût de la vie

Une approche préventive s'impose si l'on veut éviter une crise plus importante et plus générale. Les décideurs doivent cibler les groupes vulnérables frisant le seuil de pauvreté et faciliter non seulement la vie mais également la subsistance.

Il faut viser deux grands objectifs : atténuer les effets des chocs et renforcer la capacité des individus et des pays d'y faire face.

Dans les pays en développement, il n'y a pas de réponse à la crise du coût de la vie sans réponse à la crise financière.

L'architecture de la dette mondiale n'est pas prête à faire face à la crise actuelle.



## POINTS À RETENIR concernant la crise énergétique

Mener les bonnes politiques énergétiques ne devrait pas être un luxe réservé à ceux qui en ont les moyens.

Il faut faire preuve d'une solidarité mondiale pour éviter une course au carburant.

Les plus vulnérables requièrent un soutien ciblé.

Il faut une approche politique intégrée à dimension humaine, qui prenne en compte les politiques alimentaires.

# Zoom sur l'Initiative de la mer Noire et le mémorandum d'accord

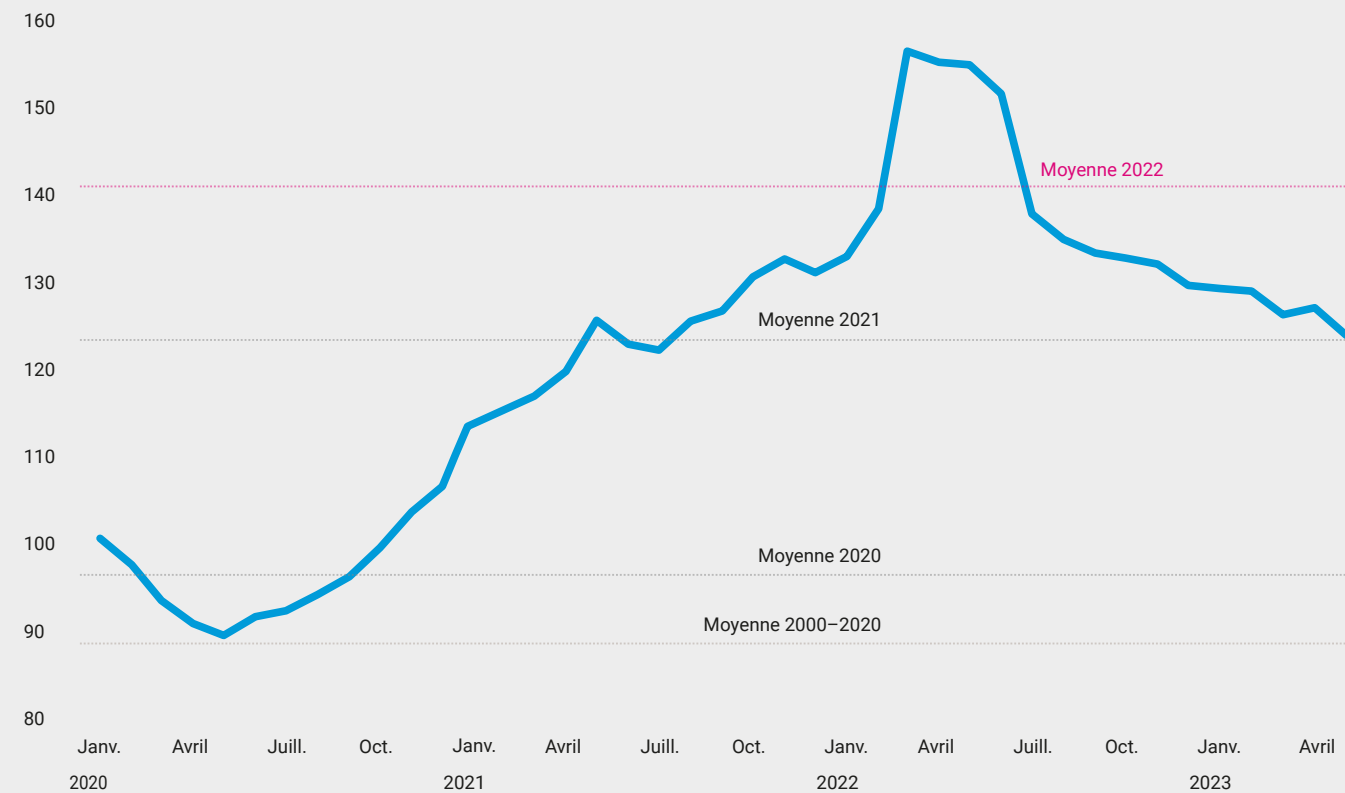
L'Initiative sur le transport sécurisé de céréales et de denrées alimentaires depuis les ports ukrainiens (Initiative de la mer Noire) a été signée par la Türkiye, la Fédération de Russie et l'Ukraine, en présence de l'ONU, le 22 juillet 2022. Le mémorandum d'accord entre la Fédération de Russie et le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies sur la promotion des produits alimentaires et engrais russes sur les marchés mondiaux a aussi été signé le 22 juillet 2022.



**PLUS DE 32 MILLIONS** de tonnes de denrées alimentaires ont été exportées dans le cadre de l'Initiative\*  
\* Jusqu'en juin 2023

## L'Initiative a aidé à inverser la tendance à la hausse des prix des denrées alimentaires, qui demeurent toutefois peu abordables

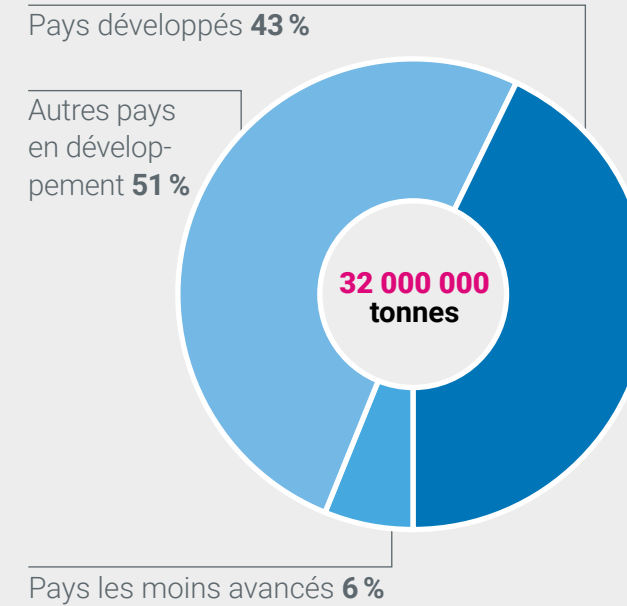
Indice FAO des prix des produits alimentaires (100 = janvier 2020)



Source : Secrétariat de la CNUCED, d'après les données du Centre de coordination conjoint au 15 juin 2023.

## Les pays en développement sont les principaux importateurs dans le cadre de l'Initiative

L'Initiative a permis d'exporter des denrées vers 45 pays sur trois continents, dont plus de la moitié en Afrique et en Asie. Pourcentage d'exportations de denrées alimentaires à destination de groupes de pays, par niveau de développement



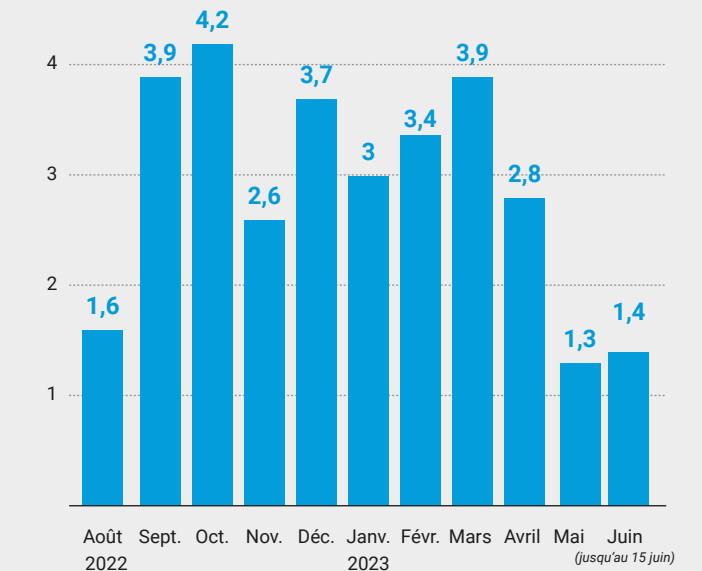
Source : Données du Centre de coordination conjoint et du site Web de l'Initiative de la mer Noire au 15 juin 2023.  
Note : La cargaison peut être traitée et réexportée à partir de la destination première.

**L'Initiative a permis de rétablir un approvisionnement vital en blé des opérations humanitaires du Programme alimentaire mondial**

À la mi-juin, le PAM avait expédié 655 000 tonnes de blé, dans le cadre de l'Initiative, pour appuyer ses opérations humanitaires en Afghanistan, en Éthiopie, au Kenya, en Somalie, au Soudan et au Yémen. En 2022, l'Ukraine a fourni plus de la moitié du blé acheté par le PAM, comme en 2021.

## Les exportations dans le cadre de l'Initiative ont fluctué mais se sont maintenues

Exportations mensuelles dans le cadre de l'Initiative de la mer Noire, en millions de tonnes métriques



Source : Données du Centre de coordination conjoint et du site Web de l'Initiative de la mer Noire au 15 juin 2023.

## Mémorandum d'accord

Le mémorandum d'accord conclu avec la Fédération de Russie a contribué à :

Réduire les prix alimentaires mondiaux après les pics atteints en mars 2022

Augmenter les volumes d'exportation de produits alimentaires et d'engrais russes destinés aux marchés mondiaux

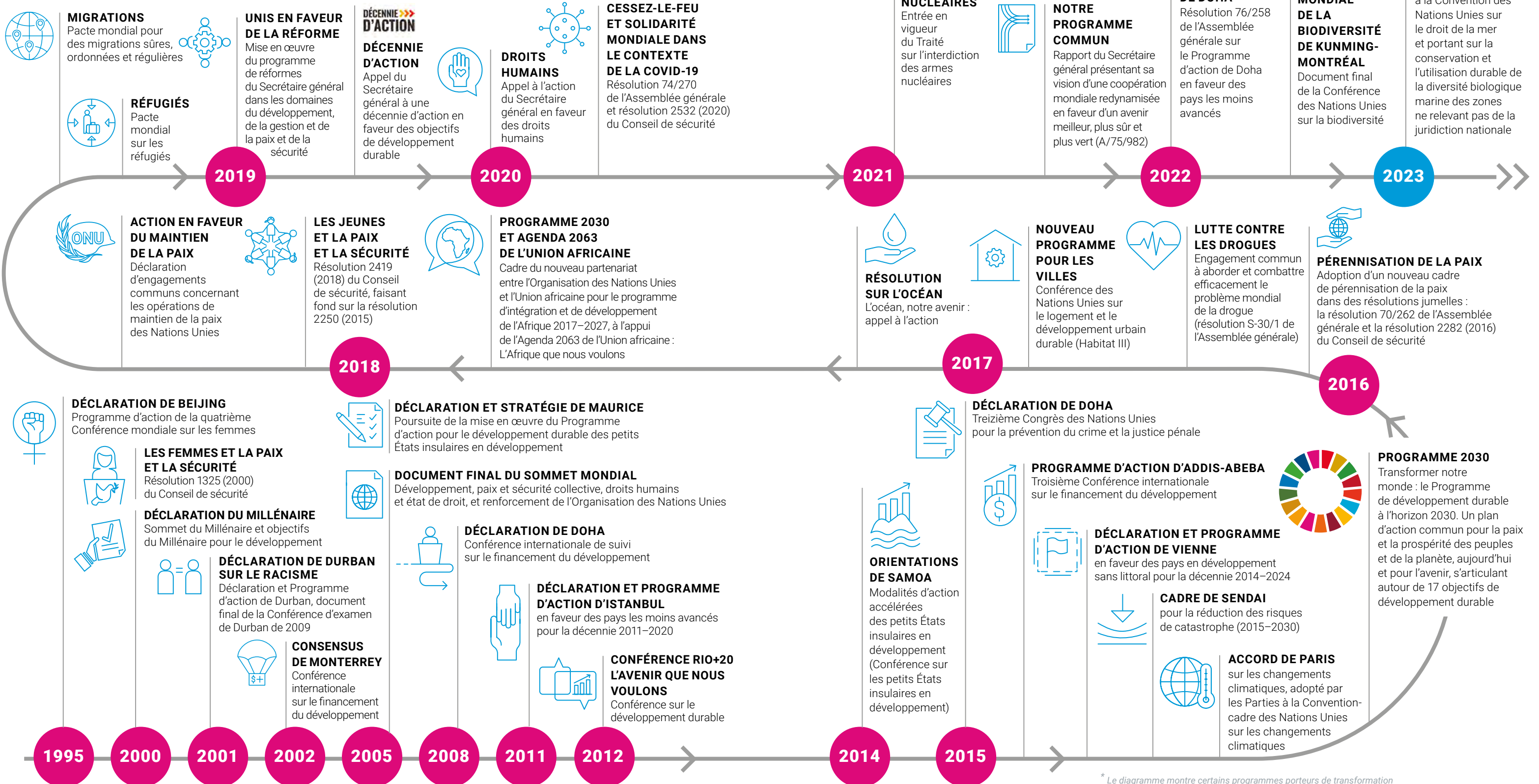
Assurer un nombre constant de navires faisant escale dans les ports russes

Réduire les frais de transport et d'assurance

L'ONU reste déterminée à s'efforcer d'assurer la sécurité alimentaire mondiale en rendant les produits alimentaires et les engrais disponibles à travers le monde, à des prix raisonnables.


# PROGRAMMES PORTEURS DE TRANSFORMATION\*

Les objectifs à long terme de l'Organisation des Nations Unies s'appuient sur des programmes porteurs de transformation qui ont été approuvés par les États Membres ou auxquels ceux-ci ont souscrit.



\* Le diagramme montre certains programmes porteurs de transformation adoptés depuis 1995 et n'est pas exhaustif. Le programme de travail de l'ONU est guidé par plusieurs autres mandats arrêtés par les organes délibérants.





# Action en faveur d'une croissance économique soutenue et du développement durable

## PRINCIPAUX PROGRAMMES

Appui aux organes directeurs mondiaux  
Coopération internationale pour le développement  
Coopération régionale pour le développement  
Égalité des genres et autonomisation des femmes

## RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

1,9 milliard de dollars  
526 millions de dollars au titre du budget ordinaire  
1,4 milliard de dollars au titre des contributions volontaires

## PRINCIPAUX MANDATS

Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1 de l'Assemblée générale)

Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (résolution 69/313 de l'Assemblée générale)

Déclaration politique sur l'examen de haut niveau à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024 (résolution 74/15 de l'Assemblée générale)

Répondre aux besoins prioritaires des petits États insulaires en développement grâce à la mise en œuvre des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) et de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (résolutions 74/3 et 76/203 de l'Assemblée générale)

Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (résolution 75/233 de l'Assemblée générale)

Examen du fonctionnement du système redynamisé des coordonnateurs résidents, et notamment de ses modalités de financement (résolution 76/4 de l'Assemblée générale)

Nouveau Programme pour les villes (résolution 71/256 de l'Assemblée générale)

Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés (résolution 76/258 de l'Assemblée générale)

## PRINCIPALES ENTITÉS

Département des affaires économiques et sociales  
Bureau de la coordination des activités de développement  
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement  
Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement  
Commissions régionales  
ONU-Femmes  
ONU-Habitat  
Programme des Nations Unies pour l'environnement

Le Coup de projecteur sur les objectifs de développement durable organisé durant la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale met en lumière la promesse d'inclusion, de résilience et de durabilité formulée dans les objectifs et propose des solutions aux inégalités et aux problèmes climatiques et environnementaux.

(New York, septembre 2022) © Photo ONU/Manuel Elias





La Conférence des Nations Unies sur les océans de 2022, qui s'est tenue au Portugal, s'est attachée à mobiliser l'action et à proposer des solutions scientifiques novatrices pour ouvrir un nouveau chapitre de l'action mondiale en faveur des océans.

(Lisbonne, juin 2022) © Photo ONU/Vasco Neves

## CONTEXTE

Dans un contexte où la population mondiale a atteint 8 milliards d'habitants en 2022, la réalisation des objectifs de développement durable est au point mort. Elle a même reculé en ce qui concerne la pauvreté, l'emploi, la santé et l'éducation ainsi que dans d'autres domaines. La triple crise planétaire – les changements climatiques, l'appauvrissement des ressources naturelles et de la biodiversité, et la pollution et les déchets – menace toutes les formes de vie, et ses effets touchent les pauvres dans une mesure disproportionnée. La pandémie de COVID-19 et les crises alimentaire et énergétique mondiales, aggravées par la guerre en Ukraine, ont également entravé la réalisation des objectifs. Ce sont avant tout les femmes et les autres groupes vulnérables qui en font les frais : le nombre de femmes vivant dans l'extrême pauvreté a augmenté de 15 millions – une hausse stupéfiante. Les liens complexes qui existent entre la croissance démographique, les fractures qui séparent les zones urbaines des zones rurales, la pauvreté et les changements climatiques font ressortir combien il est urgent de renouveler notre engagement en faveur d'une vision globale du développement durable.

## RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : BILAN



**Plus de 140**  
représentants gouvernementaux  
de haut niveau se sont réunis  
en 2022



**44**  
pays ont fait état  
des progrès accomplis



**273**  
manifestations parallèles sur  
les objectifs ont été organisées



**Plus de 5 200**  
articles de presse ont  
été publiés sur le sujet





« Nous devons rester déterminés à promouvoir le Programme 2030 comme la voie à suivre pour faire face aux crises et favoriser le relèvement et assurer un développement durable pour tous. »

Li Junhua, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales



« Les coordonnatrices et coordonnateurs résidents aident les pays à accélérer la mise en œuvre des objectifs de développement durable, ce qui permet aux équipes des Nations Unies de mieux collaborer, avec les gouvernements et les partenaires, en vue d'une réorientation des politiques et d'un financement du développement. »

Oscar Fernandez-Taranco, Sous-Secrétaire général à la coordination des activités de développement

## GRANDS OBJECTIFS

L'ONU aide les États à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et d'autres stratégies de transformation. Aux quatre coins du monde, nos coordonnatrices et coordonnateurs résidents dirigent l'appui que les entités des Nations Unies apportent conjointement aux États afin de réaliser les objectifs arrêtés au niveau mondial. Notre action est notamment guidée par l'Accord de Paris, le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015–2030), la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, la Déclaration de Copenhague sur le développement social et le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social, le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, le Nouveau Programme pour les villes, le Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés, le Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014–2024 et les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa).

## PRINCIPALES RÉALISATIONS

### MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME 2030

Malgré les reculs enregistrés au niveau mondial, nous avons persévéré et continué d'aider les États Membres à mettre en œuvre le Programme 2030.

En mars 2022, nous avons créé le Groupe d'intervention mondiale face aux crises alimentaire, énergétique et financière afin de coordonner l'action de la communauté mondiale face à l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, à la diminution des budgets, à la montée de l'insécurité alimentaire et à l'aggravation des troubles qui secouent le monde. Entre avril et août 2022, le Groupe a partagé des notes d'orientation avec des décideurs du monde entier sur les moyens de préserver les vies et les moyens de subsistance.

Au forum politique de haut niveau pour le développement durable qui s'est tenu en juillet 2022, les États Membres ont réaffirmé leur attachement au Programme 2030 et aux objectifs de développement durable. Sur la base des résultats de cinq forums régionaux et de 44 examens nationaux volontaires, le forum politique de haut niveau a permis d'établir des plans d'action communs pour remettre le monde sur la voie de la réalisation du Programme 2030.

Le Sommet sur la transformation de l'éducation, qui s'est tenu en septembre 2022, a replacé l'éducation parmi les priorités de la communauté mondiale. Ainsi, 133 pays s'y sont engagés à moderniser leurs systèmes d'enseignement, à regagner le terrain perdu pendant la pandémie dans le domaine de l'éducation et à mettre le potentiel des technologies au service de l'éducation des filles.

Comme suite au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires qui s'est tenu en 2021, nous avons créé le Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, qui rassemble les connaissances et les compétences de l'ensemble du système des Nations Unies afin d'aider les pays à transformer l'agriculture de façon à l'adapter au XXI<sup>e</sup> siècle.





« Les crises en cascade du temps présent exigent que l'on redouble d'efforts pour s'attaquer au fardeau de la dette, rétablir les flux commerciaux et d'investissement, financer l'action climatique et réduire les inégalités, en particulier dans les pays en développement. »

Rebeca Grynspan, Secrétaire générale de la CNUCED

Un piano « Sing For Hope » pour les objectifs de développement durable, visible lors d'une exposition tenue au Siège de l'ONU. Sing for Hope produit des pianos conçus par des artistes, qui sont ensuite mis à la disposition d'écoles, d'hôpitaux, de centres de transit, de camps de réfugiés et d'organisations locales.

(New York, juillet 2022) © Photo ONU/Mark Garten





En créant le premier Bureau des Nations Unies pour la jeunesse, l'Assemblée générale a pris une initiative sans précédent pour renforcer les capacités des jeunes. Au Forum de la jeunesse du Conseil économique et social, plus de 22 000 participantes et participants ont réfléchi avec des décideurs politiques mondiaux aux moyens de mettre des idées novatrices au service des priorités des jeunes.

En 2022, la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique a adopté le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, ce qui représente un progrès historique pour les écosystèmes mondiaux. Dans ce document, les parties ont défini des mesures et objectifs ambitieux pour inverser la perte de biodiversité, restaurer les écosystèmes et développer le financement de la conservation afin de contribuer à combler le déficit de financement de 700 milliards de dollars.

Pour mieux protéger les océans de la planète et la vie aquatique, les participants à la Conférence des Nations Unies de 2022 visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14 : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable ont décidé de développer l'innovation, la recherche scientifique, les partenariats et l'action afin d'atteindre l'objectif 14. Les pays ont enregistré plus de 700 contributions annoncées, dont des financements de plusieurs milliards de dollars destinés à faire cesser et à réparer les dommages infligés aux océans.

Une autre étape importante a été franchie en juin 2023, lorsque les États Membres ont adopté par consensus l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale.

Afin de libérer le potentiel des réseaux locaux en matière de développement durable, nous avons établi le secrétariat de la coalition Local2030. Ce nouveau bureau emploiera des ressources de l'ensemble du système des Nations Unies pour aider des acteurs locaux à favoriser les transitions dans les secteurs de l'énergie, du numérique et des services à la personne ainsi que dans l'économie verte et l'économie bleue.



António Guterres, Secrétaire général, s'exprimant à l'occasion du Sommet 2022 sur la transformation de l'éducation. Le Sommet avait pour objectif de veiller à ce qu'aucune personne – fille, garçon, jeune ou moins jeune – ne soit privée du droit à une éducation de qualité.

(New York, septembre 2022) © Photo ONU/Cia Pak



## Vers la fin de la pollution plastique

Signe encourageant pour l'avenir de notre planète, les États Membres ont convenu, à la cinquième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement, qui s'est tenue en 2022, de négocier d'ici à 2024 un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, notamment dans le milieu marin.



Le Forum sur la jeunesse et l'innovation de la Conférence sur les océans s'est tenue en 2022 au Portugal pour aider les jeunes entrepreneurs et innovateurs à faire avancer les solutions des jeunes aux fins de l'action océanique.

(Lisbonne, juin 2022) © Photo ONU/Eskinder Debebe





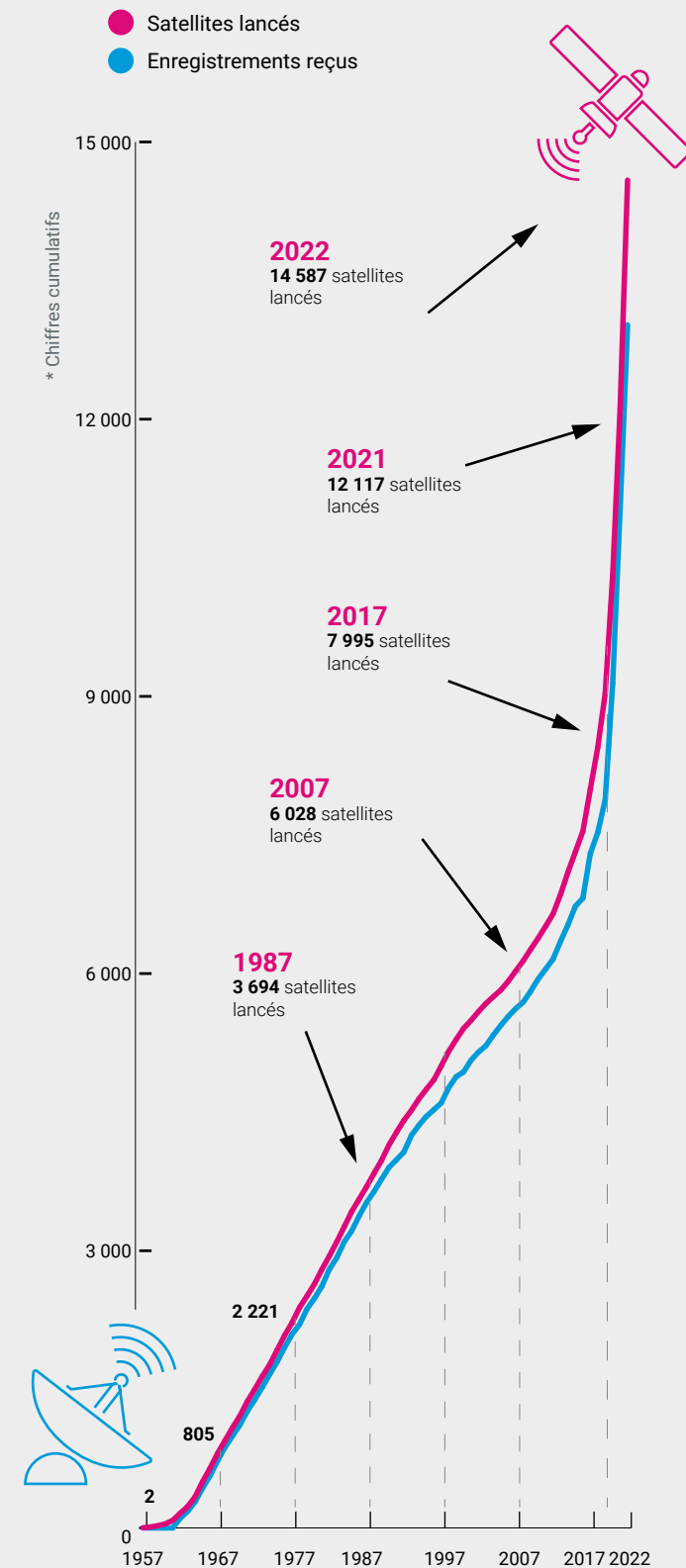
« La modernisation de l'enregistrement des objets spatiaux favorise la transparence, la sûreté et la viabilité dans l'espace. En travaillant avec la communauté spatiale, nous améliorons la réalisation de nos mandats, dans l'intérêt de toutes et tous. »

Niklas Hedman, Directeur par intérim du Bureau des affaires spatiales

## L'espace au service du développement durable

En 2022, l'ONU a célébré le sixantième anniversaire du Registre des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique. Elle a enregistré la même année plus de 2 000 satellites, le record annuel ayant ainsi été battu pour la troisième année consécutive. Globalement, 88 % des satellites lancés dans l'espace sont enregistrés auprès de l'Organisation. Ces satellites fournissent des services et des données qui peuvent contribuer au développement durable. Outil de transparence d'une valeur inestimable, le Registre est tenu par le Secrétariat depuis 1962 et a été établi formellement comme suite à l'entrée en vigueur, en 1976, de la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique.

## Enregistrement des satellites lancés en orbite autour de la Terre ou au-delà



## ACCROISSEMENT DU FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

En 2022, les entités des Nations Unies ont appelé l'attention sur la fracture financière mondiale. Le *Financing for Sustainable Development Report 2022* (Rapport sur le financement du développement durable 2022) a mis en évidence les obstacles majeurs qui limitent la capacité des pays en développement à faire face aux retombées de la guerre en Ukraine et à investir dans le relèvement après la pandémie, dans l'action climatique et dans la réalisation des objectifs de développement durable. Conformément aux recommandations formulées dans ce rapport, nous avons facilité l'organisation d'un séminaire-retraite de haut niveau sur l'architecture financière mondiale. Tenu en juillet 2022, ce séminaire-retraite a contribué à lancer l'initiative de Bridgetown, ouvert la voie à la présentation du plan de relance des objectifs de développement durable et débouché sur des recommandations concernant des mesures de réforme.

À la session de 2023 du forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement, les pays se sont également engagés à développer la protection sociale et à améliorer l'accès des pays vulnérables aux moyens de financement concessionnel et d'allègement de la dette. Parallèlement, l'Organisation a lancé un mécanisme de financement pour aider les pays à formuler de nouvelles stratégies nationales de financement afin d'atteindre les objectifs de développement durable. Grâce à notre initiative de renforcement des capacités de gestion des infrastructures, par exemple, elle a aidé plus de 3 500 agents gouvernementaux à optimiser l'utilité de ces investissements.

Nous avons également pris des mesures pour stimuler l'investissement privé dans le développement durable. L'Alliance mondiale des investisseurs en faveur du développement durable a contribué à accroître les financements privés à long terme d'infrastructures durables et recommandé des mesures pour mobiliser davantage de fonds. En outre, la Foire de l'investissement en faveur des objectifs de développement durable a permis de mettre en relation des investisseurs privés avec des projets prêts à recevoir des investissements dans les pays émergents. Depuis 2018, la Foire de l'investissement a permis de présenter des projets provenant de 22 pays et portant sur un montant total de plus de 11 milliards de dollars.





Amina Mohammed, Vice-Secrétaire générale, s'exprime lors du Sommet pour une coopération efficace au service du développement tenu à Genève, soulignant la nécessité d'une coopération pour le développement efficace, dirigée par les pays, axée sur les résultats, transparente et responsable.

(Genève, décembre 2022) © Photo ONU/Violaine Martin

## Plan de relance des objectifs de développement durable

Face à la crise financière mondiale, le Secrétaire général a proposé un plan de relance des objectifs de développement durable afin d'accélérer la réalisation des objectifs en mobilisant de nouveaux investissements d'un montant de 500 milliards de dollars. Ce plan est axé sur trois domaines d'action où des résultats pourraient être obtenus dans le cadre de l'architecture financière internationale qui est en place aujourd'hui : a) remédier au problème des dettes onéreuses et du surendettement croissant; b) accroître massivement les financements à long terme abordables; c) développer les fonds pour imprévus pour les pays qui en ont besoin.

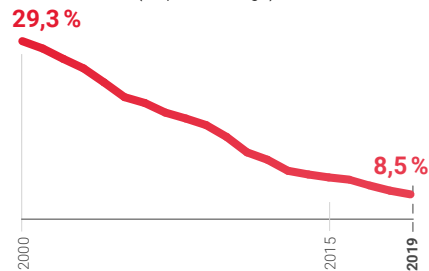
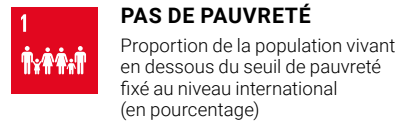
L'Organisation a aidé les États Membres à mettre en commun leur aide au développement afin d'accroître l'impact sur la réalisation des objectifs de développement durable. En 2022, le Fonds commun pour les objectifs de développement durable a versé plus de 260 millions de dollars à 31 organismes des Nations Unies afin d'aider 119 États Membres à répondre à la crise du coût de la vie, à élargir leurs prestations sociales au bénéfice de plus de 175 millions de personnes et à mobiliser des fonds supplémentaires d'un montant total de 2,3 milliards de dollars. Il a également créé une nouvelle composante pour les interventions d'urgence en matière de développement pour faciliter l'action face aux crises alimentaire, énergétique et financière.

Nous avons honoré l'engagement que nous avons pris de favoriser le développement, même dans les contextes les plus complexes et les plus fragiles. Un quart de la population mondiale vit aujourd'hui dans des pays touchés par des conflits. Il sera impossible d'atteindre les objectifs de développement durable sans mettre l'accent sur ces pays. La stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel, par exemple, ne vise pas seulement à répondre aux besoins immédiats, mais également à faciliter l'investissement dans les projets de développement afin de contribuer à la stabilisation de la région.

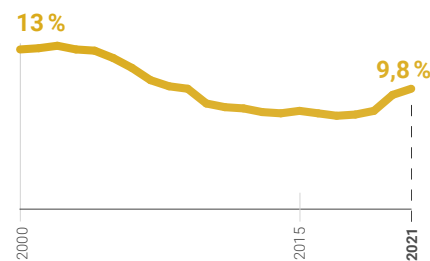


# LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030 : APERÇU DES PROGRÈS ACCOMPLIS

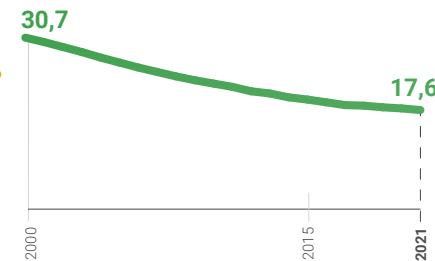
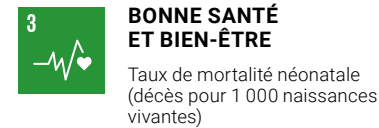
Les dates limites diffèrent d'un graphique à l'autre en raison des différences de fréquence dans la collecte des données relatives aux objectifs.



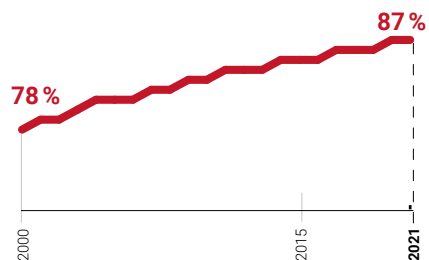
La pandémie de COVID-19 a causé d'importants reculs dans la réduction de la pauvreté.



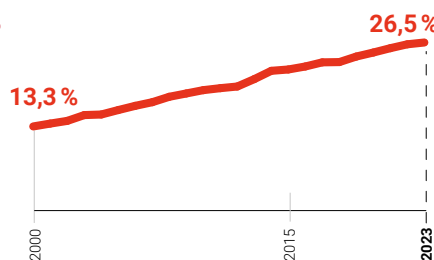
La sous-alimentation recule dans le monde depuis l'an 2000. Les estimations sont établies par extrapolation.



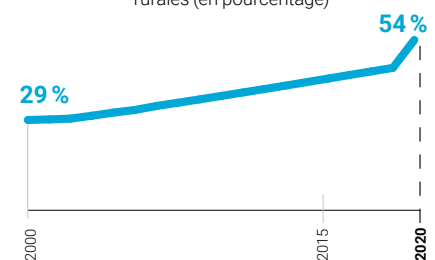
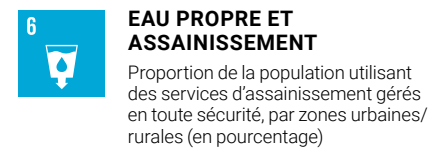
Le taux de mortalité néonatale est en constante diminution.



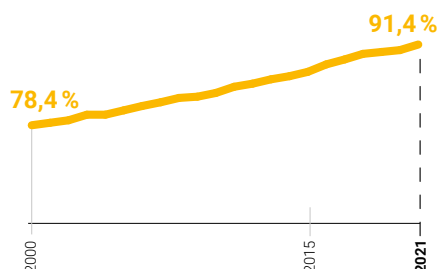
L'accès universel et équitable à l'enseignement primaire n'est pas encore une réalité.



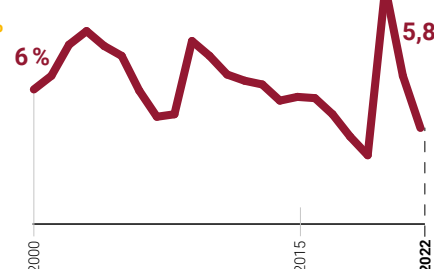
D'importants progrès ont été accomplis dans la lutte contre la sous-représentation des femmes dans les parlements nationaux.



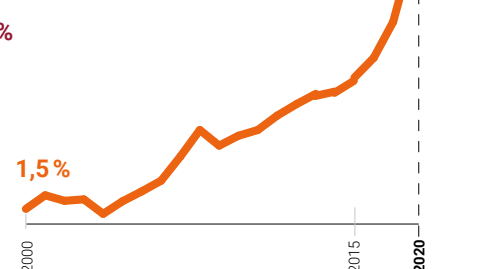
Aujourd'hui, davantage de personnes ont accès à des services d'assainissement gérés en toute sécurité qu'en l'an 2000.



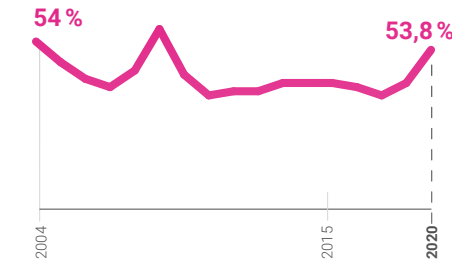
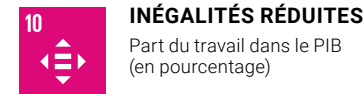
La grande majorité de la population mondiale a aujourd'hui accès à l'électricité.



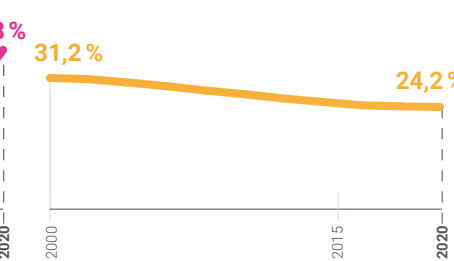
Le chômage mondial a augmenté en raison de la pandémie de COVID-19, qui a effacé les progrès accomplis au cours des 20 dernières années.



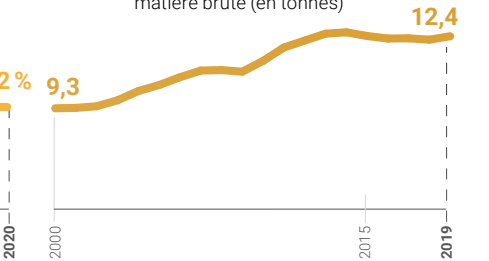
Dans le monde entier, la priorité est de plus en plus donnée à la recherche-développement.



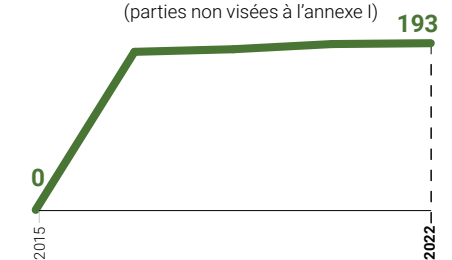
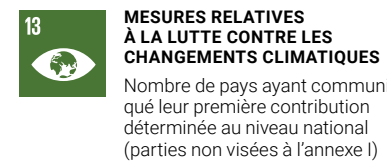
La part du travail dans le revenu national connaît une tendance à la baisse.



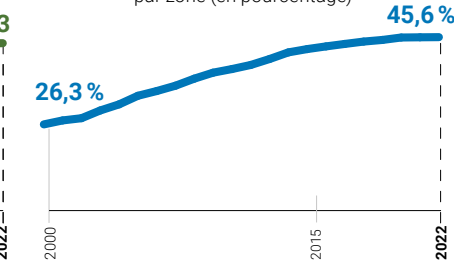
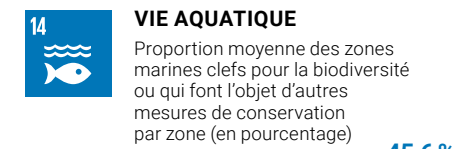
Le nombre de personnes vivant dans des établissements urbains informels diminue depuis l'an 2000.



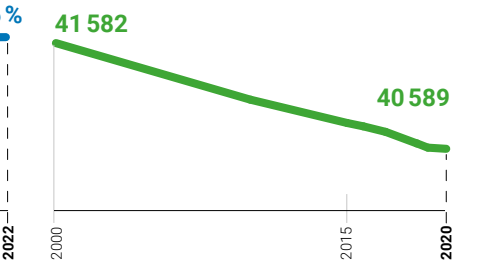
L'empreinte matérielle mondiale par personne a augmenté.



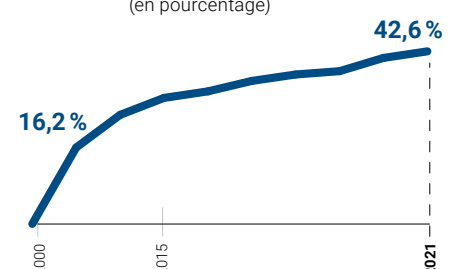
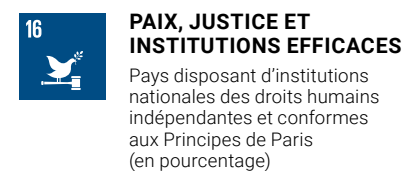
Les 191 signataires de l'Accord de Paris et l'Érythrée ont communiqué leur première contribution déterminée au niveau national.



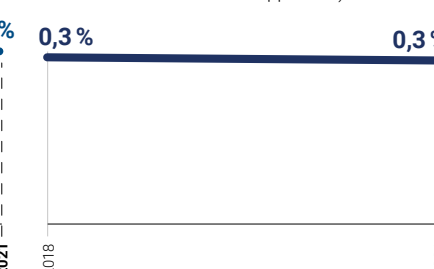
La proportion de zones clés faisant l'objet de mesures de conservation est en augmentation depuis 2000.



Il faut faire plus pour conserver et restaurer les forêts du monde entier.



Moins de 50 % des pays disposent d'institutions des droits humains conformes aux Principes de Paris.



L'objectif visant à consacrer collectivement 0,7 % du revenu national brut (RNB) à l'aide au développement n'est pas encore atteint.  
Source : Organisation de coopération et de développement économiques.

## ACCÉLÉRATION DES PROGRÈS

Les objectifs de développement durable ne sont pas en voie d'être atteints d'ici à 2030, malgré les avancées enregistrées dans certains domaines. De plus, la pandémie de COVID-19 a ralenti le rythme des progrès, allant parfois jusqu'à entraîner des reculs au niveau des 17 objectifs. Aussi est-il d'autant plus urgent que les États Membres et les autres partenaires contribuent à la décennie d'action.



Pour en savoir plus





**« Nous devons travailler ensemble, par-delà les frontières, et renforcer l'action multilatérale pour atteindre l'objectif de développement durable n° 11 en temps de crise. Plus que jamais, des villes et des collectivités résilientes sont nécessaires en ces temps de crises urbaines. »**

Maimunah Mohd Sharif, Directrice exécutive d'ONU-Habitat



**« Relever les défis des États les plus vulnérables n'est pas seulement un impératif moral : c'est également une obligation économique et politique. Soyons clairs, nous avons les moyens et les outils pour y parvenir. »**

Rabab Fatima, Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement

## NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ

Nous nous sommes efforcés de concrétiser notre engagement en faveur de l'égalité des chances en matière de développement durable, s'agissant en particulier des groupes marginalisés et vulnérables.

En 2022, nous avons contribué à lancer plus de 100 initiatives de développement dans le cadre du plan d'action visant à accélérer la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne durant ses cinq dernières années. Cet accord international aide les pays en développement sans littoral à agir face aux changements climatiques, aux risques de catastrophe et aux inégalités de genre. À la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui se tiendra en mars 2023, les parties prenantes ont annoncé de nouveaux engagements à l'appui du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés. Parallèlement, nous avons aidé les petits États insulaires en développement à promouvoir l'établissement d'un nouvel accord mondial destiné à accroître leur résilience.

Dans le *World Social Report 2023* (Rapport de 2023 sur la situation sociale dans le monde), nous nous sommes penchés sur la question de savoir comment les politiques relatives à l'évolution démographique pourraient contribuer à ne laisser personne de côté. Notre examen du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement a porté sur 109 pays où vivent 84 % des personnes âgées à l'échelle mondiale. Dans ce cadre, nous avons encouragé la prise en compte des questions relatives au vieillissement dans les politiques et législations nationales.

Notre projet d'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale et des transitions justes a continué de faire son chemin. Il a contribué à la création d'une composante pour la protection sociale et la création d'emplois au sein du Fonds commun pour les objectifs de développement durable. Une équipe de coordination interorganisations s'emploie à favoriser la cohérence de l'action du système des Nations Unies dans les pays pionniers.

Nous avons également continué de favoriser l'inclusion du handicap dans le cadre de nouvelles initiatives conjointes et l'intégration de cette question dans les plans stratégiques, ainsi que dans les programmes existants à l'échelle du système des Nations Unies.

L'étude des Nations Unies sur l'administration en ligne, intitulée « L'avenir du gouvernement numérique », a également mis l'accent sur les groupes vulnérables. Dans le cadre de notre action en faveur de l'accessibilité des services en ligne, nous avons mis en évidence d'importantes fractures numériques (y compris la fracture numérique entre les genres), de nombreux pays n'étant toujours pas en mesure d'assurer des services d'administration en ligne de base.





« Il reste beaucoup à faire pour freiner la triple crise planétaire. Nous devons coopérer pour trouver des solutions qui garantissent à toutes et tous le droit à un environnement sain. »

**Inger Andersen, Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement**

Projection du texte des objectifs de développement durable sur la façade des bâtiments de l'Assemblée générale et du Secrétariat au Siège de l'ONU dans le but de promouvoir le développement durable, la paix, la tolérance, l'inclusion et l'action climatique.

(New York, septembre 2022) © Photo ONU/Mark Garten

**13 CLIMATE ACTION**



## ACTION CLIMATIQUE

Dans un contexte difficile, nous avons aidé les pays à faire progresser l'action climatique mondiale. À la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, les États ont conclu un accord historique sur la création d'un fonds destiné à remédier aux pertes et préjudices liés aux changements climatiques, afin d'aider les pays vulnérables à faire face aux effets de ces changements. La Conférence des Parties a également lancé un appel sans précédent en faveur de l'accélération des processus propres et justes de transition vers les énergies renouvelables ainsi que de la réforme des banques multilatérales afin de mieux faciliter ces processus. Pour la première fois, elle a fait mention dans le document final du droit à un environnement sain, qui a également été reconnu comme un droit humain par l'Assemblée générale en 2022.

Notre travail avec les États Membres a ouvert la voie à toute une série d'avancées qui ont été faites à la vingt-septième session de la Conférence ou qu'il sera possible d'accomplir par la suite. Sous l'impulsion du Secrétaire général, le système des Nations Unies a lancé l'initiative Alertes précoces pour tous afin de mieux protéger les populations vulnérables contre les catastrophes grâce à la diffusion rapide d'alertes en cas de danger et d'informations sur les risques.

Nous avons également invité les États Membres à la septième session de la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe, afin de mieux coordonner la gestion des risques et d'accroître la résilience. La session a débouché sur des recommandations concernant les moyens de mieux appliquer le Cadre de Sendai grâce à son examen à mi-parcours.

Face à l'aggravation des urgences climatiques, nous avons réuni les pays afin de nous engager à assurer un soutien concret. L'action menée par l'ONU en réponse aux inondations survenues au Pakistan en 2022 a aidé à préparer la Conférence internationale sur la résilience climatique au Pakistan, à l'issue de laquelle des contributions de près de 10 milliards de dollars ont été annoncées.





« Nous sommes à un moment crucial de la lutte contre la crise climatique. Le Programme d'accélération de l'action climatique du Secrétaire général constitue une feuille de route claire permettant de combler le fossé des émissions et d'assurer une justice climatique. »

Selwin Hart, Sous-Secrétaire général et Conseiller spécial du Secrétaire général chargé de l'action climatique

Des représentantes participent à la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, tenue au Qatar, pour examiner des questions telles que les changements climatiques, les risques de catastrophe et l'inégalité entre les femmes et les hommes.

(Doha, mars 2023) © Photo ONU/Sajeesh Babu



Pour favoriser la transition vers un monde à zéro émission nette, nous avons contribué à bâtir de nouveaux partenariats. À la vingt-septième session de la Conférence des Parties, le Groupe d'experts de haut niveau sur les engagements des entités non étatiques en faveur du zéro émission nette a présenté, à l'intention des entreprises, des investisseurs, des villes et des régions, un guide pratique pour l'élaboration de normes plus strictes et plus claires dans le cadre des plans d'action climatique visant à réduire les émissions nettes à zéro.

Nous avons également aidé à coordonner des tables rondes régionales afin de recenser les possibilités des investisseurs dans le domaine de l'action climatique. Dans ce contexte, nous avons lancé des partenariats pour une transition énergétique juste en Indonésie et au Viet Nam et établi un plan d'investissement pour le partenariat en faveur de l'Afrique du Sud. Comme suite au dialogue de haut niveau sur l'énergie, de nouveaux pactes pour l'énergie ont été adoptés et portent sur des contributions volontaires d'un montant total de 600 milliards de dollars. Le nouveau réseau d'action des pactes pour l'énergie soutiendra leur mise en œuvre. La Conférence mondiale pour le renforcement des synergies entre l'Accord de Paris et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a donné lieu à la proposition de nouvelles mesures transformatrices dans le domaine du climat.





« L'inclusion pleine et entière des femmes en tant que décideuses, innovatrices et bâtisseuses de paix est essentielle si nous voulons replacer notre monde sur la voie de la paix, de la stabilité, de la santé et de la prospérité. »

Sima Bahous, Directrice exécutive d'ONU-Femmes

## ÉGALITÉ DES GENRES

L'égalité des genres occupe une place centrale dans les valeurs de l'Organisation. Pour la première fois, la Commission de la condition de la femme a pris acte des liens entre les changements climatiques et les questions de genre. Elle a demandé aux États, à l'ONU, aux institutions financières et aux instances multipartites de redoubler d'efforts pour accroître la résilience, atténuer les risques et favoriser un relèvement durable.

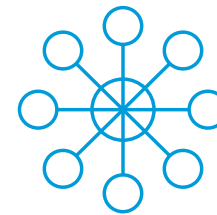
Le rapport Gros plan sur l'égalité des sexes 2022 a mis en évidence la réalité des inégalités de genre dans le monde : plus d'un quart des pays sont « loin » ou « très loin » d'atteindre les objectifs fixés pour 2030 en matière de genre. Il nous manque plus de 50 % des données nécessaires au suivi des progrès accomplis vers l'égalité des genres (réalisation de l'objectif de développement durable n° 5). Au rythme actuel, il faudrait 286 ans pour éliminer les lois discriminatoires et combler les lacunes existantes dans la protection juridique des femmes et des filles. L'égalité de représentation aux postes de direction ne serait atteinte que dans 140 ans, et les parlements nationaux ne parviendraient à la parité que dans 40 ans.

Grâce à notre partenariat avec l'Union européenne, l'Initiative Spotlight a alloué près de 100 millions de dollars en 2022 à la lutte contre les violences fondées sur le genre. Nous avons renforcé des systèmes de protection, appuyé les services sociaux et mené des programmes dans plus de 30 pays. En collaboration avec le fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la lutte contre la violence à l'égard des femmes, nous avons également soutenu des projets dans 15 pays d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine. Cela a permis à plus de 446 000 femmes et filles de participer véritablement à la vie publique et à 1,2 million de femmes et de filles d'avoir accès à de meilleurs services. Depuis 2019, le fonds d'affectation spéciale a financé 186 projets dans 70 pays et territoires, à hauteur de 87 millions de dollars.

## Zoom sur l'Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles

Résultats obtenus en **2022**



Plus de **118 millions**

de personnes ont été les destinataires de campagnes menées dans plus de 30 langues



**174**

lois et politiques sur la violence à l'égard des femmes ont été signées ou renforcées au titre de **21** programmes



Pour en savoir plus

Résultats obtenus depuis le lancement de l'Initiative Spotlight en **2019**

**2,5 millions**

de femmes et de filles ont eu accès à des services de protection contre les violences fondées sur le genre

Le nombre annuel de condamnations prononcées contre des auteurs de violences fondées sur le genre a doublé dans les pays ciblés par l'Initiative Spotlight

**2 millions**

d'hommes et de garçons ont reçu une éducation à la masculinité positive, aux relations familiales respectueuses et au règlement non violent des conflits

**3,5 millions**

de jeunes ont participé à des programmes scolaires et extrascolaires destinés à promouvoir des normes, attitudes et comportements respectueux de l'égalité des genres

**190 millions de dollars**

ont été versés à des organisations de la société civile (48 % de fonds consacrés à des activités)



**Initiative Spotlight**  
Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



Des parlementaires de 19 pays et de parlements régionaux se réunissent à l'occasion du Forum parlementaire de la quinzième session de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes.

(Buenos Aires, novembre 2022) © ONU-Femmes/Demian Marchi



Pour accélérer les progrès vers l'égalité des genres, nous avons intensifié notre action en réponse à l'appel à l'action en faveur des droits humains lancé par le Secrétaire général. Nous avons continué de mettre en place un tableau de bord et une liste de contrôle pour coordonner l'action de plaidoyer concernant les lois discriminatoires à l'égard des femmes et des filles. Nous avons lancé un nouveau portail consacré aux quotas afin de promouvoir la participation égale des femmes dans tous les domaines. Nous avons également promu la participation égale des femmes aux processus électoraux, ainsi que l'application de mesures temporaires spéciales.

Nous avons appuyé l'élaboration de 30 lois nationales et locales dans des pays de six régions différentes. Ces lois visent à lutter contre la violence à l'égard des femmes et à favoriser l'avancement économique des femmes et leur participation à la vie politique. Nous avons notamment apporté un appui à 12 pays qui s'emploient actuellement à effectuer des contrôles de constitutionnalité ou à réviser leur constitution.

Nous avons progressé à grands pas dans la définition d'une approche commune des nouveaux secteurs des services à la personne, notamment en ce qui concerne le financement des infrastructures et des services. Notre action a contribué à accroître l'efficacité des investissements dans 26 pays. En investissant dans des politiques en faveur des services à la personne, il serait possible de créer 280 millions d'emplois d'ici à 2030, et 19 millions d'emplois supplémentaires d'ici à 2035. Nous avons aidé les pays à renforcer leurs capacités et leurs politiques et avons contribué à la mise en place de 15 systèmes nationaux de protection sociale tenant compte des questions de genre.

Dans le cadre de notre action en faveur du renforcement des moyens d'action des jeunes, nous avons collaboré avec plus de 200 organisations de jeunes. Notre travail, qui était axé sur l'inclusion, l'intersectionnalité et l'adoption de pratiques sûres en matière de participation, a suscité des dialogues au sein des communautés au sujet des priorités locales en matière d'égalité des genres.





Des groupes de jeunes du village de Candirenggo, en Indonésie, planifient le contenu de médias sociaux de manière à promouvoir les valeurs de la diversité et de l'égalité des sexes dans le cadre de l'initiative « Villages de la paix ».

(Candirenggo (Indonésie), août 2022) © ONU-Femmes/Satu Bumi Jaya

## APPUI RÉGIONAL

Grâce à notre réforme du système des Nations Unies pour le développement, nous avons pu assurer un soutien plus cohérent au niveau national en matière de politiques. Grâce aux plateformes de collaboration régionale et à leurs coalitions thématiques, nos coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies peuvent désormais compter sur les compétences et les réflexions stratégiques d'experts de premier plan, de façon à mieux soutenir les pays.

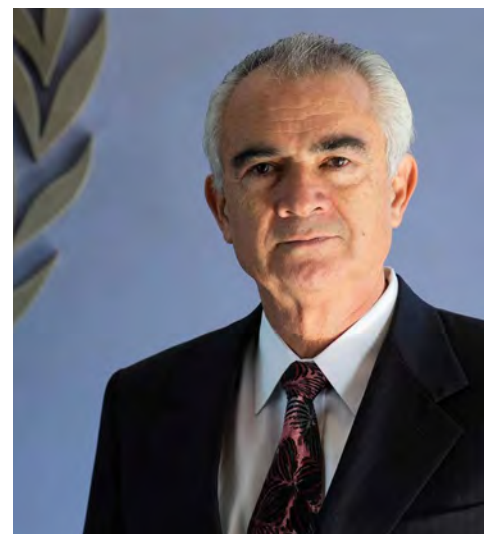
Nos cinq commissions régionales ont tenu leurs forums régionaux annuels pour le développement durable. Ces réunions inclusives sont l'occasion pour les pays et les parties prenantes d'évaluer les progrès réalisés dans l'exécution du Programme 2030 ainsi que de recenser des moyens de se relever de la pandémie de COVID-19 et d'autres crises tout en réalisant les objectifs de développement durable.





« Il nous faut une approche intégrée pour protéger les populations et la planète, exploiter les potentialités du numérique, développer le commerce et l'investissement et aligner les ressources financières sur les objectifs de développement durable. »

Armida Alisjahbana, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique



« L'Amérique latine et les Caraïbes peuvent s'attaquer à la croissance et aux inégalités grâce à des initiatives transformatrices, telles que la transition énergétique, la bioéconomie, la transformation numérique, les exportations de services modernes, l'économie des services à la personne, le tourisme durable et l'intégration régionale. »

José Manuel Salazar-Xirinachs, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes



« Nous ne ménagerons aucun effort pour aider tous les pays arabes à atteindre une prospérité durable, à renforcer la résilience, à éliminer la pauvreté multidimensionnelle et à ne laisser personne de côté. »

Rola Dashti, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale



« Face aux impacts profonds de la guerre en Ukraine, à la triple crise planétaire et aux inégalités persistantes, nous avons plus que jamais besoin du multilatéralisme pour recouvrer des perspectives de développement durable dans la région paneuropéenne. »

Olga Algayerova, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Europe



## COORDONNATRICES ET COORDONNATEURS RÉSIDENTS : QU'EN PENSENT LES GOUVERNEMENTS DES PAYS DE PROGRAMME ?



### 85 %

estiment que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents font preuve d'un leadership plus fort qu'avant la réforme du système

### 87 %

estiment qu'ils font montre d'une capacité plus importante qu'avant la réforme de servir de point de contact facilitant l'offre des Nations Unies

### 88 %

estiment qu'ils dirigent efficacement les équipes des Nations Unies

### 90 %

estiment qu'ils ont le profil et les compétences adéquats pour soutenir le développement de leur pays

### 92 %

estiment qu'ils ont contribué à tirer parti des partenariats à l'appui des efforts nationaux pour faire progresser la mise en œuvre du Programme 2030 et réaliser les objectifs de développement durable

### 92 %

estiment qu'ils ont piloté une riposte cohérente des Nations Unies face à la pandémie de COVID-19

### 76 %

estiment qu'ils ont contribué à renforcer les synergies entre les activités de développement, d'aide humanitaire et de consolidation de la paix

Résultats de l'enquête menée auprès des gouvernements dans le cadre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies effectué en 2022

## SYSTÈME DES COORDONNATRICES ET COORDONNATEURS RÉSIDENTS

Les investissements que les États Membres ont faits dans la redynamisation du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents portent leurs fruits. Nos coordonnatrices et coordonnateurs résidents sont les interlocuteurs principaux qui représentent le système des Nations Unies pour le développement au niveau national. Grâce au travail de leurs équipes, ils apportent un appui plus intégré aux pays dans le cadre de projets liés aux objectifs de développement durable. Leur leadership est de plus en plus crucial : ils mettent en lien les besoins des pays avec les ressources mondiales et régionales, mobilisent des financements supplémentaires pour réaliser les objectifs, négocient des partenariats transformateurs et jouent le rôle de chefs de file en temps de crise.

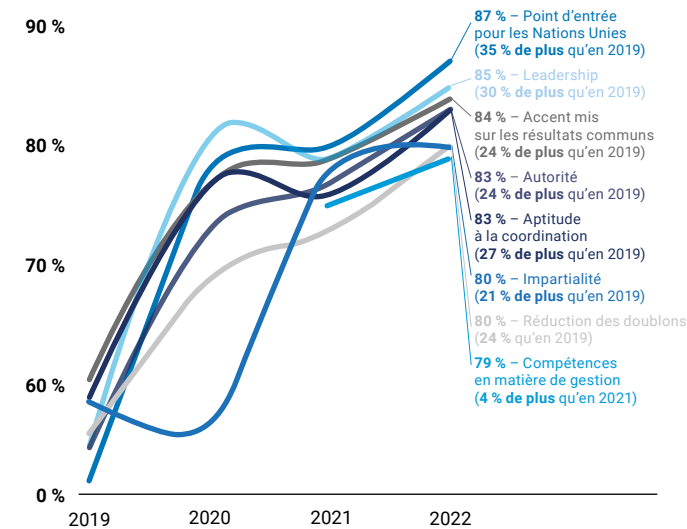
Alors que les pays hôtes demandent un appui de plus en plus important pour réaliser les objectifs de développement durable, notre système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents souffre encore de déficits de financement considérables qui entravent sa capacité de tirer parti de nouvelles possibilités pour réaliser le Programme 2030 dans les pays en développement.

## Zoom sur le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents

Sous la direction renforcée des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, le système des Nations Unies pour le développement a continué de faire progresser la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans les pays. Les investissements consentis par les États Membres aux fins du

renforcement de l'encadrement, de l'impartialité, de la responsabilité et de l'efficacité du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents portent leurs fruits et permettent de mieux soutenir les gouvernements nationaux dans la réalisation des objectifs de développement durable.

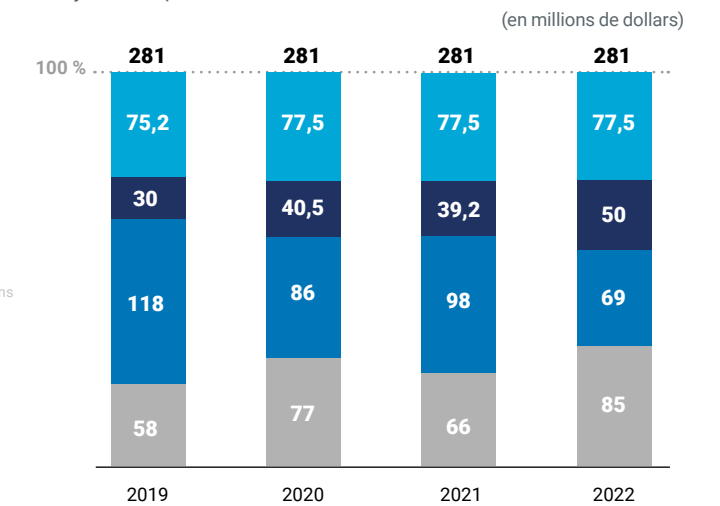
### Les gouvernements estiment que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents ont renforcé le soutien apporté dans des domaines essentiels



Source : Enquête réalisée en 2022 auprès des gouvernements des pays hôtes par le Département des affaires économiques et sociales.  
Note : Ajout de la réponse « Compétences en matière de gestion » en 2021.

### Aperçu de la situation financière

Le budget convenu de 281 millions de dollars alloué au système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents est un investissement minimum essentiel qui est estimé après analyse des fonctions nécessaires à une coordination efficace des activités de développement. Malgré des engagements importants pris par les États Membres, les contributions volontaires se sont systématiquement révélées insuffisantes.



Source : Bureau de la coordination des activités de développement, 2023.  
\* 2022 : L'écart éventuel dans le montant des contributions volontaires s'explique par le taux de change en vigueur au moment où elles ont été reçues.

## FAITS MARQUANTS

**91 %** du personnel du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents était basé dans des pays de programme

Plus de **50 %** des équipes de pays avaient opéré, à la fin de 2022, la transition des anciens plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement aux nouveaux plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable

**104 cadres de coopération** avaient été déployés en mars 2023 – contre 40 en 2022 – en collaboration avec les gouvernements

**94 %** des gouvernements hôtes ont considéré que les cadres de coopération tenaient dûment compte des priorités nationales

**100 %** des pays les moins avancés et **100 %** des pays en développement sans littoral ont estimé que les activités des Nations Unies étaient étroitement alignées sur leurs besoins et leurs priorités

**100 %** des petits États insulaires en développement ont estimé que les entités des Nations Unies collaboraient plus qu'avant les réformes

**92 %** des gouvernements hôtes ont estimé que l'ONU prodiguait suffisamment de conseils pratiques fondés sur des données probantes



# Maintien de la paix et de la sécurité internationales

## PRINCIPAUX PROGRAMMES

Prévention, maîtrise et règlement des conflits  
Appui à la consolidation de la paix  
Politiques, évaluation et formation  
Protection des civils  
État de droit et institutions chargées de la sécurité  
Assistance électorale

## RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

7,3 milliards de dollars

932 millions de dollars au titre du budget ordinaire,  
6 milliards de dollars au titre des budgets statutaires  
des opérations de maintien de la paix (2021/2022)  
367 millions de dollars au titre des contributions volontaires

## PRINCIPAUX MANDATS

Restructuration du pilier Paix et sécurité de  
l'Organisation des Nations Unies (résolutions  
72/199 et 72/262 C de l'Assemblée générale)

Consolidation et pérennisation de la paix  
(résolutions 72/276 et 75/201 de l'Assemblée  
générale et résolutions 2282 (2016), 2558 (2020)  
et 2594 (2021) du Conseil de sécurité)

Financement de la consolidation de la paix  
(résolution 76/305 de l'Assemblée générale)

Les femmes et la paix et la sécurité (résolutions 1325 (2000)  
et 2493 (2019) du Conseil de sécurité)

Les enfants et les conflits armés (résolutions 1261 (1999)  
et 2601 (2021) du Conseil de sécurité)

Violences sexuelles en période de conflit armé  
(résolutions 1820 (2008) et 2467 (2019)  
du Conseil de sécurité)

Les jeunes et la paix et la sécurité (résolutions 2250 (2015),  
2419 (2018) et 2535 (2020) du Conseil de sécurité)

Sûreté et sécurité du personnel de maintien  
de la paix (résolutions 2518 (2020) et 2628 (2022)  
du Conseil de sécurité)

Étude d'ensemble des missions politiques spéciales  
(résolutions 76/83 et 77/127 de l'Assemblée générale)

Performance des opérations de maintien de la paix  
(résolution 2436 (2018) du Conseil de sécurité)

Processus de transitions menés par l'ONU  
(résolution 2594 (2021) du Conseil de sécurité)

## PRINCIPALES ENTITÉS

Département des affaires politiques  
et de la consolidation de la paix

Département des opérations de paix

Missions de maintien de la paix, missions politiques et bureaux

Le Conseil de sécurité adopte à l'unanimité une  
résolution prorogeant le mandat de la Force des  
Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.

(New York, janvier 2023) © Photo ONU/Manuel Elías





Des Casques bleus des Nations Unies au Mali s'appêtant à faire voler un drone pour sécuriser l'itinéraire des patrouilles de leur convoi.

(Ogoussagou (Mali), août 2022) © MINUSMA/Harandane Dicko

## CONTEXTE

Des conflits à caractère évolutif, le rétrécissement de l'espace civique, la mésinformation et la désinformation, les discours de haine, l'absence de réglementation du cyberspace, l'urgence climatique et le recul des droits des femmes s'allient pour mettre en danger la paix et la sécurité. Par ailleurs, les rivalités géostratégiques n'ont jamais été aussi fortes depuis des décennies. À l'œuvre depuis quelque temps déjà, ces tendances n'ont fait que s'accélérer avec la guerre en Ukraine, qui a aggravé les divisions entre États Membres. Cet environnement nuit à l'efficacité de l'architecture mondiale de paix et de sécurité et compromet notre aptitude à prévenir, gérer et atténuer les conflits et à contribuer au rétablissement de la paix. Pour tracer la voie à suivre, nous devons renouveler notre attachement au multilatéralisme et à la Charte des Nations Unies, comme préconisé dans la déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies et dans mon rapport intitulé « Notre Programme commun ». Dans le Nouvel Agenda pour la paix, je présenterai une vision de l'action multilatérale en faveur de la paix et de la sécurité.

## APPUI AUX EFFORTS DE MÉDIATION



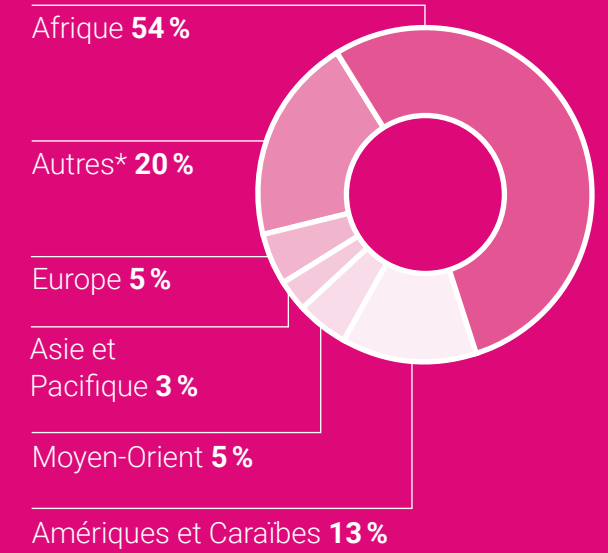
**132** missions d'appui à la médiation



**29** contextes différents



L'appui a porté sur plusieurs domaines : conception des processus de médiation; égalité des genres et inclusion; élaboration de constitutions; cessez-le-feu et arrangements en matière de sécurité



\* Missions non spécifiques à telle ou telle région, principalement liées au renforcement des capacités



## GRANDS OBJECTIFS

Nous soutenons les États Membres en menant un ensemble d'activités dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales, conformément aux principes énoncés dans la Charte et aux mandats de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Par notre action dans le domaine politique et en matière de rétablissement, de consolidation et de maintien de la paix, nous cherchons à prévenir et gérer les conflits, à répondre aux crises politiques et à faire face aux nouvelles menaces. À cette fin, nous travaillons également à promouvoir la participation des femmes et des jeunes aux processus politiques et aux processus de paix. Les efforts visant à prévenir et combattre les violences sexuelles liées aux conflits, les violations des droits des enfants dans les conflits armés et l'exploitation et les atteintes sexuelles ainsi que le génocide et les atrocités criminelles occupent une place centrale dans notre travail.



Le Blue Man Group s'est produit lors des célébrations de la Journée internationale de la paix, dont le thème était « Mettre fin au racisme. Bâtir la paix ». La manifestation mettait en lumière l'importance de la lutte contre le racisme et de l'édification de sociétés où toutes et tous soient traités sur un pied d'égalité.

(New York, septembre 2022) © Photo ONU/Ariana Lindquist





« Notre aptitude à agir collectivement pour relever des défis interdépendants est compromise par une concurrence géostratégique renouvelée. Nous devons travailler ensemble pour traverser cette période d'incertitude. »

Rosemary A. DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix



« Les opérations de maintien de la paix sont un signe de la vigueur du multilatéralisme, dans un contexte marqué par des défis et des clivages géopolitiques inédits. Pour continuer d'agir efficacement, nous devons toutes et tous jouer le rôle qui est le nôtre. »

Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général adjoint aux opérations de paix

L'exposition de réalité virtuelle « L'innovation pour la paix » organisée au Siège de l'ONU s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les Nations Unies pour utiliser la narration immersive afin de tenir les décideurs au fait des affaires internationales.

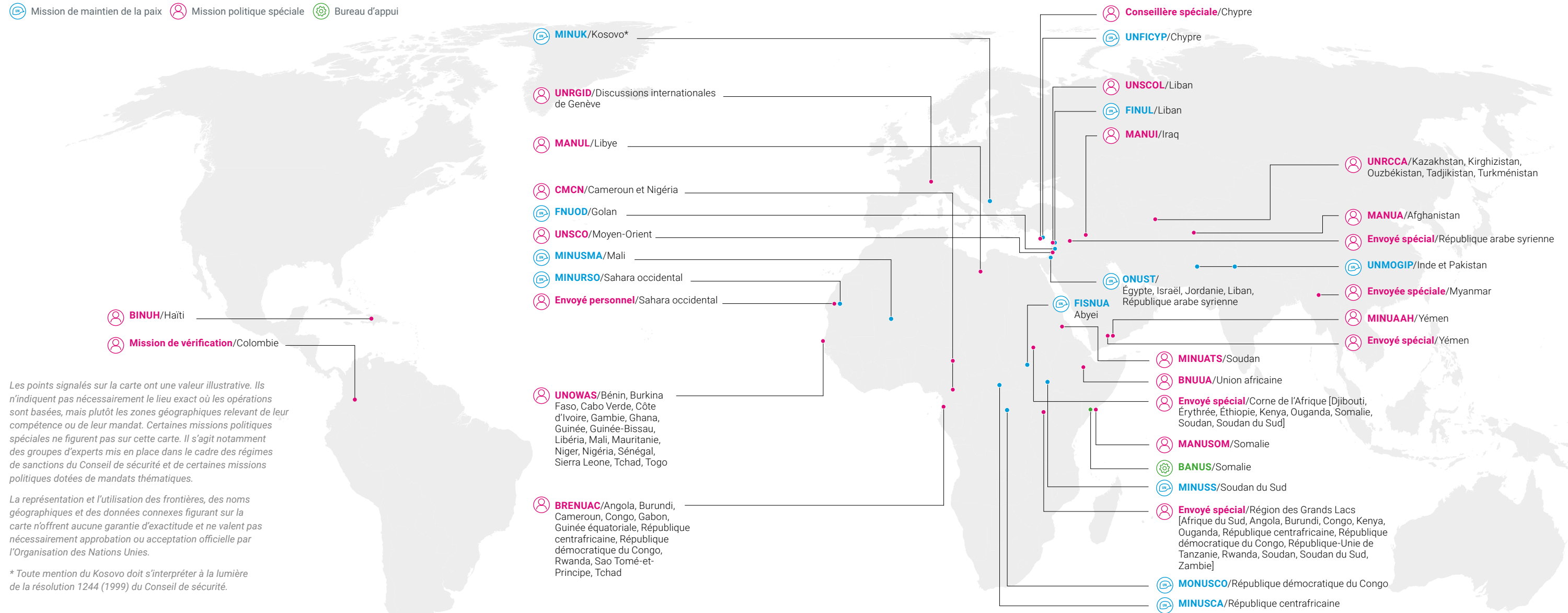
(New York, avril 2022) © Photo ONU/Manuel Elías

[www.futuringpeace.org](http://www.futuringpeace.org)



# OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX, MISSIONS POLITIQUES SPÉCIALES ET BUREAUX D'APPUI

🗺️ Mission de maintien de la paix
 👤 Mission politique spéciale
 🏠 Bureau d'appui



Les points signalés sur la carte ont une valeur illustrative. Ils n'indiquent pas nécessairement le lieu exact où les opérations sont basées, mais plutôt les zones géographiques relevant de leur compétence ou de leur mandat. Certaines missions politiques spéciales ne figurent pas sur cette carte. Il s'agit notamment des groupes d'experts mis en place dans le cadre des régimes de sanctions du Conseil de sécurité et de certaines missions politiques dotées de mandats thématiques.

La représentation et l'utilisation des frontières, des noms géographiques et des données connexes figurant sur la carte n'offrent aucune garantie d'exactitude et ne valent pas nécessairement approbation ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

\* Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

## ACRONYMES

**BANUS** Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie  
**BINUH** Bureau intégré des Nations Unies en Haïti  
**BNUUA** Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine  
**BRENUAC** Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale  
**CMCN** Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria  
**FINUL** Force intérimaire des Nations Unies au Liban  
**FISNUA** Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei

**FNUOD** Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement  
**MANUA** Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan  
**MANUI** Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq  
**MANUL** Mission d'appui des Nations Unies en Libye  
**MANUSOM** Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie  
**MINUAAH** Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda  
**MINUATS** Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan

**MINUK** Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo\*  
**MINURSO** Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental  
**MINUSCA** Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine  
**MINUSMA** Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali  
**MINUSS** Mission des Nations Unies au Soudan du Sud  
**MONUSCO** Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo  
**ONUST** Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve

**UNFICYP** Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre  
**UNMOGIP** Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan  
**UNOWAS** Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel  
**UNRCCA** Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale  
**UNRGID** Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève  
**UNSCO** Bureau du Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient  
**UNSCOL** Bureau de la Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban

En plus des missions énumérées ici, un envoyé personnel du Secrétaire général participe aux efforts de rétablissement de la paix au Mozambique.



## PRINCIPALES RÉALISATIONS

### PRÉVENTION, MAÎTRISE ET RÉGLEMENT DES CONFLITS

Face à la dégradation de la situation en matière de paix et de sécurité, nous avons redoublé d'efforts pour prévenir, gérer et régler les conflits et pour promouvoir une paix durable, notamment par le truchement de nos 41 bureaux et missions politiques spéciales et de nos 12 opérations de maintien de la paix. Les représentants et envoyés spéciaux du Secrétaire général ont travaillé avec les parties aux différents conflits en vue de parvenir à des cessez-le-feu et à des règlements politiques. Au Yémen, une trêve négociée par les Nations Unies a rapporté des avantages tangibles à la population et permis aux parties d'envisager une désescalade. En Libye, nous avons facilité des consultations inclusives avec les parties prenantes pour une sortie de l'impasse politique prolongée et l'organisation d'élections nationales. Au Liban, notre mission de maintien de la paix a favorisé la stabilité, notamment en facilitant la tenue d'un forum tripartite régulier. À Abyei, nous avons soutenu les efforts visant à améliorer les relations intercommunautaires. En Colombie, la mission des Nations Unies a élargi son appui à la consolidation de la paix, à la demande du nouveau Gouvernement, et a accompagné la reprise des pourparlers de paix entre le Gouvernement et l'Armée de libération nationale. En République centrafricaine, nous avons appuyé le processus de paix mené par le Gouvernement, qui a contribué au dialogue et à la dissolution des groupes armés.

Dans le conflit qui fait rage en Ukraine, le système des Nations Unies ne s'est pas contenté de maintenir une présence sur place et de tenir ses engagements : il a rapidement intensifié son action dans tout le pays et au-delà, notamment en ce qui concerne l'accueil des réfugiés. Au vu des graves difficultés entravant l'accès humanitaire dans des zones de l'est et du sud de l'Ukraine, nous avons toujours plaidé pour un accès respectueux de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du pays, conformément au droit international. L'ONU a également continué de travailler avec toutes les parties concernées pour atténuer les effets de la crise au niveau mondial. Afin d'en réduire les incidences mondiales sur l'alimentation et les engrais, nous avons participé activement à la



Des négociations de haut niveau sur la voie constitutionnelle empruntée par la Libye tenues à l'Office des Nations Unies, à Genève.

(Genève, juin 2022) © Photo ONU/Jean-Marc Ferré



négociation et à la mise en œuvre de l'Initiative de la mer Noire, qui a été signée en juillet 2022 par la Türkiye, la Fédération de Russie et l'Ukraine en présence de l'ONU. Nous avons également signé avec la Fédération de Russie un mémorandum d'accord sur la promotion des produits alimentaires et engrais russes sur les marchés mondiaux. Ces efforts montrent qu'il est possible d'aider les parties à trouver un terrain d'entente grâce à une action diplomatique constante et à une utilisation novatrice des instruments multilatéraux, même dans les situations les plus complexes. Le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général transmettra ce message aux États Membres. Alors que la guerre se poursuit sans relâche, l'ONU continuera de faire tout son possible pour prévenir une nouvelle escalade et promouvoir une paix juste et durable, conformément à la Charte, au droit international et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

Les partenariats que nous avons noués avec des organisations régionales demeurent cruciaux. Au Soudan du Sud, nous avons travaillé avec des organisations régionales et sous-régionales pour faire avancer le processus politique. En République démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs, nous avons travaillé avec l'Union africaine et des partenaires régionaux pour que l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération continue de servir de mécanisme de coopération régionale.

Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies se sont adaptées à des environnements difficiles, grâce à l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général et à la stratégie Action pour le maintien de la paix Plus. Les soldats et soldates de la paix travaillent dans des conditions difficiles, au péril de leur vie. Hélas, certains font le sacrifice suprême. Face à l'augmentation du nombre de décès de soldats de la paix imputables à des actes de malveillance, nous avons amélioré la formation, l'équipement, les soins médicaux post-traumatiques et la détection des engins explosifs improvisés et renforcé la défense de nos bases sur le terrain.

Nous avons redoublé d'efforts pour lutter contre la désinformation, la désinformation et les discours de haine en améliorant le suivi, l'analyse, l'orientation et la formation ainsi que la prévention par la communication et le plaidoyer. Nous avons également instauré de nouveaux partenariats permettant d'intensifier ce travail, notamment avec des gouvernements, des organisations régionales, des membres de la société civile et des

entreprises de médias sociaux. Nos missions en République démocratique du Congo et au Liban ont utilisé les médias sociaux pour mieux expliquer leurs mandats respectifs. En République centrafricaine, nous avons aidé à former les organisations de médias au processus de paix et à la lutte contre la désinformation et la désinformation. En Libye, nous avons soutenu des initiatives visant à lutter contre la désinformation, la désinformation et les discours de haine durant les élections et avons appuyé la participation des femmes à cet égard. Dans la Corne de l'Afrique, nous avons organisé un atelier multipartite sur les discours de haine, la désinformation et la désinformation. Au Kosovo<sup>2</sup>, nous avons œuvré à réduire, en dispensant une éducation aux droits humains, la propagande à caractère ethnique source de discorde.

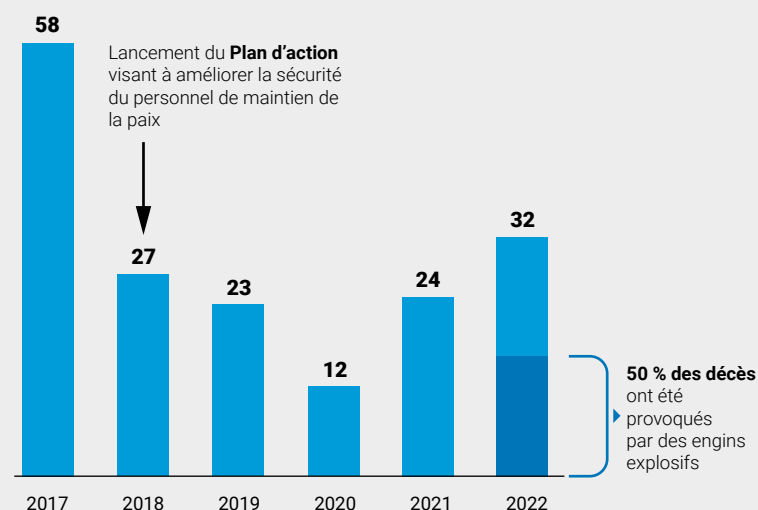
Nous avons également continué d'appuyer les États Membres et leurs populations en dehors des missions. En Afrique de l'Ouest et au Sahel, nous avons travaillé avec des partenaires régionaux pour soutenir les transitions politiques au Burkina Faso et en Guinée et pour parer aux menaces transfrontalières, notamment l'extrémisme violent et les effets des changements climatiques sur la paix et la sécurité. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, nous avons aidé les parties à parvenir à un accord sur l'avenir de Bougainville dans le cadre du processus de paix de Bougainville.

Nos opérations de maintien de la paix et nos missions politiques spéciales ont continué d'aider leurs pays hôtes à protéger les populations civiles. Pour s'adapter aux nouveaux défis, nos missions ont utilisé à titre expérimental des technologies numériques devant permettre d'améliorer les capacités de perception de la situation, d'analyse et d'alerte rapide, le but étant de contribuer à prévenir la violence contre les civils. Au Mali, nos outils de cartographie numérique nous ont permis d'améliorer l'action de nos patrouilles militaires et de police. En République centrafricaine, de nouvelles applications nous ont permis de réagir aux alertes de manière plus dynamique et énergique. Au Soudan, nous avons soutenu la mise en œuvre d'une vaste stratégie nationale devant permettre de mieux protéger les civils. Nous avons également intensifié notre travail de prévention des dommages causés aux civils par nos contingents et nos forces de police dans toutes les missions.

<sup>2</sup> Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

## Décès de membres du personnel de maintien de la paix dus à des actes de malveillance

En 2022, les actes de malveillance ont été la principale cause des décès (53 %) survenus parmi le personnel en tenue



**50 % des décès de membres du personnel de maintien de la paix dus à des actes de malveillance** ont été provoqués par des engins explosifs et les dangers qui menacent les Casques bleus n'ont fait que croître

**Les soldats de la paix ont plus de chances de survivre aux attaques** s'ils sont correctement entraînés et équipés

**En application des recommandations figurant dans l'examen stratégique indépendant des mesures prises pour prévenir et éliminer les engins explosifs improvisés**, l'ONU a pris davantage de mesures pour atténuer les risques auxquels sont exposés les Casques bleus, notamment :

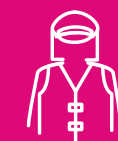
- Des évaluations des compétences militaires
- Une formation préalable au déploiement et en cours de mission
- La collaboration avec des centres régionaux aux fins de la lutte antimines

## NOS ACTIVITÉS DE MAINTIEN DE LA PAIX



**Plus de 87 000**

soldats de la paix



**6 000**

soldates de la paix



**12**

opérations de paix



**Plus de 120**

pays fournisseurs de personnel de maintien de la paix en tenue



## LES FEMMES ET LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Le renforcement de la participation pleine, égale et véritable des femmes aux processus de paix, à la vie politique et à la prise de décisions est l'une de nos grandes priorités. En Colombie, grâce à notre action en faveur du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, on comptait presque autant de femmes que d'hommes dans les délégations participant aux pourparlers de paix avec l'Armée de libération nationale. En réponse à une demande du Conseil de sécurité, les dirigeants chypriotes grecs et chypriotes turcs ont arrêté un plan d'action commun prévoyant que toutes les parties veillent à ce qu'aucun des deux sexes ne compte pour plus des deux tiers dans leurs délégations. En Colombie, au Mali, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud, nos missions se sont efforcées d'accroître la participation des femmes aux comités de paix locaux, aux processus de paix régionaux et aux organes de décision.

En République démocratique du Congo, nous avons œuvré à ce que les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité soient prises en compte dans le plan de transition, ce qui a permis d'augmenter la participation des femmes au processus de paix de Nairobi, qui étaient représentées dans près de la moitié des 110 organisations concernées de la société civile. Notre travail a également contribué à faire adopter des mesures temporaires spéciales dans le droit électoral pour mobiliser la nomination de candidatures féminines. Afin d'améliorer la sécurité des femmes, nous avons réalisé une cartographie des conflits, procédé à une alerte rapide et effectué une analyse, et nous avons déployé des équipes de liaison mixtes et des patrouilles tenant compte des questions de genre.



Des soldates de la paix au Mali recherchent et détectent les engins explosifs improvisés lors de convois logistiques et de patrouilles de proximité et de longue distance.

(Dountza (Mali), décembre 2022) © Photo ONU/Harandane Dicko



## NOTRE ACTION EN FAVEUR D'UNE REPRÉSENTATION ÉGALE



**44 %**

des membres du personnel des équipes de médiation de l'ONU sont des **femmes**



**42 %**

des chefs et chefs adjoints des missions des Nations Unies sont des **femmes**

Nous avons soutenu la participation des femmes aux processus de paix et à la vie politique, notamment en Iraq, en Libye, en République arabe syrienne, au Soudan et au Yémen. Notre travail a contribué à promouvoir la représentation des femmes dans les délégations, les consultations avec des organisations de femmes de la société civile et les mécanismes innovants d'inclusion. En Afghanistan, nous avons soutenu les efforts déployés dans le pays pour faciliter le dialogue entre les Afghanes et les autorités de facto.

Conjointement avec nos partenaires, nous avons organisé des dialogues numériques pour faire entendre la voix des femmes sur les questions de paix et de sécurité, notamment en Bolivie (État plurinational de), en Haïti, au Liban et en Libye ainsi qu'en Asie du Nord-Est et dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Le Fonds pour les femmes, la paix et l'action humanitaire a permis de mobiliser plus de 44 millions de dollars destinés à soutenir 300 organisations et partenaires de défense des droits des femmes dans 32 pays. Grâce au fonds instauré au titre de l'Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix, nous continuons de soutenir les femmes en uniforme dans ce genre d'opérations. Nous avons par ailleurs lancé un nouveau mécanisme de financement dédié aux défenseuses des droits humains.

En décembre 2022, quelque 42 % des chefs et chefs adjoints de nos missions étaient des femmes. Nous avons également atteint, voire dépassé nos objectifs en matière de parité femmes-hommes parmi le personnel en tenue, sauf pour les contingents militaires, où les femmes sont encore nettement sous-représentées.

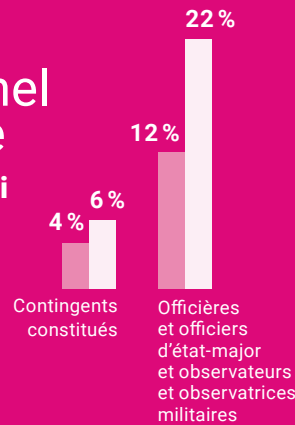
## PARITÉ DES GENRES PARMIL LE PERSONNEL EN TENUE

● À la date du lancement de la stratégie sur la parité des genres applicable au personnel en tenue pour la période 2018-2028 ● Au mois de décembre 2022



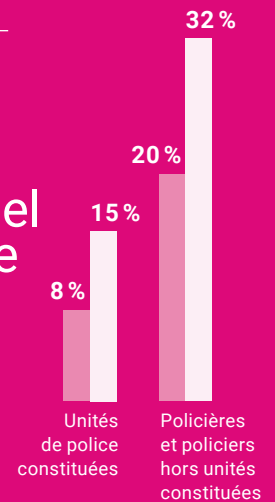
### Personnel militaire

Le nombre de femmes parmi les membres du personnel et d'observatrices militaires a augmenté de près de 50 % depuis le lancement de la stratégie sur la parité des genres applicable au personnel en tenue



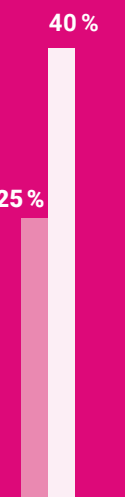
### Personnel de police

Les objectifs de 2022 ont été dépassés dans toutes les catégories de personnel de police au Siège et sur le terrain



### Personnel judiciaire et pénitentiaire

Le nombre de femmes travaillant dans le secteur de la justice et de l'administration pénitentiaire a dépassé de 13 % l'objectif fixé en 2021 dans la stratégie sur la parité des genres applicable au personnel en tenue



Des dirigeantes et des représentantes discutent de leur pleine participation, sur un pied d'égalité, à la prise de décisions dans le jeune paysage politique du Soudan du Sud.

(Djoubba, novembre 2022) © MINUSS/Priyanka Chowdhury



## APPUI À LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

En 2022, le Fonds pour la consolidation de la paix a approuvé un montant record de 231 millions de dollars pour l'appui à des projets de consolidation de la paix menés dans 37 pays. Plus d'un tiers de ces fonds ont permis de faciliter l'autonomisation des femmes et des jeunes. Le soutien régional ou transfrontalier et l'aide à la transition dans plus de 30 contextes fragiles et touchés par des conflits figurent également au nombre des priorités. Nous avons travaillé en partenariat avec des organisations régionales, dont la Ligue des États arabes, dans le cadre de tels projets. Consciente que la consolidation de la paix est un domaine qui demeure sous-financé, l'Assemblée générale a adopté une résolution visant à améliorer le financement des activités futures dans ce domaine.

La Commission de consolidation de la paix a élargi son champ d'action géographique, devenant plus inclusive. Elle soutient désormais 14 pays et régions et, pour la première fois, elle a examiné les priorités du Soudan du Sud, du Timor-Leste et de l'Asie centrale. Près de 30 représentantes et représentants de la société civile ont assisté aux réunions de la Commission, ce qui constitue un nouveau record.

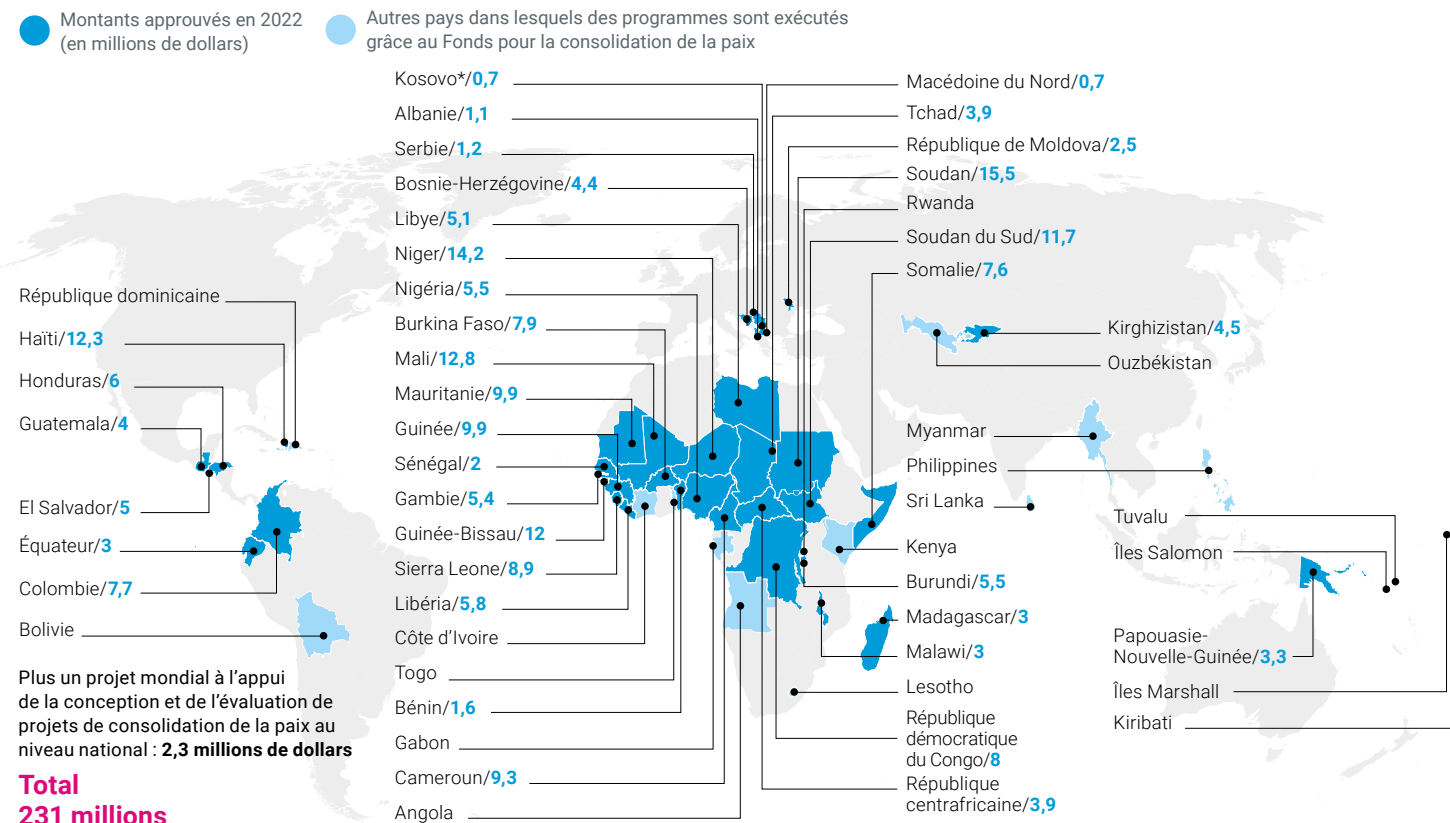


En Colombie, des ex-combattantes reçoivent du Fonds pour la consolidation de la paix une aide à la réintégration pour la direction de projets économiques, tels que la culture du cacao, qui doivent leur permettre de subvenir aux besoins de leur famille et de la communauté.

(San José de León (Colombie), octobre 2022) © ONU-Femmes/Pedro Pio



## Fonds du Secrétaire général pour la consolidation de la paix : soutien approuvé pour 37 nouveaux pays et territoires, et soutien continu à 17 pays



\*Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

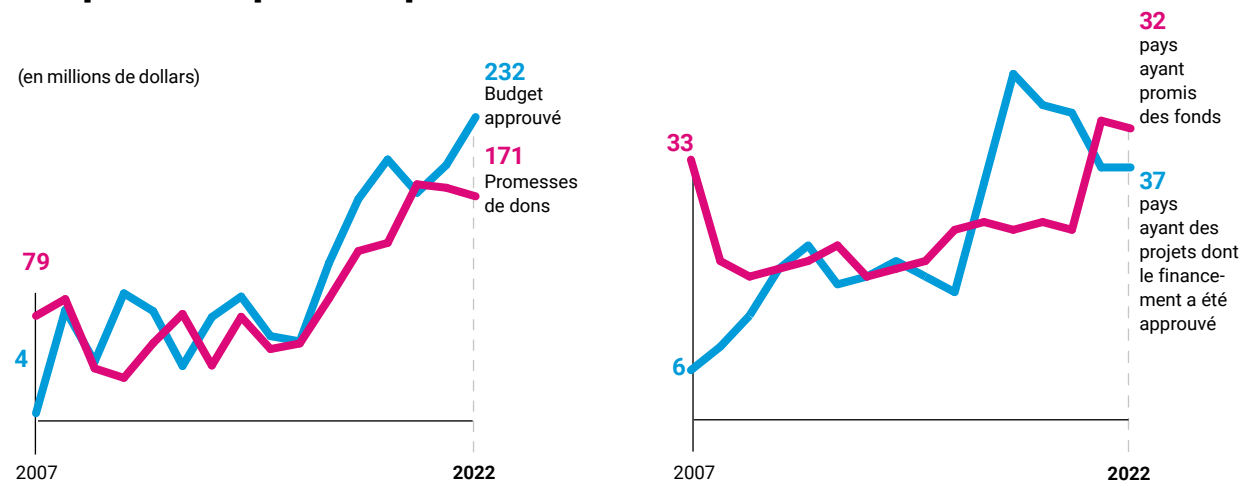
Le tracé définitif de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud n'a pas encore été arrêté. Les frontières et noms indiqués, ainsi que les appellations employées sur la présente carte, ne valent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies.



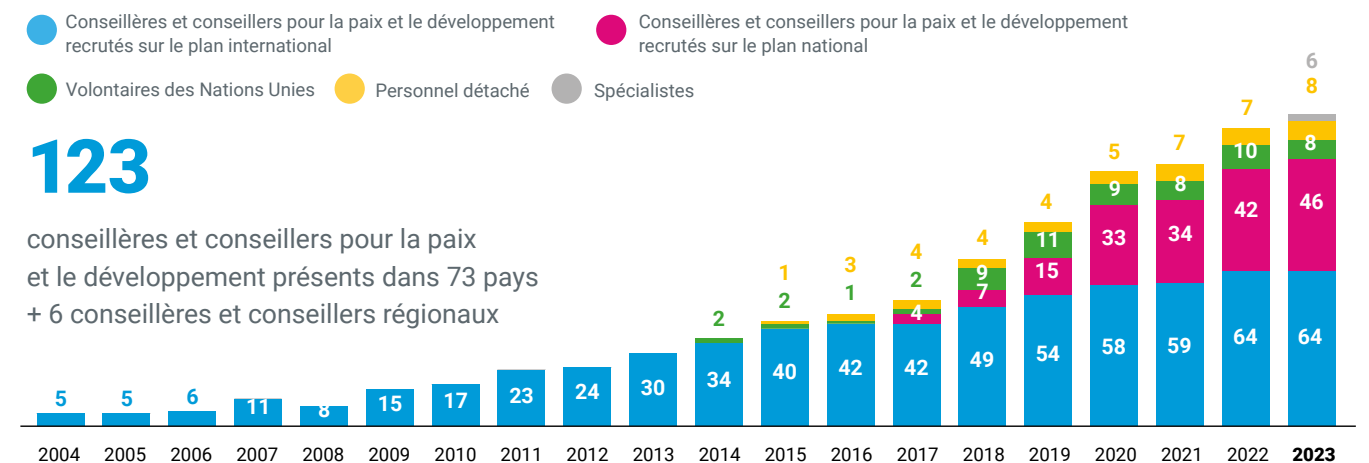
Le Fonds pour la consolidation de la paix soutient l'éducation en facilitant la reconstruction d'une école dans le village d'Oum Al-Khairat, au Darfour oriental.

(Darfour (Soudan), mars 2022) © Fonds pour la consolidation de la paix

## Fonds pour la consolidation de la paix : un portefeuille, des donateurs et une portée en pleine expansion



## Prévention des conflits : la contribution des conseillères et conseillers pour la paix et le développement



Les conseillères et conseillers pour la paix et le développement sont déployés dans le cadre du Programme conjoint du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et du PNUD.





Des députées votent lors des élections présidentielles du 15 mai 2022.

(Mogadiscio, mai 2022) © Photo ONU/Fardosa Hussein

## ASSISTANCE ÉLECTORALE

Nous avons travaillé avec les États Membres du monde entier pour contribuer à l'organisation d'élections crédibles et pacifiques. Notre travail d'assistance technique et de diplomatie préventive a non seulement consisté à appuyer les processus électoraux; il a également contribué à résoudre les problèmes liés à l'acceptation des résultats, à la désinformation et aux discours de haine et à relever les défis en matière de participation des femmes.

Afin d'encourager la participation des jeunes aux élections, nous avons collaboré avec des organismes des Nations Unies à la création du premier réseau arabe pour la participation des jeunes aux élections. Dans le cadre de partenariats avec des organisations régionales, nous avons échangé des enseignements tirés de l'expérience, promu la coopération Sud-Sud et renforcé les capacités. Nous avons appuyé l'organisation d'événements régionaux avec la Ligue des États arabes, l'Organisation de la coopération islamique, la Communauté de développement de l'Afrique australe et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs.

## NOS ACTIVITÉS D'ASSISTANCE ÉLECTORALE



**44**

**États Membres** et territoires ont bénéficié d'une assistance électorale



**8**

**pays** soutenus étaient sous mandat du Conseil de sécurité



**19**

**élections** et référendums ont fait l'objet d'une assistance, notamment en Équateur, en Gambie, au Lesotho, au Liban, au Timor-Leste et au Vanuatu



**16**

**évaluations des besoins** menées sur un total de **51** missions consacrées aux questions électorales



Avec l'appui de l'ONU, la Cour d'appel de Bangui a tenu l'audience inaugurale de sa première session criminelle de 2023.

(Bangui, janvier 2023) © MINUSCA/Leonel Grothe



## INSTITUTIONS GARANTES DE L'ÉTAT DE DROIT ET DE LA SÉCURITÉ

Notre appui aux forces de police et aux institutions garantes de l'état de droit est resté au cœur de notre action en faveur de la paix et de la sécurité. Plus de 10 000 membres de la police des Nations Unies répartis dans 19 missions ont contribué à renforcer les capacités nationales de maintien de l'ordre, grâce notamment à un recours accru à l'analyse de données, à la prospective et aux sciences comportementales.

Nous avons aidé les institutions judiciaires nationales à poursuivre les crimes commis contre des civils, ce qui a débouché sur les premières condamnations prononcées par la Cour pénale spéciale en République centrafricaine et par une augmentation du nombre d'affaires très médiatisées au Mali, en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud. Nous avons également aidé les établissements pénitentiaires nationaux à renforcer la sécurité et la réinsertion des détenus à haut risque.

Nos normes révisées en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration des groupes armés ont contribué à la réduction des risques. En République centrafricaine, nous avons soutenu des initiatives de lutte contre la violence au sein de la collectivité axées sur les besoins des jeunes à risque. Nous avons également aidé les autorités nationales à entreposer et gérer en toute sécurité les armes légères et de petit calibre.

Nous avons aidé des pays – notamment l'Iraq, le Lesotho, la Libye, le Mali, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Somalie, le Soudan, le Soudan du Sud et le Yémen – à réformer leur secteur de la sécurité. Nos services de lutte antimines, y compris nos services de retrait d'engins explosifs, ont permis d'améliorer la sécurité de millions de personnes vivant dans 29 pays et territoires.

## NOS ACTIVITÉS D'APPUI AUX INSTITUTIONS GARANTES DE L'ÉTAT DE DROIT ET DE LA SÉCURITÉ



**Plus de 10 000**

membres de la **police des Nations Unies** affectés au renforcement des capacités de police nationales



**Plus de 2 000**

**personnes** condamnées pour crimes graves au Mali, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud



**Plus de 74 000**

**engins explosifs** enlevés ou détruits dans le cadre des programmes de lutte antimines de l'ONU



**226,4**

**km<sup>2</sup> de terres** et **8 468 km** de routes déclarées exemptes de contamination par engins explosifs dans les pays où l'ONU met en œuvre des programmes de lutte antimines



**45 000**

**personnes** ayant participé à des projets de lutte contre la violence au sein de la collectivité



## AFFAIRES DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Nous avons continué d'aider le Conseil de sécurité à s'acquitter de ses responsabilités fondamentales. En 2022, nous l'avons aidé à organiser 292 réunions et 127 consultations. Ces délibérations ont débouché sur l'établissement de 54 résolutions et 7 déclarations de la présidence sur la paix et la sécurité internationales. Nous avons également appuyé les comités et les groupes de travail du Conseil, qui se sont réunis à 125 reprises, en présentiel ou virtuellement.



Le Conseil de sécurité visionne un projet de réalité virtuelle préalablement à la réunion du Conseil de sécurité consacrée à la situation au Yémen.

(New York, juin 2022) © Photo ONU/Manuel Elias





**« Le programme sur les enfants et les conflits armés peut servir de moteur de développement pour la paix en ce qu'il permet de s'attaquer aux causes profondes des conflits et de favoriser les efforts de prévention, y compris aux niveaux sous-régional et régional. »**

**Virginia Gamba, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés**



**« La prévention – promesse qui est au cœur du programme du Conseil de sécurité sur les violences sexuelles liées aux conflits – passe par l'action visant à pallier le manque de services et les déficits de responsabilité afin de briser le cercle vicieux de la violence et de l'impunité. »**

**Pramila Patten, Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit**

## **LES ENFANTS ET LES CONFLITS ARMÉS, LA VIOLENCE CONTRE LES ENFANTS, LES VIOLENCES SEXUELLES LIÉES AUX CONFLITS ET LA PRÉVENTION DU GÉNOCIDE**

En 2022, les enfants en zone de conflit ont été victimes de l'escalade des violences, d'attaques dirigées contre des écoles et des hôpitaux, de l'explosion d'engins explosifs improvisés et de restes explosifs de guerre, de violences sexuelles, du déni d'accès humanitaire et de crises humanitaires. Les enfants handicapés ou déplacés comptaient parmi les plus vulnérables. Nous avons contribué à vérifier au moins 27 000 violations commises contre des enfants par des forces gouvernementales ou des factions non étatiques, y compris des groupes terroristes. Plus de 12 400 enfants anciennement associés à des forces ou groupes armés ont bénéficié d'une protection ou d'une aide à la réintégration durant l'année.

Nous avons appelé l'attention du monde entier sur les conséquences des violences subies par les enfants avant, pendant et après les conflits, notamment les déplacements forcés, les enlèvements, la traite, la détention et l'adoption. Nous avons travaillé avec des États Membres pour renforcer la prévention des violences et la protection contre ce phénomène. Nous avons également sensibilisé le public au problème des enfants vivant dans des camps et des lieux de détention, qui requiert des solutions inédites. Nous avons exhorté les États à prévenir les cycles récurrents de violence en procédant au rapatriement, à la réadaptation et à la réintégration de leurs ressortissants.

Au cours de l'année écoulée, les conflits, le rétrécissement de l'espace civique et l'affaiblissement de l'état de droit ont également augmenté le risque de violences sexuelles pour les populations civiles. Grâce à notre travail de surveillance et de communication, nous avons contribué à vérifier quelque 3 000 cas de violences sexuelles liées aux conflits. Nous avons lancé, à la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale, un nouveau dispositif mondial de prévention des violences sexuelles liées aux conflits. En Ukraine, nous avons signé un accord-cadre avec le Gouvernement afin de lutter contre les violences sexuelles liées au conflit, et nous mettons en œuvre des plans de prévention similaires dans différents pays, notamment l'Iraq, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo et le Soudan du Sud. Nous collaborons également avec des organisations régionales telles que l'Union africaine et la Ligue des États arabes pour combattre la violence sexuelle dans les conflits.

Nous avons observé les risques d'atrocités criminelles, alerté le cas échéant et appuyé les activités de prévention. Nos efforts ont abouti à l'élaboration de plans d'action destinés à promouvoir le rôle des femmes et des chefs coutumiers dans la prévention des atrocités ainsi que le rôle du sport dans la lutte contre les discours de haine. Nous avons également aidé cinq équipes de pays des Nations Unies à élaborer des plans d'action contre les discours de haine. Pour la première fois, nous avons réuni des personnes à l'occasion de la Journée internationale de la lutte contre les discours de haine, célébrée le 18 juin 2022.





« À l’occasion du soixante-quinzième anniversaire de la Convention sur le génocide, nous devons réaffirmer notre attachement à l’objectif louable, énoncé lors de son adoption, en 1948, qu’exprime le “plus jamais ça”, sachant que la prévention du génocide exige une action de toutes les parties prenantes, à tous les niveaux. »

Alice Nderitu, Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide



« Les enfants sont en proie à un cycle continu de violence avant, pendant et après un conflit. Il est essentiel d’investir dans des systèmes nationaux intégrés de protection des enfants et dans la coopération transfrontalière pour relever ce défi. »

Najat Maalla M'jid, Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants



De jeunes activistes prennent part à une manifestation contre la violence à l’égard des femmes et des filles lors du lancement des 16 journées de mobilisation contre la violence de genre.

(Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie), décembre 2022) © ONU-Femmes/FeDDAF-Tanzanie



# Développement en Afrique

## PRINCIPAUX PROGRAMMES

Coordination de la mobilisation mondiale et appui apporté aux initiatives de développement de l'Union africaine

Coordination régionale et appui apporté aux initiatives de développement de l'Union africaine

Activités d'information et de sensibilisation à l'appui des initiatives de développement de l'Union africaine

Coopération régionale au service du développement économique et social en Afrique

## RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

109 millions de dollars

105 millions de dollars au titre du budget ordinaire  
4 millions de dollars au titre des contributions volontaires (Commission économique pour l'Afrique comprise)

## PRINCIPAUX MANDATS

Cadre du nouveau partenariat entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine pour le programme d'intégration et de développement de l'Afrique (résolution 71/254 de l'Assemblée générale)

Mécanisme de suivi des engagements pris en faveur du développement de l'Afrique (résolution 66/293 de l'Assemblée générale)

Déclaration politique sur les besoins de développement de l'Afrique (résolution 63/1 de l'Assemblée générale)

Mettre fin aux conflits en Afrique (résolution 2457 (2019) du Conseil de sécurité)

Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (résolution 73/335 de l'Assemblée générale)

Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (résolution 57/7 de l'Assemblée générale)

Déclaration de Victoria Falls sur la Décennie d'action et de réalisation des Nations Unies pour le développement durable en Afrique (E/HLPF/2020/3/Add.1, annexe)

Application des recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique (résolution 73/336 de l'Assemblée générale)

Renforcer l'Organisation des Nations Unies : un programme pour aller plus loin dans le changement (résolution 57/300 de l'Assemblée générale)

## PRINCIPALES ENTITÉS

Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique

Commission économique pour l'Afrique

L'ONU aide à transformer le secteur agricole de Santo Antão, île située à l'extrême ouest de Cabo Verde, en déviant le cours d'eau pour irriguer les terres et les rendre arables.

(Santo Antão (Cabo Verde), janvier 2023) © Photo ONU/Mark Garten





Au Siège de l'ONU, des participantes à la première célébration internationale de la Journée mondiale de la langue kiswahili, le 7 juillet.

(New York, juillet 2022) © Photo ONU/Manuel Elías

## CONTEXTE

Nous sommes à mi-parcours de la période de mise en œuvre du Programme 2030, et l'Agenda 2063 de l'Union africaine a tout juste 10 ans. Mais le monde n'est pas sur la bonne voie : les progrès sont insuffisants. La pandémie de COVID-19 et les crises alimentaire, énergétique et financière ont contribué à annuler certains des progrès accomplis en matière de développement. Il faut prendre des mesures résolues pour renforcer l'appropriation par l'Afrique de son développement et la résilience du continent.

## GRANDS OBJECTIFS

L'ONU promeut le développement durable et la paix en Afrique en favorisant la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Pour ce faire, elle focalise son action sur les dimensions économique, sociale et environnementale du développement et leurs liens avec la paix, la sécurité et les droits humains. Elle soutient également l'intégration et la coopération régionales.

## L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES S'INVESTIT EN AFRIQUE



**Plus de 73 000**

membres du personnel civil travaillent en Afrique



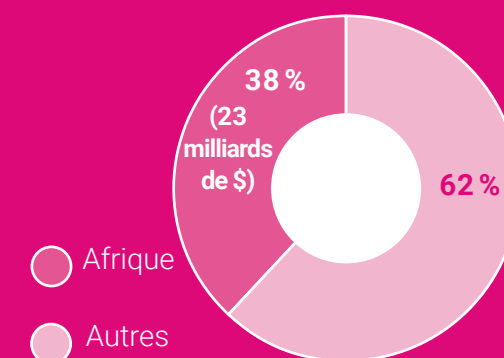
**Plus de 72 000**

membres du personnel en tenue sont déployés en Afrique



**35 %**

du personnel du Secrétariat est originaire d'Afrique



**Part dans les dépenses totales du système des Nations Unies en 2021**  
(opérations de paix comprises)





« Investir dans des institutions et des systèmes nationaux solides (objectifs de développement durable n<sup>os</sup> 16 et 17) est le moyen le plus efficace pour les pays africains de prendre les rênes sur la voie qui les mène au développement et à la paix durables. »

Cristina Isabel Lopes da Silva Monteiro Duarte,  
Conseillère spéciale pour l'Afrique



« L'Afrique, en dépit de la triple crise, est prête à entrer dans l'ère de l'après-COVID-19 placée sous le signe de la transformation structurelle par l'industrialisation. Cette démarche sera ancrée dans l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine, qui changera la donne. »

Antonio Pedro, Secrétaire exécutif par intérim  
de la Commission économique pour l'Afrique



Dans le village de Daley, au Kenya, un puits fonctionnant à l'énergie solaire fournit de l'eau potable et permet d'irriguer les cultures.

(Comté de Garissa (Kenya), octobre 2022) © Nations Unies/James Ekwar



# PRINCIPALES RÉALISATIONS

En 2022, nous nous sommes employés à favoriser l'appropriation par les États Membres africains de leur développement grâce à nos analyses et à notre soutien technique. Nous avons facilité la mise en place de mécanismes de contrôle des flux financiers, l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques et la création de fonds souverains et d'instruments d'épargne privée accessibles. Notre travail a contribué à renforcer le financement du développement et à réduire la dépendance à l'égard de l'aide étrangère. Nous avons relayé les appels lancés pour privilégier la qualité de l'aide publique au développement – plutôt que la quantité – et plaidé en faveur d'une architecture financière internationale plus équitable. Nous avons également soutenu la transformation économique et l'accroissement de la résilience grâce au commerce, particulièrement dans le cadre de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine.

Dans le domaine de l'énergie, nous avons promu une transition énergétique mondiale juste et équitable qui tienne compte de la diversité des priorités et des points de départ. Les pays africains veulent prendre en main leur avenir énergétique. C'est pourquoi nous avons soutenu

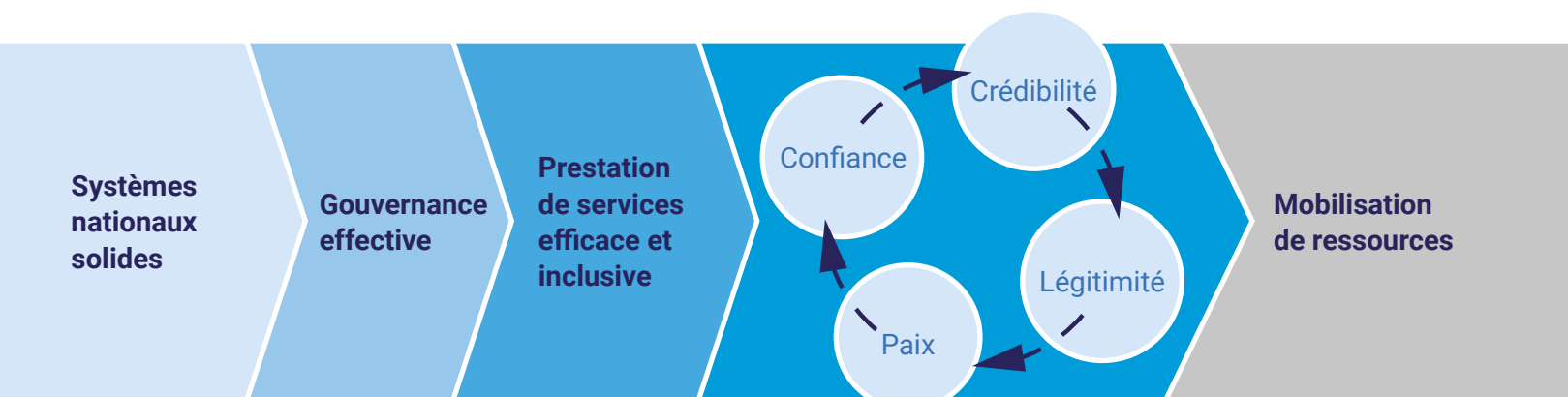
des initiatives de planification énergétique sur l'ensemble du continent, à l'appui des priorités nationales.

Nous nous sommes attachés aux causes profondes des conflits en promouvant un développement durable qui ne laisse personne de côté. Nous avons aidé les États Membres à promouvoir les droits des femmes et leur participation réelle à tous les aspects de la vie politique, économique et sociale. En partenariat avec eux, nous avons fait une priorité du renforcement des systèmes de santé en Afrique. Nous avons également œuvré pour que davantage de jeunes Africains soient en mesure d'apporter leur pierre à l'édifice d'un avenir mondial commun.

De concert avec l'Union africaine, nous avons incité la communauté mondiale à prêter une attention plus grande à la nutrition et à la sécurité alimentaire. Suivant notre approche « Unis dans l'action », nous avons tiré parti du Cycle de conférences sur l'Afrique pour faire mieux comprendre les enjeux, pour mettre en route des partenariats et pour faciliter l'échange de connaissances afin d'accélérer le développement en Afrique.

## La chaîne de valeur de la gouvernance

L'absence de l'État est un problème structurel qui sape le potentiel de développement des pays d'Afrique. L'ONU collabore étroitement avec les pays d'Afrique pour mettre en place des systèmes nationaux solides, qui soutiennent une chaîne de valeur permettant d'assurer un développement et une paix durables.



À Cabo Verde, des projets de développement mis en œuvre avec l'appui de l'ONU contribuent à transformer le secteur agricole de Santo Antão, île située à l'extrême ouest de Cabo Verde, en délaissant la canne à sucre au profit de la banane et d'autres cultures plus durables.

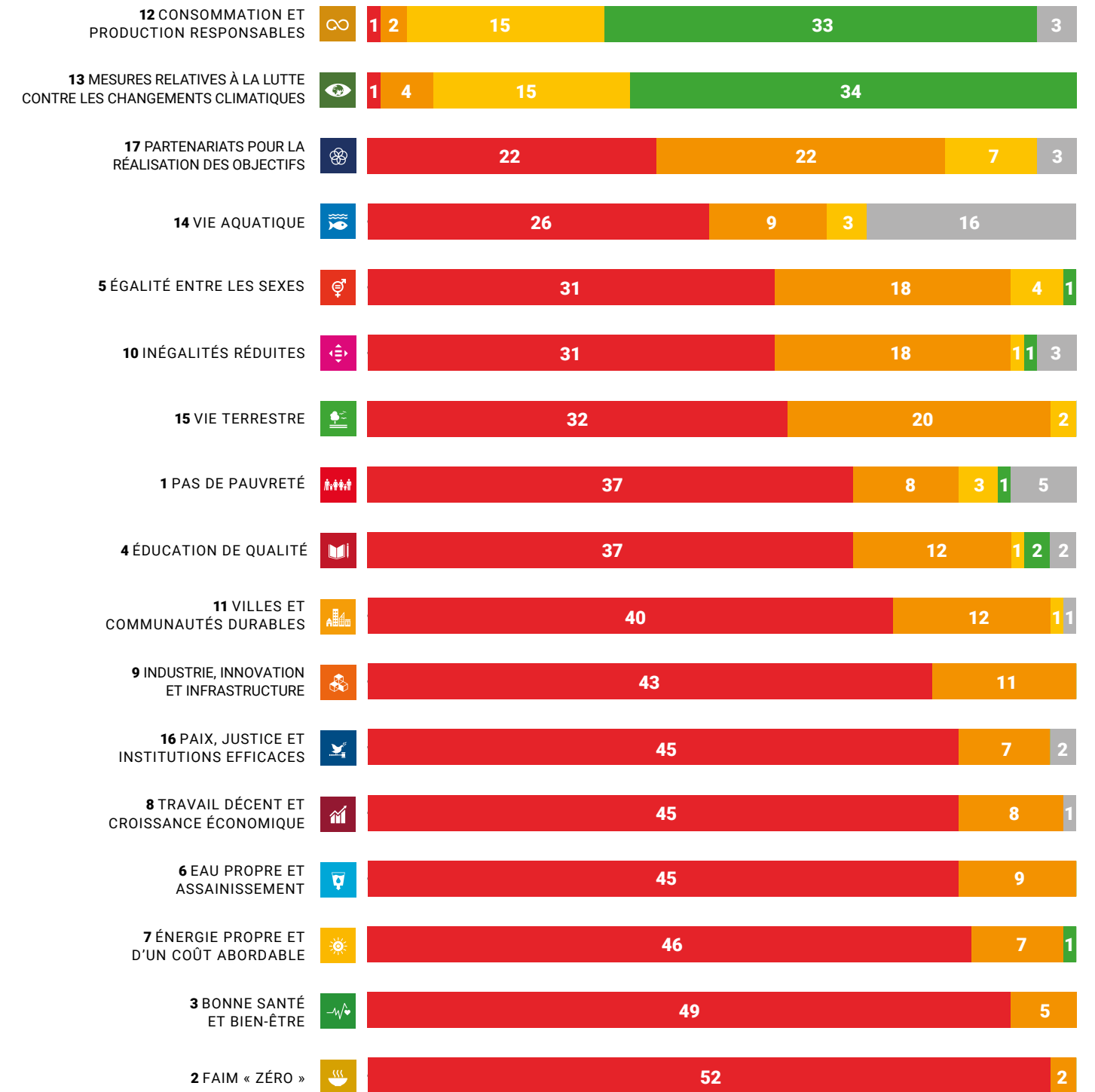
(Santo Antão (Cabo Verde), janvier 2023) © Photo ONU/Mark Garten





## LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES 54 PAYS D'AFRIQUE

● Difficultés majeures ● Difficultés importantes ● Difficultés persistantes ● Objectif atteint ● Données insuffisantes



La protection du bien-être et des droits des enfants est au cœur de l'action entreprise par les Nations Unies pour promouvoir les objectifs de développement durable.

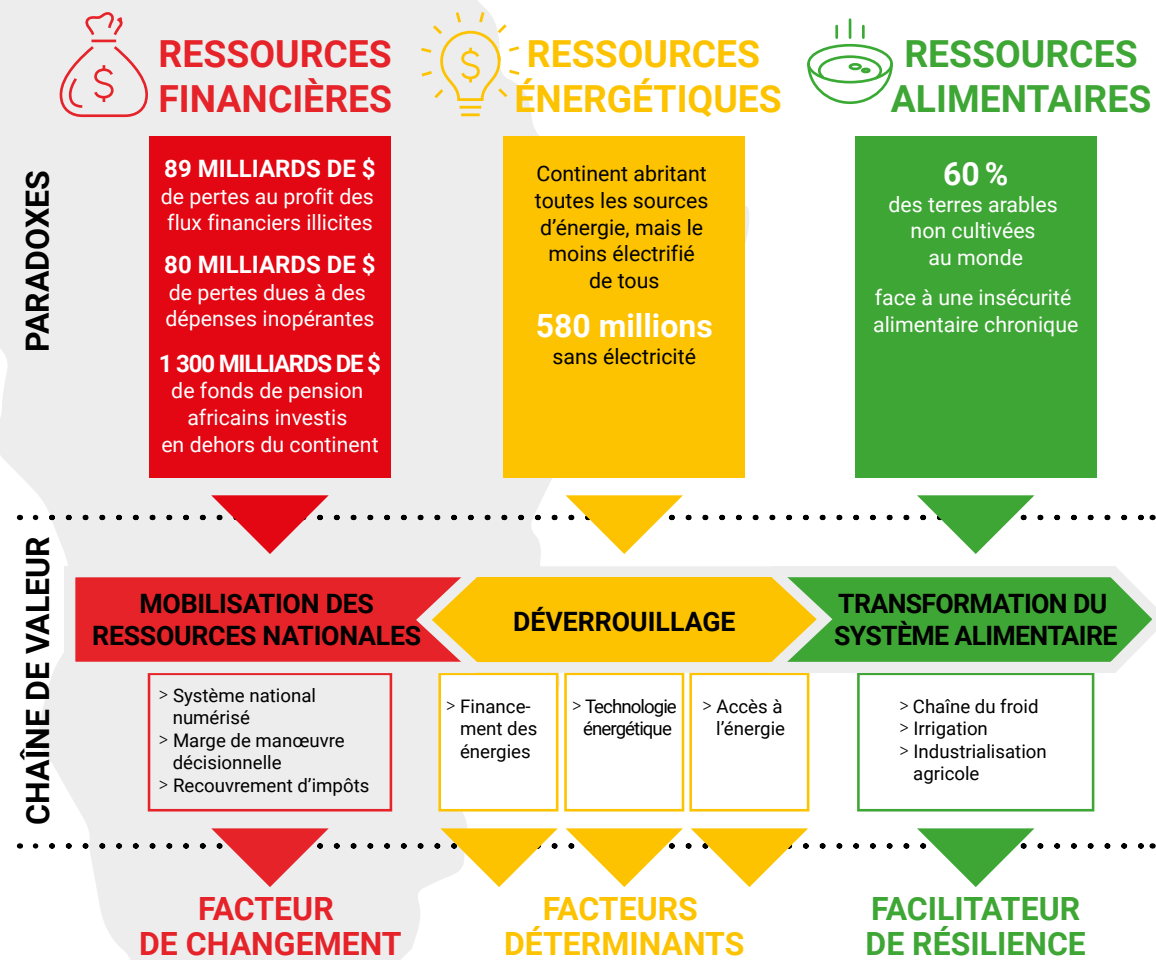
(Djouba, février 2023) © Photo ONU/Gregório Cunha



## Résoudre le triple paradoxe de l'Afrique : ressources financières, énergétiques et alimentaires

Le continent est riche en ressources financières, énergétiques et alimentaires, dont les pays africains manquent pourtant cruellement. Nous devons résoudre ce paradoxe et faire en sorte que le continent tire pleinement parti de ses ressources pour favoriser un développement durable et inclusif.

### Triple paradoxe de l'Afrique : ressources financières, énergétiques et alimentaires



Des jeunes participent à une émission de radio pour diffuser les enseignements tirés et se mobiliser sur des questions telles que l'innovation, l'eau potable et l'assainissement, l'énergie abordable et les villes et communautés durables, lors du Forum régional africain pour le développement durable.

(Niamey, mars 2023) © Nations Unies/CEA



# Promotion et protection des droits humains

## PRINCIPAUX PROGRAMMES

Appui aux organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme

Appui au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires

Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège

Intégration des droits humains, droit au développement et recherche et analyse

## RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

399 millions de dollars

158 millions de dollars au titre du budget ordinaire, 2 millions de dollars au titre des budgets statutaires des opérations de maintien de la paix (2021/2022)

239 millions de dollars au titre des contributions volontaires

## PRINCIPAUX MANDATS

Déclaration universelle des droits de l'homme (résolution 217 (III) de l'Assemblée générale)

Déclaration sur le droit au développement (résolution 41/128 de l'Assemblée générale)

Haut-Commissaire chargé de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme (résolution 48/141 de l'Assemblée générale)

Renforcement et amélioration du fonctionnement de l'ensemble des organes conventionnels des droits de l'homme (résolution 68/268 de l'Assemblée générale)

Conseil des droits de l'homme et Examen périodique universel (résolutions 60/251 et 65/281 de l'Assemblée générale)

## PRINCIPALE ENTITÉ

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Des participantes à la vingt-deuxième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, où se sont tenus des dialogues régionaux entre les peuples autochtones et les États Membres, sur le thème « Peuples autochtones, santé humaine, santé de la planète et des territoires et changements climatiques : une démarche fondée sur les droits ».

(New York, avril 2023) © Photo ONU/Manuel Elías



Célébration de la Journée des droits de l'homme en Haïti et lancement des festivités du soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

(Port-au-Prince, décembre 2022) © HCDH



## CONTEXTE

Collectivement, nous faisons face à de nombreux obstacles à la réalisation des droits humains : les écarts économiques et sociaux grandissants entre les pays et au sein des pays, qui ont été aggravés par la pandémie de COVID-19, les conflits armés, l'impunité, l'augmentation du coût de la vie et la triple crise planétaire. Sachant que les droits humains sont indispensables à une paix et à un développement durables ainsi qu'à la justice, ils doivent nous servir de boussole pour trouver des solutions à nos problèmes les plus pressants. Nous célébrerons en décembre 2023 le soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ce sera l'occasion de donner un souffle nouveau à la volonté collective envisagée dans la Déclaration et de renforcer l'architecture des droits humains des Nations Unies.

DROITS HUMAINS

75

**CONCRÉTISONS LA PROMESSE DE LIBERTÉ, D'ÉGALITÉ ET DE JUSTICE POUR TOUTES ET TOUS**

  
**DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME**



Pour en savoir plus





« La société tout entière doit participer au dialogue sur les droits humains, pour raviver l'esprit, l'élan et la vitalité qui, il y a 75 ans, ont forgé la Déclaration universelle. »

Volker Türk, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme



## GRANDS OBJECTIFS

L'ONU promeut les droits humains dans le cadre des trois piliers de son action, notamment en appuyant les mécanismes internationaux des droits humains, en intégrant les droits humains dans les activités de développement et les opérations de paix, et en favorisant le respect des principes de non-discrimination, de participation et de responsabilité. Notre action répond aussi bien aux problèmes immédiats comme la pandémie qu'aux enjeux intergénérationnels tels que les changements climatiques. Comme suite à l'appel à l'action en faveur des droits humains lancé par le Secrétaire général, nous menons diverses activités concrètes et transversales qui incitent à agir à l'échelle du système des Nations Unies. Ces activités visent notamment à contrer le rétrécissement de l'espace civique, à promouvoir la justice climatique, à lutter contre les violations commises dans la sphère numérique et à promouvoir les droits humains de façon à faciliter la réalisation des objectifs généraux de l'Organisation.

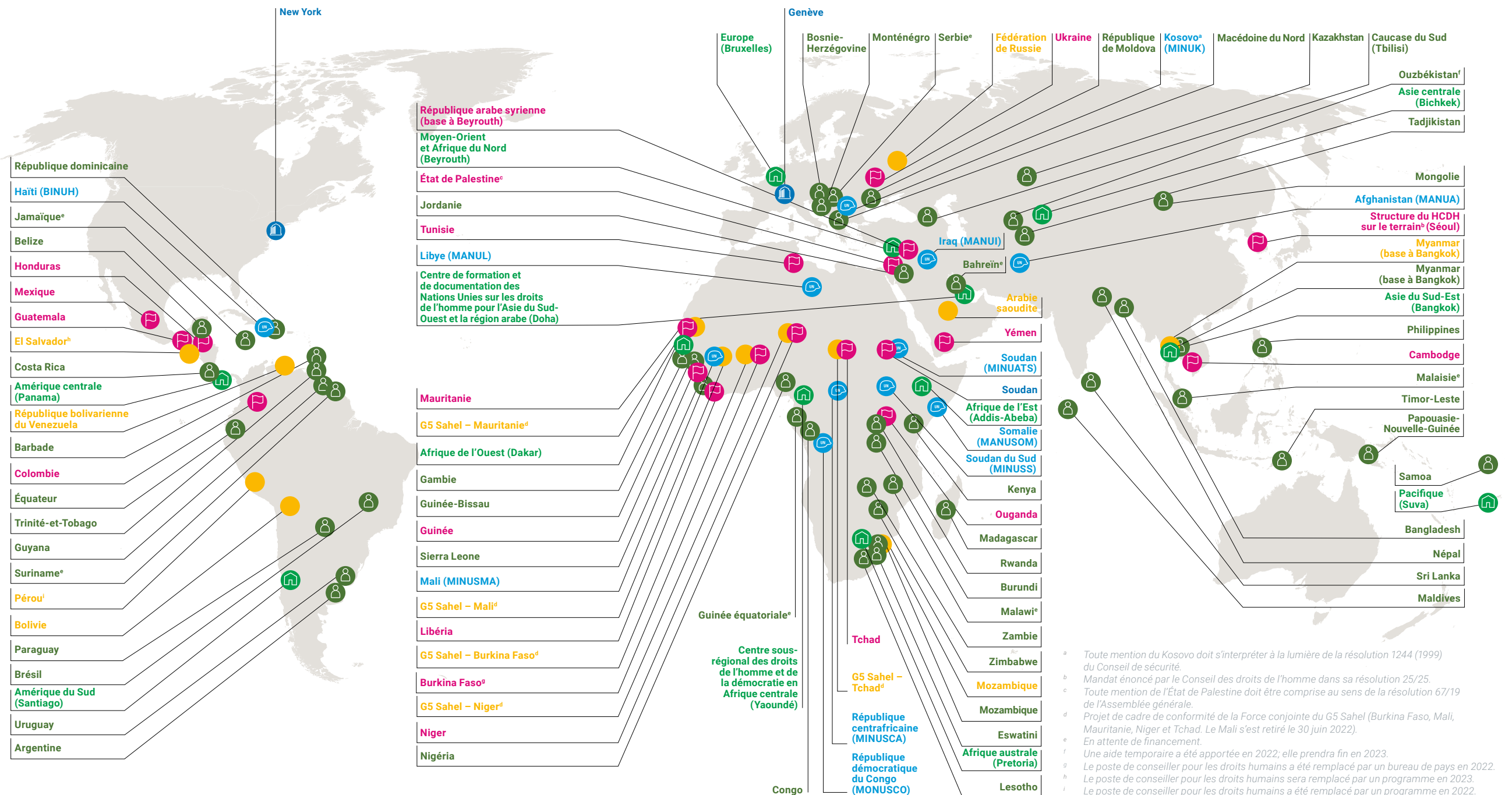
Dans un bureau de vote de Nairobi, les équipes des Nations Unies spécialisées dans les droits humains travaillent avec la commission nationale des droits humains, la police, les organisations de la société civile et des militants de la base pour favoriser la tenue d'élections pacifiques au Kenya.

(Nairobi, août 2022) © HCDH



# L'ONU ET LES DROITS HUMAINS : 103 IMPLANTATIONS DANS LE MONDE

-  **2** Villes sièges
-  **19** Bureaux de pays/bureaux autonomes/missions axées sur les droits humains
-  **12** Bureaux et centres régionaux
-  **11** Composantes Droits humains des missions de paix et missions politiques des Nations Unies
-  **50** Conseillères et conseillers pour les droits humains affectés aux équipes de pays des Nations Unies en consultation avec les gouvernements
-  **9** Autres présences sur le terrain



\* Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

† Mandat énoncé par le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution 25/25.

‡ Toute mention de l'État de Palestine doit être comprise au sens de la résolution 67/19 de l'Assemblée générale.

§ Projet de cadre de conformité de la Force conjointe du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad. Le Mali s'est retiré le 30 juin 2022).

¶ En attente de financement.

¶ Une aide temporaire a été apportée en 2022; elle prendra fin en 2023.

¶ Le poste de conseiller pour les droits humains a été remplacé par un bureau de pays en 2022.

¶ Le poste de conseiller pour les droits humains sera remplacé par un programme en 2023.

¶ Le poste de conseiller pour les droits humains a été remplacé par un programme en 2022.

Les frontières et noms indiqués, ainsi que les appellations employées sur la présente carte, ne valent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies.





Une équipe des Nations Unies spécialisée dans les droits humains surveille une manifestation organisée pour commémorer le huitième anniversaire de la disparition de 43 étudiants de l'école d'instituteurs ruraux Raúl Isidro Burgos, au Mexique.

(Guerrero (Mexique), septembre 2022) © HCDH

## NOS ACTIVITÉS EN FAVEUR DES DROITS HUMAINS



**47 000**

**victimes de torture** ont bénéficié d'une aide à la réadaptation dans 92 pays



**13 000**

**victimes** de formes contemporaines d'esclavage ont reçu une assistance dans 33 pays



**11**

**composantes Droits humains** au sein des missions de paix (558 membres du personnel)



**50**

**conseillères et conseillers pour les droits humains** déployés dans les équipes de pays des Nations Unies



## PRINCIPALES RÉALISATIONS

### APPUI AUX MÉCANISMES INTERNATIONAUX DES DROITS HUMAINS

À mesure que les mesures de confinement liées à la COVID-19 ont été levées, nous avons aidé les mécanismes des droits humains à reprendre leur travail en présentiel. Le Conseil des droits de l'homme a ainsi pu se réunir en personne à l'occasion de ses sessions ordinaires ainsi que des sessions extraordinaires consacrées à l'Ukraine et à la République islamique d'Iran, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont effectué des visites dans 55 pays et le Conseil des droits de l'homme et les groupes de travail s'occupant de l'Examen périodique universel ont recommencé à tenir des réunions avec la participation d'organisations non gouvernementales. Nos efforts ont contribué à ce que les parlements nationaux agissent plus résolument en faveur des droits humains, que la société civile joue un rôle plus actif et que les institutions nationales des droits humains soient plus fortes.



Des spécialistes des droits de l'homme des Nations Unies s'entretiennent avec un déplacé dans un complexe sportif, en Ukraine.

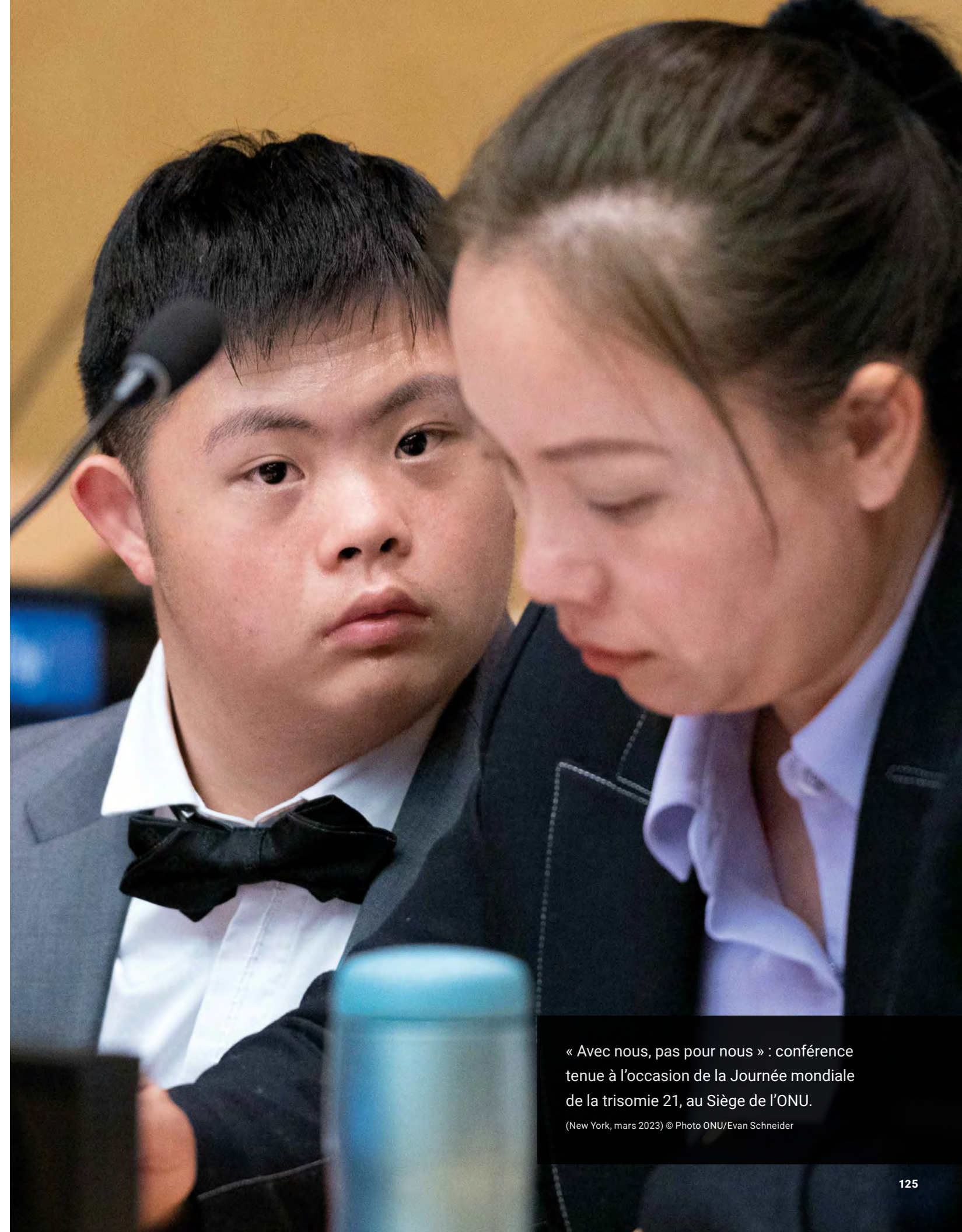
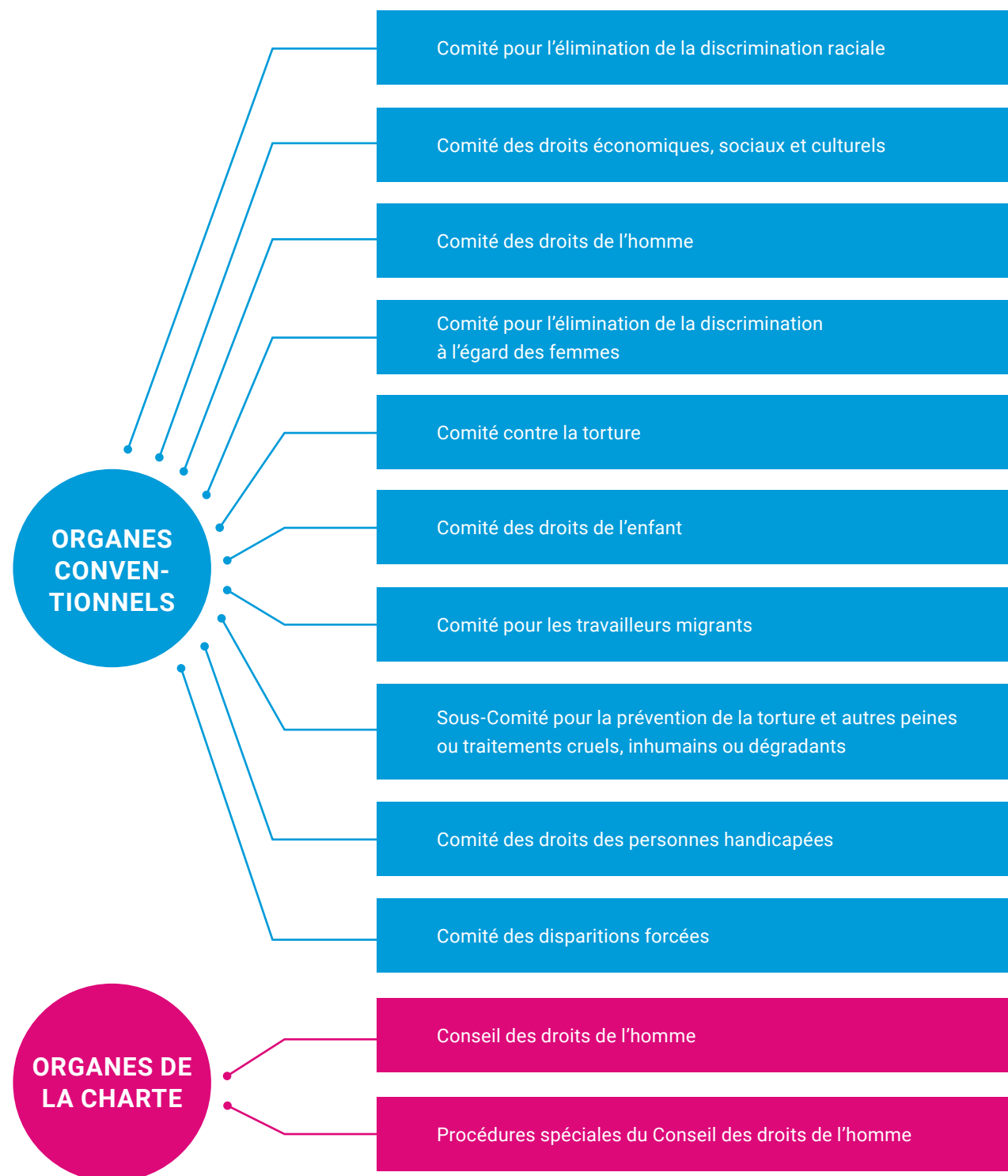
(Uzhhorod (Ukraine), mars 2022) © HCDH







## EXPERTISE ET APPUI AUX ORGANES CHARGÉS DES DROITS HUMAINS





## PAIX ET SÉCURITÉ

Nous avons dispensé des formations aux forces de défense et de sécurité dans plus d'une dizaine de pays et territoires pour promouvoir le respect des normes internationales relatives aux droits humains. En outre, nous avons déployé des équipes d'intervention d'urgence s'occupant de droits humains dans sept bureaux régionaux, de façon à accroître notre capacité d'anticiper les crises des droits humains et d'y réagir, ainsi qu'à améliorer la coopération interinstitutions en matière de prévention. Nous avons également mis au point une nouvelle politique qui reconnaît formellement les rapports entre les droits humains et l'exploitation et les atteintes sexuelles et qui fournit des orientations pratiques sur les moyens de prévenir et de combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles suivant une approche fondée sur les droits humains et centrée sur les victimes — politique que nous mettons en œuvre en concertation étroite avec les équipes de pays des Nations Unies et les autres entités du système.

## NON-DISCRIMINATION

Grâce à notre appui, plus de 700 personnes représentant des États, la société civile et des entités des Nations Unies ont participé à la session inaugurale de l'Instance permanente pour les personnes d'ascendance africaine. Les résultats de cette manifestation contribueront à l'élaboration d'un projet de déclaration des Nations Unies sur la promotion, la protection et le plein respect des droits humains des personnes d'ascendance africaine. Nous avons déployé des conseillers pour la lutte contre la discrimination raciale dans nos bureaux régionaux s'occupant de droits humains à Bangkok, Beyrouth, Bruxelles, Pretoria et Santiago afin de renforcer nos capacités et d'apporter un appui à des initiatives et à des parties prenantes au niveau national. Nous avons lancé la campagne « Apprenez, parlez, agissez ! » afin de sensibiliser le public au racisme, à la xénophobie et à la discrimination raciale. Nous avons également mis en place une plateforme en ligne permettant aux entreprises d'évaluer leur conformité aux normes de conduite des Nations Unies à l'intention des entreprises pour contribuer à réduire la discrimination contre les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes.

## PARTICIPATION

Afin de préserver et d'élargir l'espace civique, nous nous sommes focalisés sur les moyens de garantir la sécurité des participants aux débats publics et à la prise de décisions, notamment la création d'observatoires des droits humains et de plateformes citoyennes. Nous avons cherché à faire mieux connaître cet enjeu en publiant notre rapport sur les conséquences des coupures de l'accès à Internet sur les droits humains. Nous avons également promu la participation des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement aux travaux du Conseil des droits de l'homme.

## RESPONSABILITÉ

Nous avons soutenu les mécanismes d'enquête établis par le Conseil des droits de l'homme dans plus de 10 pays et territoires. Notre action de plaider a contribué à l'établissement du Mécanisme international d'experts indépendants chargé de promouvoir la justice et l'égalité raciales dans le contexte du maintien de l'ordre. Il s'agit là d'une étape importante dans la mise en œuvre de notre programme de transformation pour la justice et l'égalité raciales, l'une de nos initiatives phares.



## NOTRE APPUI À LA COOPÉRATION ENTRE ÉTATS MEMBRES



**10**

formalités conventionnelles ont été accomplies : **7** ratifications et **3** adhésions



**38**

gouvernements ont accueilli **45** titulaires de mandat au titre des procédures spéciales



**99**

rapports d'États parties ont été examinés par les organes conventionnels



**3 000**

documents officiels ont été soumis pour les réunions des mécanismes des droits humains, de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social

Célébration de la Journée des droits de l'homme et commémoration du massacre de Sharpeville, survenu le 21 mars 1960, durant le régime d'apartheid.

(Pretoria, mars 2022) © HCDH



Les inondations survenues dans les provinces du Sind et du Baloutchistan au Pakistan ont fait plus de 1 300 morts, détruit des dizaines de millions d'habitations et submergé un tiers des terres émergées.

(Province du Sind (Pakistan), septembre 2022) © OCHA/Pierre Peron

# Efficacité de la coordination des opérations d'assistance humanitaire

## PRINCIPAUX PROGRAMMES

Coordination de l'action humanitaire et des interventions d'urgence

Services d'appui d'urgence

Information et mobilisation dans les situations d'urgence humanitaire

Réduction des risques de catastrophe naturelle

Analyse des politiques

## RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

2,6 milliards de dollars

108 millions de dollars au titre du budget ordinaire (Bureau de la coordination des affaires humanitaires, HCR et UNRWA compris)

2,5 milliards de dollars au titre des contributions volontaires (Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Fonds central pour les interventions d'urgence et fonds de financement commun pour les pays compris)

## PRINCIPAUX MANDATS

Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies (résolutions 46/182 et 77/28 de l'Assemblée générale)

Coopération internationale en matière d'aide humanitaire à la suite de catastrophes naturelles (résolution 77/29 de l'Assemblée générale)

Sûreté et sécurité du personnel humanitaire et protection du personnel des Nations Unies (résolution 77/31 de l'Assemblée générale)

Aide et protection en faveur des personnes déplacées (résolution 76/167 de l'Assemblée générale)

Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) (résolution 69/283 de l'Assemblée générale)

Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1 de l'Assemblée générale)

## PRINCIPALES ENTITÉS

Bureau de la coordination des affaires humanitaires

Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes



A Djibo, des dirigeants communautaires, des personnes déplacées et des représentants de l'ONU s'interrogent sur la meilleure manière de rouvrir les routes pour que les denrées alimentaires et les fournitures essentielles puissent être acheminées dans la ville.

(Djibo (Burkina Faso), octobre 2022) © OCHA/Amadou Cissé



## CONTEXTE

La situation humanitaire dans le monde est désastreuse. Les nouveaux conflits armés et ceux qui se prolongent, la crise climatique et les catastrophes majeures, des niveaux records de déplacements, la faim et le risque de famine, les effets persistants de la COVID-19 et la récession économique mondiale sont autant de facteurs critiques qui se conjuguent pour produire un effet cumulé. Ces problèmes interdépendants menacent la vie et la subsistance des populations du monde entier. Parallèlement, les violations du droit international humanitaire et des droits humains, notamment les attaques dirigées contre les populations civiles, le personnel humanitaire et les services de santé et d'éducation, se poursuivent en toute impunité, frappant démesurément les femmes et les enfants.

## NOTRE APPUI À LA COORDINATION DE L'AIDE HUMANITAIRE



**69**

pays ont été touchés et ont nécessité une aide humanitaire



**43**

plans d'intervention et appels au niveau national ou régional ont été coordonnés par l'ONU



**30 milliards de dollars**

d'aide humanitaire ont été mobilisés



**216 millions**

de personnes étaient destinataires d'une aide



**157 millions**

de personnes ont bénéficié d'une aide





« Nous devons placer les personnes en situation de crise au cœur de toutes nos activités. En matière d'aide humanitaire, il ne s'agit pas de faire la charité mais de reconnaître les droits des personnes touchées. »

Martin Griffiths, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence



Des femmes et des enfants somaliens dans une zone de distribution d'eau, dans le camp de déplacés de Kakareey (Doolow), où quelque 15 000 familles déplacées vivent à moins d'un kilomètre de la frontière éthiopienne.

(Doolow (Somalie), octobre 2022) © OCHA/Giles Clarke





Une équipe conjointe de représentants d'organismes humanitaires mène une mission d'évaluation sur un site de réinstallation en République démocratique du Congo après l'éruption du Mont Nyiragongo, survenue en septembre 2021.

(Goma (République démocratique du Congo), juin 2022) © OCHA/Alioune N'Diaye

## GRANDS OBJECTIFS

L'ONU s'emploie à faire en sorte que les interventions humanitaires soient coordonnées, cohérentes, efficaces et rapides, afin de sauver des vies et de soulager les souffrances causées par une catastrophe, un conflit ou une autre situation d'urgence. En coopération avec nos partenaires, nous nous employons à défendre les principes humanitaires, à promouvoir le respect du droit international humanitaire et du droit international des droits humains et à mobiliser les ressources nécessaires pour se préparer aux crises et intervenir. Pour être efficace, la coordination doit répondre à un double impératif : agir vite et agir tôt; d'où le recours, notamment, à des stratégies d'anticipation. L'ONU réunit également les gouvernements, les partenaires et les communautés dans le but de réduire les risques et les pertes liés aux catastrophes.

## PRINCIPALES RÉALISATIONS

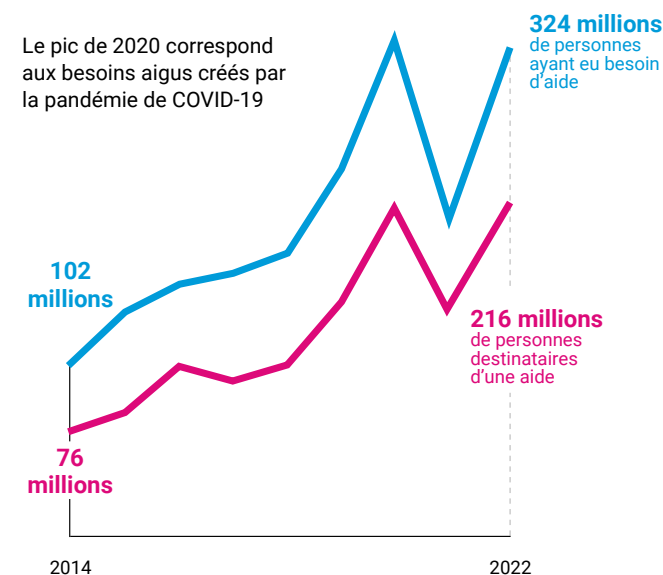
En 2022, nous avons coordonné des plans d'aide humanitaire en faveur de 216 millions de personnes vivant dans 69 pays et territoires afin de garantir aux destinataires l'aide et la protection dont ils dépendent pour survivre. Grâce au soutien généreux des donateurs, l'ONU et ses partenaires ont mobilisé 30 milliards de dollars pour ces plans – un montant record, qui est toutefois de 40 % inférieur à l'objectif de 52 milliards de dollars. Au niveau national, nos partenaires sont venus en aide à 157 millions de personnes, soit 79 % des destinataires initiaux.

Les nouvelles crises et les crises qui s'aggravent, notamment en Afghanistan, en Éthiopie, en Somalie et en Ukraine, ont été au cœur de notre travail en 2022. En Ukraine, l'ONU et ses partenaires ont apporté une aide humanitaire et une protection à près de 16 millions de personnes, dont une aide financière sans précédent de 1,2 milliard de dollars destinée à près de 6 millions d'Ukrainiennes et d'Ukrainiens. Au total, nous avons contribué à mobiliser 5 milliards de dollars pour l'Ukraine et la région. Nous avons également contribué à faciliter l'adoption de l'Initiative de la mer Noire, qui permet le transport de céréales par la mer Noire. En complément du Mémorandum d'accord sur la promotion des produits alimentaires et engrais russes sur les marchés mondiaux, cette initiative a permis de rétablir le lien entre les marchés mondiaux et une source essentielle d'approvisionnement en denrées alimentaires et en engrais, allégeant la pression qui s'exerçait sur la sécurité alimentaire mondiale et profitant ainsi à des millions de personnes.

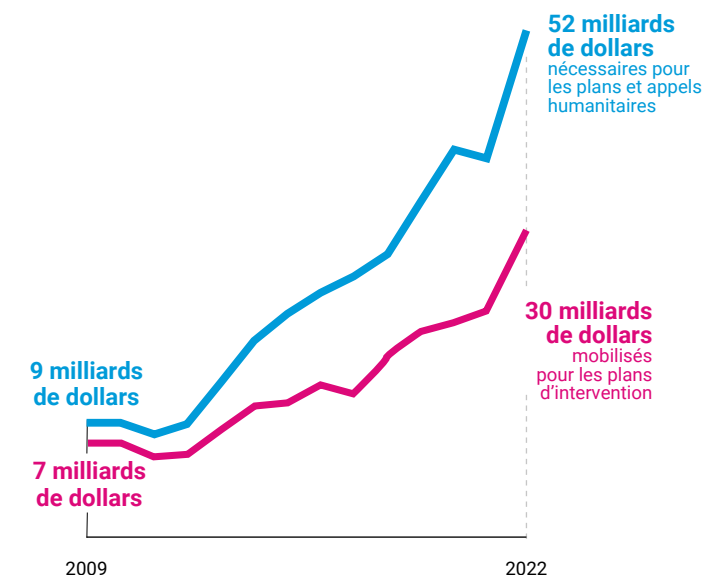
L'ONU et ses partenaires ont continué d'apporter leur soutien à l'Afghanistan. Plus de 26 millions de personnes, en particulier des femmes et des filles, ont reçu une aide humanitaire et une protection, y compris dans des endroits auparavant inaccessibles. Au Pakistan, 33 millions de personnes ont pâti des fortes pluies et des inondations, qui ont fait 8 millions de déplacés. Nous avons soutenu les opérations de secours dirigées par le Gouvernement en apportant aux populations une aide à la survie et à la subsistance tout en œuvrant à la prévention de maladies transmissibles.

### 324 millions de personnes ont eu besoin d'aide en 2022

Le pic de 2020 correspond aux besoins aigus créés par la pandémie de COVID-19



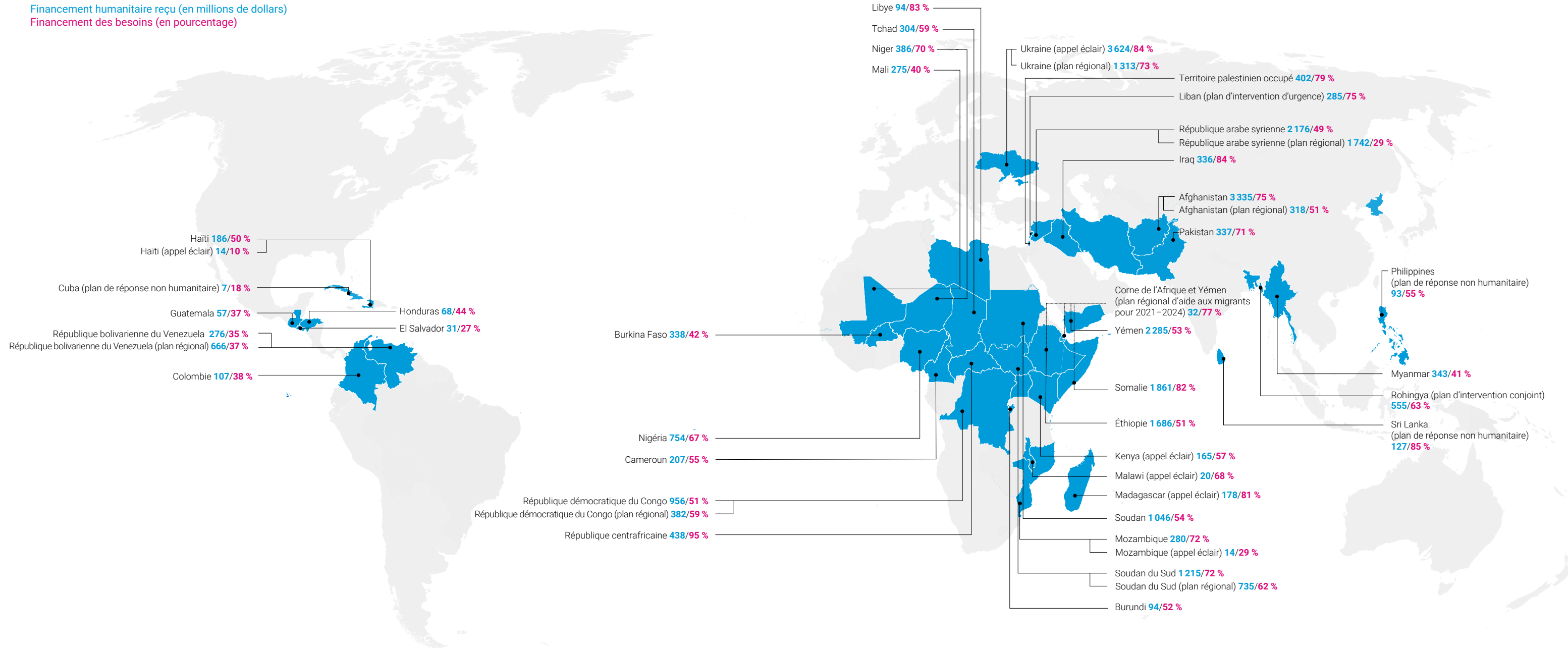
### Besoins de financement satisfaits à 57 % en 2022





# EN 2022, L'ONU A CONTRIBUÉ À MOBILISER 30 MILLIARDS DE DOLLARS SUR LES 52 MILLIARDS NÉCESSAIRES POUR AIDER 216 MILLIONS DE PERSONNES DANS 69 PAYS ET TERRITOIRES

Financement humanitaire reçu (en millions de dollars)  
Financement des besoins (en pourcentage)



La représentation et l'utilisation des frontières, des noms géographiques et des données connexes figurant sur les cartes n'offrent aucune garantie d'exactitude et ne valent pas nécessairement approbation ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.



Une jeune fille s'adonne à la lecture dans un centre d'apprentissage bénéficiant du soutien de partenaires des Nations Unies, à Kaboul.

(Kaboul, novembre 2022) © OCHA/Sayed Habib Bidell



L'épave du pétrolier FSO Safer, ancré près des côtes yéménites de Ras Issa, constitue une menace humanitaire et environnementale.

(Ras Issa (Yémen), juin 2022) © Holm Akhdar



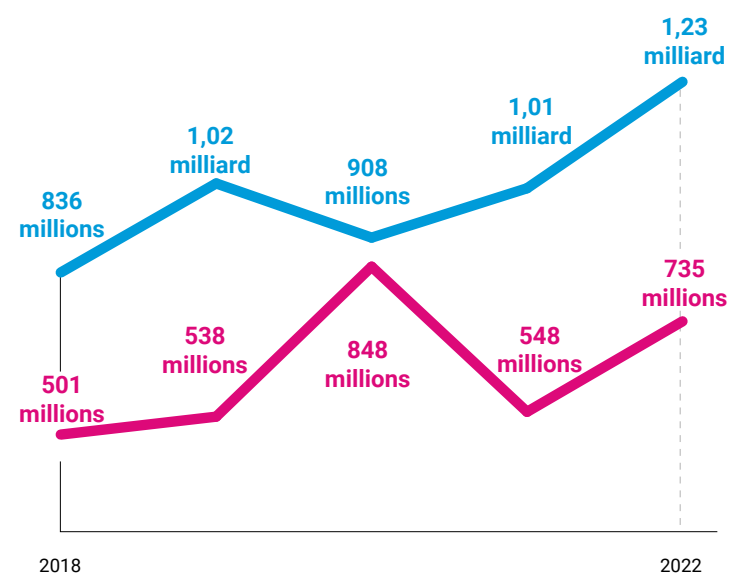
## Le pétrolier FSO Safer : prévenir une catastrophe humanitaire et écologique

Sous la coordination générale du Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire des Nations Unies et sous la direction programmatique du Programme des Nations Unies pour le développement, ce dernier mène une opération mondiale visant à retirer plus d'un million de barils de brut de l'épave du pétrolier FSO Safer échoué en mer Rouge au large du Yémen, qui menace de provoquer une catastrophe humanitaire et écologique. Une marée noire aurait des conséquences dévastatrices pour les communautés de pêcheurs riveraines de la mer Rouge, détruirait selon toute probabilité 200 000 emplois, exposerait des populations entières à des toxines potentiellement létales et condamnerait des millions de personnes à respirer de l'air pollué. Elle entraînerait également la fermeture des ports de Hodeïda et de Salif, qui sont essentiels pour permettre l'acheminement de vivres, de carburant et de produits de première nécessité au Yémen, où 17 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire.

## Fonds de financement commun pour les pays : un dispositif clef pour les interventions

- Fonds central pour les interventions d'urgence
- Fonds de financement commun pour les pays

(en dollars des États-Unis)



### FONDS CENTRAL POUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE

- A permis d'apporter une aide vitale à **33 millions** de personnes dans **42** pays
- Un montant record de **250 millions** de dollars a été alloué à **22 millions** de personnes en situation de crise sous-financée dans **23** pays d'Afrique, d'Asie, des Amériques et du Moyen-Orient
- **17 millions** de femmes et de filles et **2 millions** de personnes en situation de handicap ont reçu une aide
- **16 %** de l'aide humanitaire a été fournie sous forme d'espèces et de bons

### FONDS DE FINANCEMENT COMMUN POUR LES PAYS

- **47 millions** de personnes ont reçu une aide dans **19** pays
- **24 millions** de femmes et de filles, **21 millions** d'enfants et **4 millions** de personnes en situation de handicap ont reçu une aide
- **Plus de 750** partenaires et **plus de 1 400** projets ont reçu un financement
- Les montants alloués aux partenaires locaux ont atteint un niveau record (**413 millions** de dollars, soit **36 %** du financement total)

La faim et l'insécurité alimentaire avaient atteint des niveaux records à la fin de 2022. Près de 260 millions de personnes dans 58 pays et territoires ont eu besoin d'une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence, dont 35 millions de personnes menacées de famine et 376 000 en proie à des conditions proches de la famine.

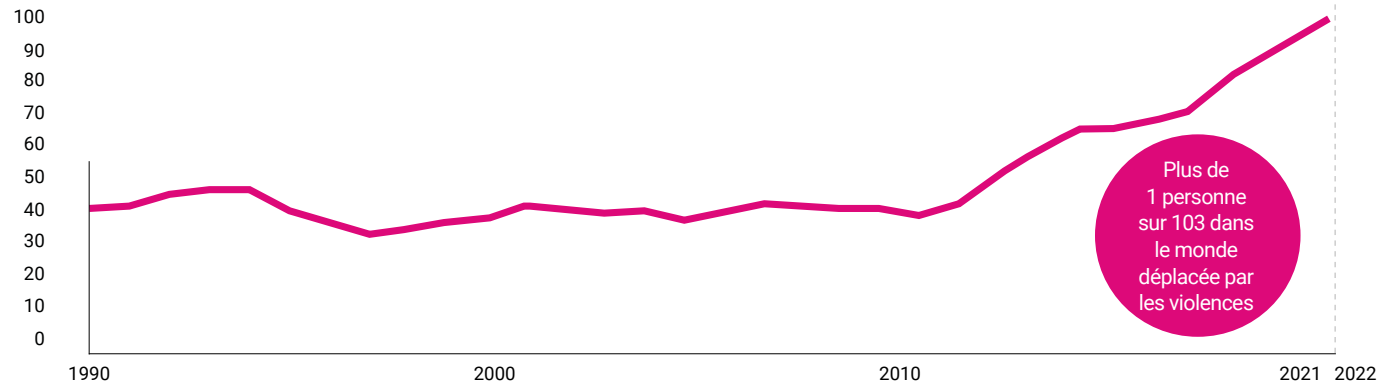
Face à une sécheresse historique et au risque de famine dans la Corne de l'Afrique, l'ONU et ses partenaires sont venus en aide à 17 millions de personnes. Au Yémen, l'ONU et ses partenaires ont apporté une aide humanitaire à plus de 10,5 millions de personnes par mois, fournissant notamment des vivres à 15 millions de personnes parmi les plus vulnérables.

Notre Fonds central pour les interventions d'urgence et nos fonds de financement commun pour les pays se sont encore révélés indispensables. Grâce à un décaissement total de 2 milliards de dollars, ils ont permis de catalyser une aide salvatrice, y compris lors de crises faisant l'objet d'un financement insuffisant. Quelque 595 millions de dollars imputés sur ces fonds ont permis de riposter rapidement, largement et durablement à l'insécurité alimentaire. Dans la Corne de l'Afrique, 194 millions de dollars ont permis de débloquer une aide financière et nutritionnelle essentielle et de fournir des denrées alimentaires, des services médicaux, des abris et de l'eau potable. En Afghanistan, nos fonds ont permis d'allouer 289 millions de dollars aux mesures requises pour répondre aux besoins humanitaires urgents.



# Zoom sur les risques complexes à l'origine d'un nombre record de déplacements

**103 millions de personnes déplacées par les violences et les conflits au mois de novembre 2022**



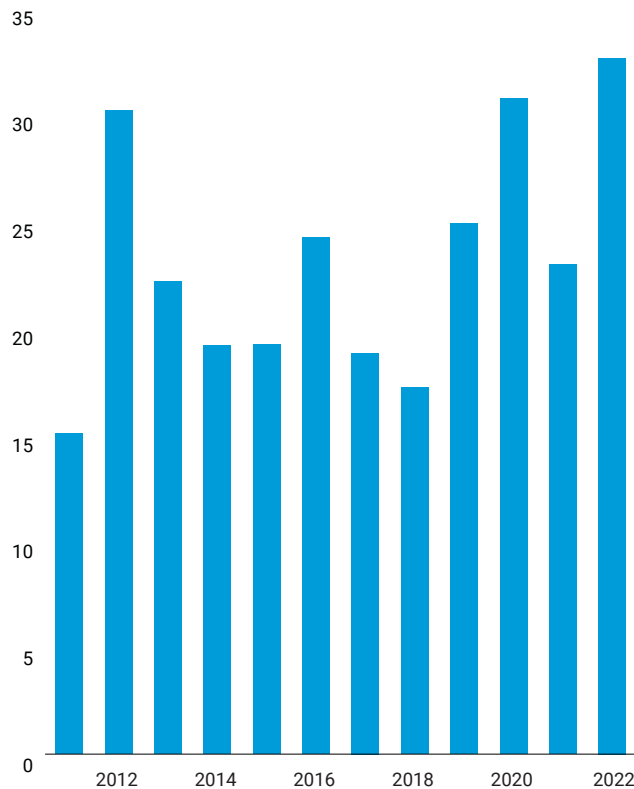
Source : HCR, novembre 2022.

**32,6 millions de personnes supplémentaires déplacées par les catastrophes naturelles dans 148 pays et territoires**

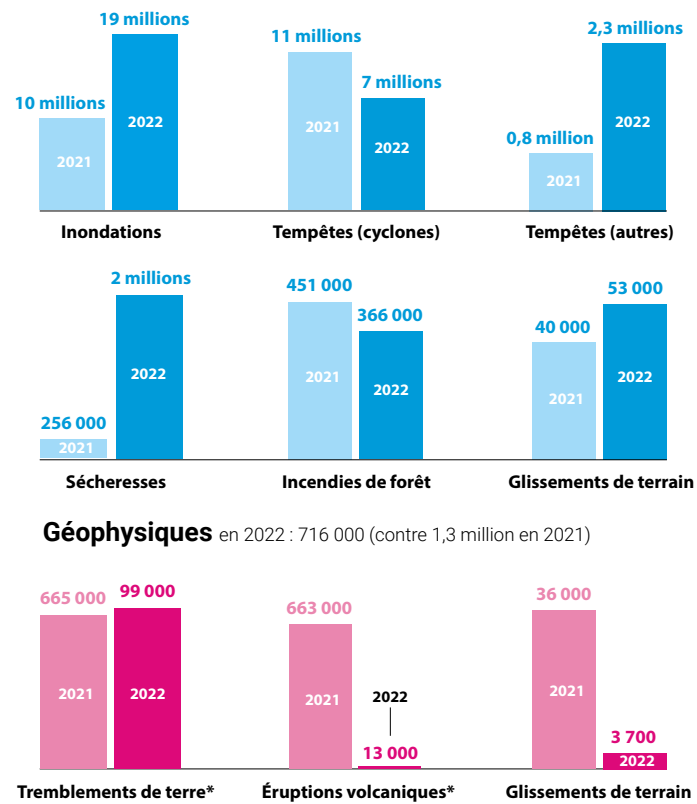
Nouveaux déplacements internes causés par les catastrophes naturelles (en millions)

Total des déplacements internes causés par les catastrophes naturelles, par type, en 2021 et 2022

**Liés au climat** en 2022 : 32 millions (contre 22,3 millions en 2021)



Source : Observatoire des situations de déplacement interne



\* Terme qui peut également s'appliquer aux tsunamis



Une femme déplacée de Sirouah arrive au camp d'Al Sumya, à Mareb (Yémen).

(Mareb (Yémen), octobre 2022) © OCHA/YPN-Jihad Al-Nahari

## Investir dans l'anticipation des crises : le Fonds pour l'analyse des risques complexes

**Plus de 100 organisations partenaires** utilisent des données et des informations obtenues grâce au Fonds

**Plus de 40 000 utilisateurs** de données et d'analyses obtenues grâce au Fonds

**Plus de 4 millions de téléchargements annuels** de données obtenues grâce au Fonds

**Plus de 8 milliards de dollars de fonds de crise** parviennent plus tôt, plus vite et de manière plus ciblée à destination grâce au Fonds

Le Fonds pour l'analyse des risques complexes est un mécanisme de financement novateur qui mobilise 20 millions de dollars par an pour exploiter le potentiel des données afin de permettre une action plus intelligente en cas de crise. Partenariat multilatéral, le Fonds investit dans des outils d'analyse de pointe pour aider le système des Nations Unies et ses partenaires à anticiper les situations d'urgence, à les prévenir et à y répondre. Dans un écosystème en expansion qui englobe désormais plus de 100 partenaires et 40 000 utilisateurs à travers le monde, les informations obtenues grâce au Fonds sont un déjà apport qualitatif pour plus de 8 milliards de dollars d'aide internationale – faisant en sorte que l'aide parvienne aux destinataires plus tôt, plus vite, de manière plus ciblée, dans la dignité. En 2022, le Fonds a permis de financer des données pour le bien de la planète et des analyses sur les incidences des changements climatiques sur les crises. À l'avenir, le Fonds augmentera ses investissements – en se concentrant sur les données critiques, l'analyse des risques, les capacités locales et un écosystème de données sur les risques plus solide.

**COMPLEX RISK ANALYTICS Fund**



Pour en savoir plus



Des autorités effectuent un exercice de simulation de catastrophe au Mozambique, à l'occasion de la Journée internationale pour la réduction des risques de catastrophe, le 13 octobre 2022.

(Maputo, octobre 2022) © UNDRR/Brice Blondel



En 2022, nous avons soutenu les États Membres et les partenaires qui ont entamé des consultations en vue de l'examen à mi-parcours du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. Nous avons également facilité la tenue de dialogues thématiques mondiaux permettant d'étudier l'interdépendance des risques. Dans l'intervalle, nous avons continué de prendre en compte les activités de réduction des risques de catastrophe dans l'action humanitaire. Nous avons encouragé l'utilisation de données fiables sur les risques pour mieux venir en aide aux personnes vulnérables aux effets des changements climatiques. Ces efforts ont permis de mieux faire comprendre les concepts généraux de facteurs de risque, de vulnérabilité et d'exposition. Nos analyses conjointes ont renforcé les plans, les scénarios et les décisions de financement en matière de risques de catastrophe, y compris les aperçus des besoins humanitaires et l'analyse commune par pays des Nations Unies.

## NOTRE APPUI À LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE



**Plus de 6 000**

**fonctionnaires** et autres acteurs de la réduction des risques de catastrophe (dont **41 %** de femmes) ont reçu une formation en 2022



**Plus de 462 millions**

**de citadines et de citoyens** se sont inscrits à l'initiative « Pour des villes résilientes 2030 »



**156**

**États Membres et États observateurs** ont communiqué des informations sur les indicateurs mondiaux prévus par le mécanisme du système de suivi du Cadre de Sendai





« Nous devons mettre moins l'accent sur la gestion des catastrophes pour privilégier la gestion des risques. Il s'agit donc de renforcer la résilience de nos communautés avant que ne surviennent des catastrophes et de nous garder de devenir, par nos actions, plus vulnérables ou exposés. »

Mami Mizutori, Sous-Secrétaire générale et Représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe

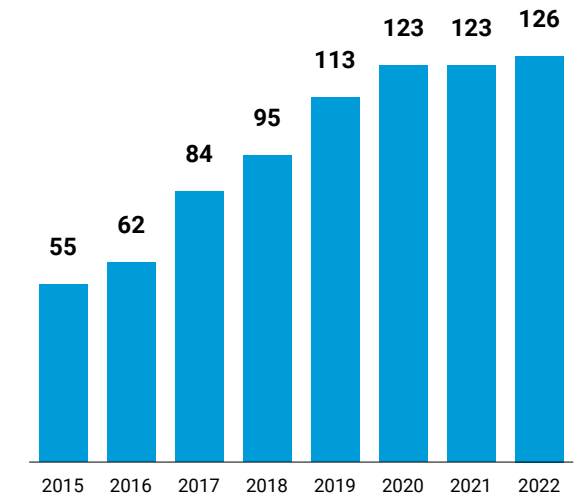


Reconstruction d'habitations après le passage du cyclone tropical Batsirai, qui a provoqué des pluies torrentielles, des inondations et des vents violents à Madagascar en février 2022, faisant des morts, entraînant des déplacements massifs de population et causant des dégâts aux infrastructures.

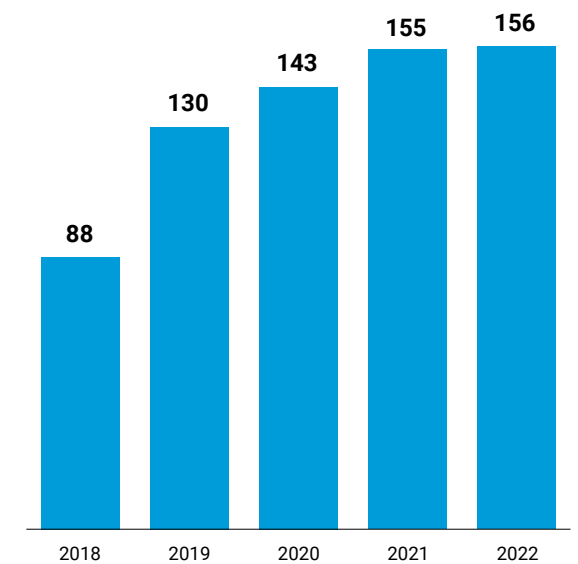
(Mananjary (Madagascar), février 2022) © OCHA/Viviane Rakotoarivony

## L'expertise mondiale dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe au service d'un nombre croissant de pays

Pays disposant de stratégies de réduction des risques de catastrophe



Pays utilisant le système de suivi du Cadre de Sendai





La Cour internationale de Justice siège dans la grande salle de justice.

(La Haye (Pays-Bas), avril 2022) © Photo ONU/Frank van Beek

# Promotion de la justice et du droit international

## PRINCIPAUX PROGRAMMES

Services juridiques fournis à l'ensemble du système des Nations Unies

Services juridiques fournis aux organes, fonds et programmes des Nations Unies

Mécanismes internationaux extraordinaires d'établissement des responsabilités

Garde, enregistrement et publication des traités

Développement et codification du droit international

Droit de la mer et affaires maritimes

Commerce international

## RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

220 millions de dollars

104 millions de dollars au titre du budget ordinaire, 4 millions de dollars au titre des budgets statutaires des opérations de maintien de la paix (2021/2022), 90 millions de dollars au titre des quotes-parts hors budget ordinaire, 22 millions de dollars au titre des contributions volontaires

## PRINCIPAUX MANDATS

Charte des Nations Unies

Développement progressif et codification du droit international : Commission du droit international (résolutions 94 (I) et 77/103 de l'Assemblée générale)

Enseignement, étude, diffusion et compréhension plus large du droit international (résolutions 2099 (XX) et 77/102 de l'Assemblée générale)

Renforcement et promotion du régime conventionnel international (résolutions 97 (I), 73/210 et 76/120 de l'Assemblée générale)

Harmonisation et unification progressives du droit commercial international : Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (résolutions 2205 (XXI) et 77/99 de l'Assemblée générale)

Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (résolutions 52/26, 77/118 et 77/248 de l'Assemblée générale)

Promotion et perfectionnement de la justice internationale (résolutions 57/228 B, 71/248 et 75/257 B de l'Assemblée générale; résolutions 1315 (2000), 1966 (2010), 1757 (2007) et 2379 (2017) du Conseil de sécurité; résolution 39/2 du Conseil des droits de l'homme)

## PRINCIPALES ENTITÉS

Bureau des affaires juridiques

Cour internationale de Justice

Mécanismes internationaux d'établissement des responsabilités





Le Secrétaire général, António Guterres, s'exprime devant l'Assemblée générale, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'adoption et de la signature de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

(New York, décembre 2022) © Photo ONU/Eskinder Debebe

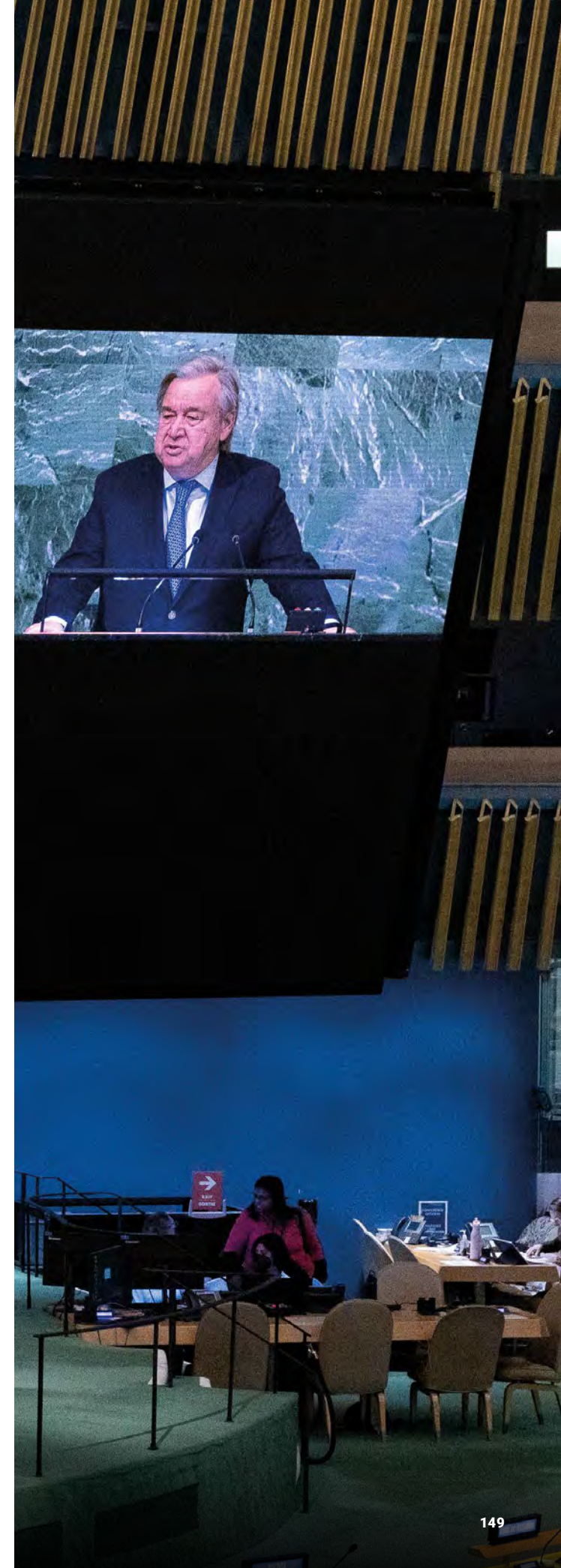


## CONTEXTE

Les principes de la justice, du droit international et du règlement pacifique des différends sont consacrés par les deux premiers articles de la Charte des Nations Unies. Aussi constituent-ils les fondements mêmes de la coopération de la communauté internationale.

## GRANDS OBJECTIFS

L'ONU s'emploie à promouvoir la justice et le droit international dans le cadre de divers mandats et activités, notamment ceux qui concernent les océans et le droit de la mer, le commerce international, les traités et accords internationaux, les opérations de paix, les tribunaux internationaux et autres mécanismes internationaux de responsabilité et les sanctions. En outre, la Cour internationale de Justice, principal organe judiciaire de l'Organisation, est chargée de régler les différends d'ordre juridique qui lui sont soumis par les États et de rendre des avis consultatifs sur des questions juridiques.







**« Oui, l'ONU est pertinente.  
Oui, le droit international  
est pertinent. »**

**Miguel de Serpa Soares, Secrétaire général  
adjoint aux affaires juridiques et Conseiller  
juridique de l'ONU**

Le Conseil de sécurité vote lors de l'élection  
d'un membre de la Cour internationale de Justice.

(New York, novembre 2022) © Photo ONU/Manuel Elías





## PRINCIPALES RÉALISATIONS

La Cour internationale de Justice a examiné des affaires de premier plan et rendu des arrêts sur le fond dans les affaires *République démocratique du Congo c. Ouganda*, *Nicaragua c. Colombie* et *Chili c. Bolivie*. Elle a également été saisie de quatre nouvelles affaires contentieuses, dont celle qui oppose l'Ukraine à la Fédération de Russie, dans laquelle elle a indiqué des mesures conservatoires.

En décembre 2022, l'Assemblée générale lui a demandé un avis consultatif sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. En mars 2023, elle lui a demandé un avis consultatif sur les obligations des États à l'égard des changements climatiques.

Les autres tribunaux créés ou appuyés par l'ONU ont poursuivi leurs travaux. En juin 2022, la Chambre d'appel du Tribunal spécial pour le Liban a condamné Hassan Habib Merhi et Hussein Hassan Oneissi pour des chefs liés à l'attentat perpétré en 2005 à Beyrouth, qui avait coûté la vie à l'ancien Premier Ministre Rafic Hariri et à 21 autres personnes et fait 226 blessés. En septembre 2022, les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens ont confirmé la condamnation et la peine de réclusion à perpétuité prononcées contre Khieu Samphan pour génocide contre la population vietnamienne, crimes contre l'humanité et violations graves des Conventions de Genève, infractions commises entre 1975 et 1979. Elles ont ainsi clôturé leur dernière affaire.



Dans sa décision finale, la Chambre de la Cour suprême des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens a confirmé les déclarations de culpabilité et la peine de réclusion à perpétuité prononcées contre Khieu Samphan pour génocide, crimes contre l'humanité et violations graves des Conventions de Genève.

(Phnom Penh, septembre 2022) © CETC/Nhet Sokheng



La question des océans et du droit de la mer est restée prioritaire pour les États Membres. La deuxième Évaluation mondiale de l'océan a fourni des informations scientifiques sur le rôle essentiel des océans et des mers, qui serviront de base aux débats sur les politiques à adopter face à la triple crise planétaire qui compromet la réalisation du Programme 2030 : les changements climatiques, la pollution et la perte de biodiversité.



## Un accord historique sur la biodiversité marine dans les zones ne relevant pas de la juridiction nationale

L'ONU a facilité l'établissement et l'adoption par consensus, en juin 2023, du texte d'un accord historique sur la biodiversité marine dans les zones ne relevant pas de la juridiction nationale, à l'issue de deux décennies de négociations. Dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, l'accord favorisera la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine dans les zones ne relevant pas de la juridiction nationale et pourra contribuer considérablement à la mise en œuvre du Programme 2030 et du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal.

Moment historique de l'adoption par consensus, le 19 juin 2023, de l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale.

(New York, juin 2023) © Photo ONU/Eskinder Debebe



Formations de récifs coralliens dans la mer des Caraïbes.

(Lieu et date exacts inconnus) © PNUE/Kadir van Lohuizen

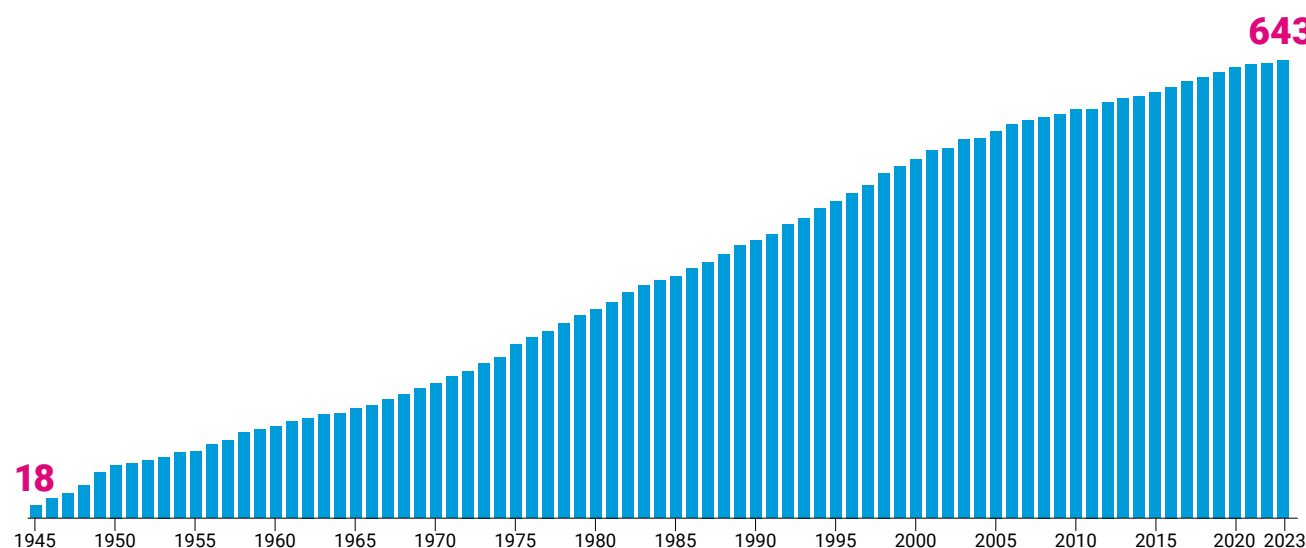


Dans le domaine du droit commercial international, la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international a adopté une loi type sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance. En outre, l'Assemblée générale a adopté la Convention des Nations Unies sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires, qui vise à renforcer la protection juridique des acquéreurs de navires tout en sauvegardant les intérêts des propriétaires de navires et des créanciers.

## Cérémonie des traités de 2022 et désarmement

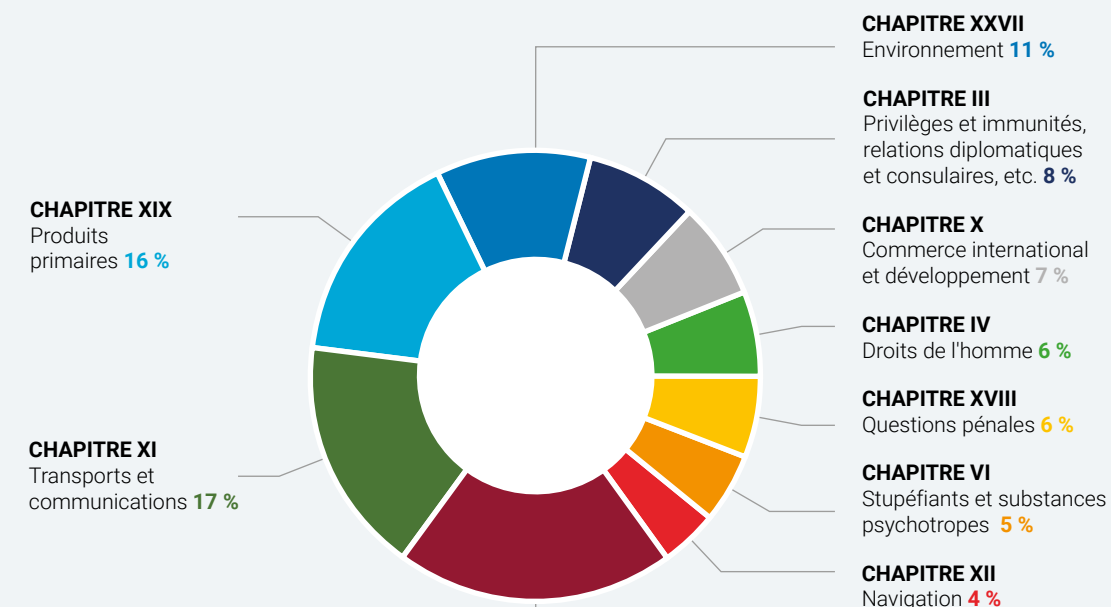
La cérémonie des traités de 2022 a renouvelé l'attention accordée à la participation universelle aux traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général. Les États ont pris des mesures concernant une série de traités multilatéraux, en particulier dans le domaine du désarmement.

## Augmentation du nombre de traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général



## TRAITÉS MULTILATÉRAUX DÉPOSÉS AUPRÈS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL CONCERNANT DES QUESTIONS D'INTÉRÊT MONDIAL

Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général, proportion par chapitre (au mois de mai 2023)



### AUTRES CHAPITRES 20 %

- CHAPITRE II Règlement pacifique des différends internationaux
- CHAPITRE V Réfugiés et apatrides
- CHAPITRE VII Traite des êtres humains
- CHAPITRE VIII Publications obscènes
- CHAPITRE IX Santé
- CHAPITRE XIII Statistiques économiques
- CHAPITRE XIV Questions de caractère éducatif et culturel
- CHAPITRE XV Déclaration de décès de personnes disparues
- CHAPITRE XVI Condition de la femme
- CHAPITRE XVII Liberté d'information
- CHAPITRE XX Obligations alimentaires
- CHAPITRE XXI Droit de la mer
- CHAPITRE XXII Arbitrage et médiation en matière commerciale
- CHAPITRE XXIII Droit des traités
- CHAPITRE XXIV Espace extra-atmosphérique
- CHAPITRE XXV Télécommunications
- CHAPITRE XXVI Désarmement
- CHAPITRE XXVIII Questions fiscales
- CHAPITRE XXIX Questions diverses



# Désarmement

## PRINCIPAUX PROGRAMMES

Négociations et délibérations multilatérales  
Armes de destruction massive  
Armes classiques  
Information et sensibilisation  
Désarmement régional

## RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

40 millions de dollars

15 millions de dollars au titre du budget ordinaire  
25 millions de dollars au titre des contributions volontaires

## PRINCIPAUX MANDATS

Désarmement (résolution S-10/2 de l'Assemblée générale)  
Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects (résolution 76/232 de l'Assemblée générale)  
Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement (résolution 76/24 de l'Assemblée générale)  
Femmes, désarmement, non-prolifération et maîtrise des armements (résolution 75/48 de l'Assemblée générale)  
Désarmement régional (résolution 76/41 de l'Assemblée générale)  
Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération (résolution 75/61 de l'Assemblée générale)  
Jeunes, désarmement et non-prolifération (résolution 76/45 de l'Assemblée générale)

## PRINCIPALE ENTITÉ

Bureau des affaires de désarmement

### Voting Result:

IN FAVOUR 102

AGAINST 51

ABSTENTION 8

### Voting Result:

IN FAVOUR 102

AGAINST 51

ABSTENTION 8

Lors d'une séance de la Première Commission consacrée aux questions de désarmement et de la sécurité internationale, l'Assemblée générale votait sur un projet de résolution traitant de l'information et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale.

(New York, juillet 2022) © Photo ONU/Loey Felipe





Le Secrétaire général, António Guterres, prononçait l'ouverture de la première Réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, tenue en Autriche, qui s'est révélée une étape historique.

(Vienne, juin 2022) © SINU Vienne

## CONTEXTE

Les inquiétudes se font de plus en plus vives face à la montée des tensions mondiales, aux conflits armés ouverts, à l'accroissement des dépenses militaires et à l'aggravation des risques liés aux armes nucléaires, ainsi qu'aux autres armes de destruction massive. La pandémie de COVID-19 a fait ressortir combien il importe de bien se préparer pour prévenir des risques devenus plus divers, y compris des biorisques, et pour y faire face. La prolifération et la large disponibilité des armes conventionnelles, notamment des armes légères et de petit calibre illicites, posent des problèmes pour la sécurité internationale, auxquels viennent s'ajouter les nouveaux défis qui accompagnent l'essor des nouvelles technologies.

## GRANDS OBJECTIFS

L'ONU soutient les négociations multilatérales et d'autres initiatives visant à parvenir à un désarmement général et complet. Nos principales priorités sont les suivantes : éliminer les armes nucléaires, faire respecter l'interdiction d'autres armes de destruction massive, réglementer l'utilisation des armes classiques, répondre aux problèmes posés par les nouvelles technologies d'armement, promouvoir les initiatives régionales de désarmement et sensibiliser le public.

## NOS ACTIVITÉS DE DÉSARMEMENT



**43 %**

**d'augmentation** du nombre d'États présentant des rapports sur leurs exportations et importations d'armes au Registre des armes classiques



**112**

**projets liés à la maîtrise des armements financés,** au profit de **147** États Membres



**6**

**partenariats** conclus avec des pays d'Afrique subsaharienne pour promouvoir la remise volontaire par les civils des armes de petit calibre détenues illégalement, dans le cadre du Mois de l'amnistie, initiative de l'Union africaine



**562**

**experts qualifiés** figurant sur le fichier du Mécanisme permettant au Secrétaire général d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques et biologiques





« Le monde a besoin d'une nouvelle vision du désarmement, qui tienne compte des changements géopolitiques, technologiques et culturels qui se sont accélérés ces dernières années. »

Izumi Nakamitsu, Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante pour les affaires de désarmement

La Conférence du désarmement, réunie à Genève pour négocier des accords sur la maîtrise des armements et le désarmement multilatéral.

(Genève, juin 2022) © Photo ONU/Jean-Marc Ferré



## PRINCIPALES RÉALISATIONS

En 2022, nous avons aidé les États Membres à organiser des réunions multilatérales clés sur le désarmement. Des avancées importantes ont été faites à la première Réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, à la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et à la neuvième Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction. Ces avancées ouvrent la voie à de nouveaux progrès. Bien qu'elle n'ait pas abouti à un document final, la dixième Conférence des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité a été l'occasion pour les États parties d'avoir des échanges utiles, notamment sur la réduction des risques nucléaires et la responsabilité effective en matière de désarmement nucléaire.

Nous avons facilité des débats d'experts sur les systèmes d'armes létaux autonomes. En outre, nous avons apporté notre concours à deux processus intergouvernementaux visant respectivement à mettre en place un cyberspace sûr, sécurisé et pacifique et à réduire les menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes.

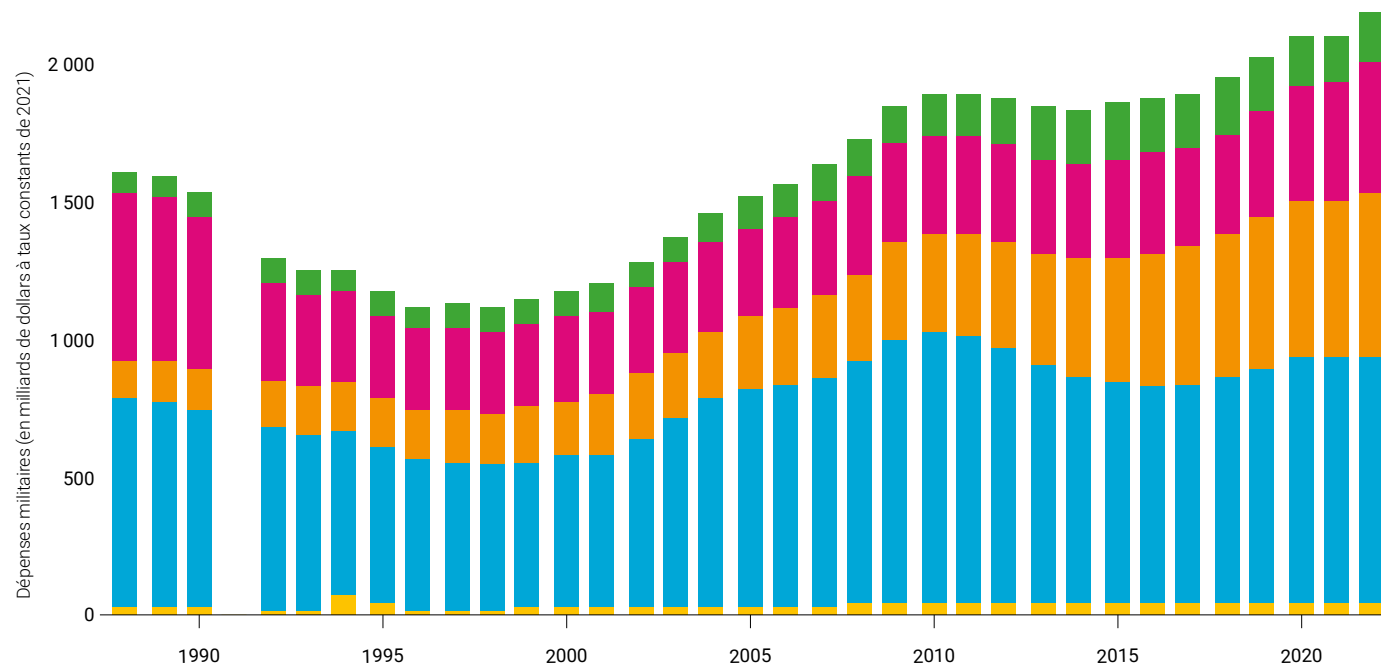
Pour faire progresser le désarmement sur le terrain, nous avons contribué à créer des liens entre les activités locales de gestion des munitions et les processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration, ainsi que les programmes de lutte contre la violence au sein des collectivités. Nous avons également soutenu des activités concernant le contrôle des armes légères et de petit calibre dans le cadre d'une approche globale de la sécurité et du développement durables. Afin de réduire le flux illicite d'armes, nous avons collaboré avec l'Union africaine et six pays pour collecter des armes de petit calibre détenues illégalement. Ce travail a permis de détruire plus de 9 500 armes.



## Les dépenses militaires mondiales ont atteint le niveau record de 2 200 milliards de dollars

Dépenses militaires mondiales, par région (1988–2022)

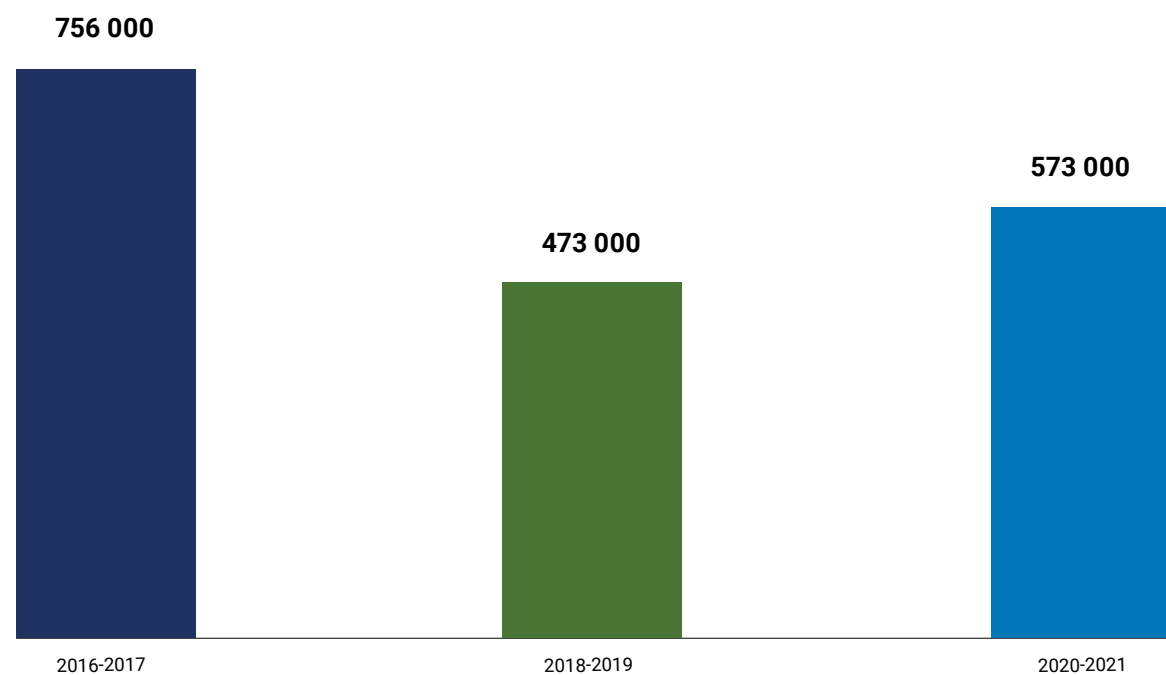
● Afrique ● Amériques ● Asie et Océanie ● Europe ● Moyen-Orient



Note : Faute de données correspondant à l'Union soviétique en 1991, aucun total ne peut être calculé pour cette année-là.  
Source : Base de données des dépenses militaires du Stockholm International Peace Research Institute, avril 2023.

## Destruction d'armes légères et de petit calibre (2016–2021)

Nombre d'armes légères et de petit calibre détruites entre 2016 et 2021, selon les données tirées des rapports nationaux présentés tous les deux ans par les États Membres dans le cadre du Programme d'action sur les armes légères



Des douaniers de la République dominicaine recevant une formation à la maîtrise des armes, des munitions et du commerce dans le cadre de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité et à la non-prolifération des armes de destruction massive.

(Saint-Domingue, octobre 2022) © Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes



## Mécanisme permettant au Secrétaire général d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques et biologiques

Nous avons mené une opération sur le terrain d'une durée de 10 jours pour améliorer l'état de préparation opérationnelle du Mécanisme permettant au Secrétaire général d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques et biologiques. Il s'agissait de garantir que cet outil d'investigation essentiel soit prêt à être utilisé en cas de besoin.

Nous avons aidé des États à élaborer une déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'emploi d'armes explosives dans les zones peuplées. Plus de 80 États ont signé la déclaration. Nous avons également continué de renforcer les moyens d'action des femmes, des jeunes et d'autres partenaires grâce à notre tableau de bord « Disarmament Education Dashboard » et à l'initiative Les jeunes pour le désarmement.

Au niveau régional, en Amérique latine et dans les Caraïbes, nous avons facilité l'élaboration de plans d'action nationaux et de cadres de suivi à l'appui du plan d'action pour l'exécution durable des mesures prioritaires contre la prolifération illicite des armes à feu et des munitions dans les Caraïbes à l'horizon 2030 (Roadmap for Implementing the Caribbean Priority Actions on the Illicit Proliferation of Firearms and Ammunition across the Caribbean in a Sustainable Manner by 2030). Nous avons également travaillé avec les autorités nationales de pays d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, et d'Amérique latine et des Caraïbes dans les domaines du contrôle des armes de petit calibre et de la prévention des violences de genre.



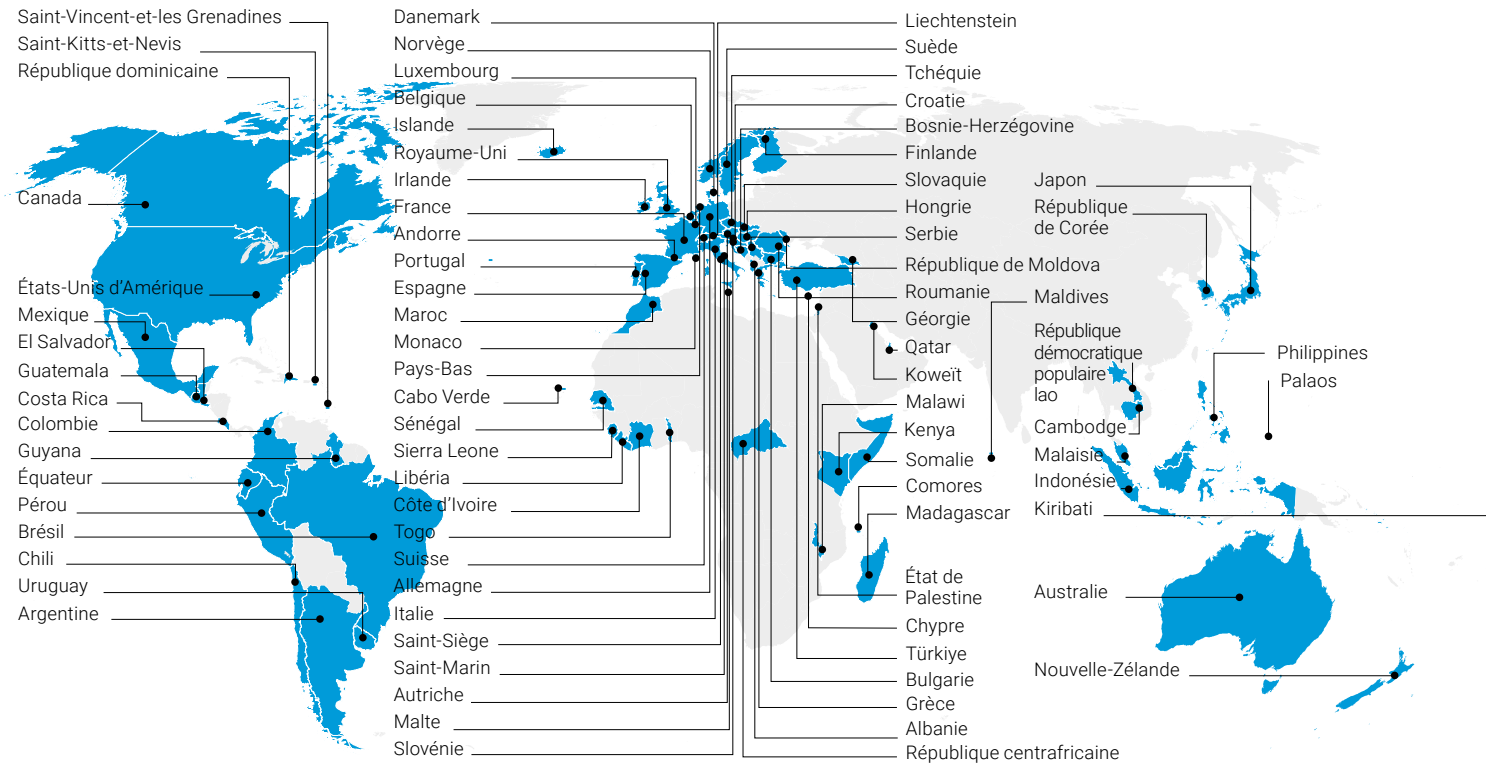
Vérification de la préparation opérationnelle du Mécanisme permettant au Secrétaire général d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques et biologiques.

(Berlin, septembre 2022) © Bureau des affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies



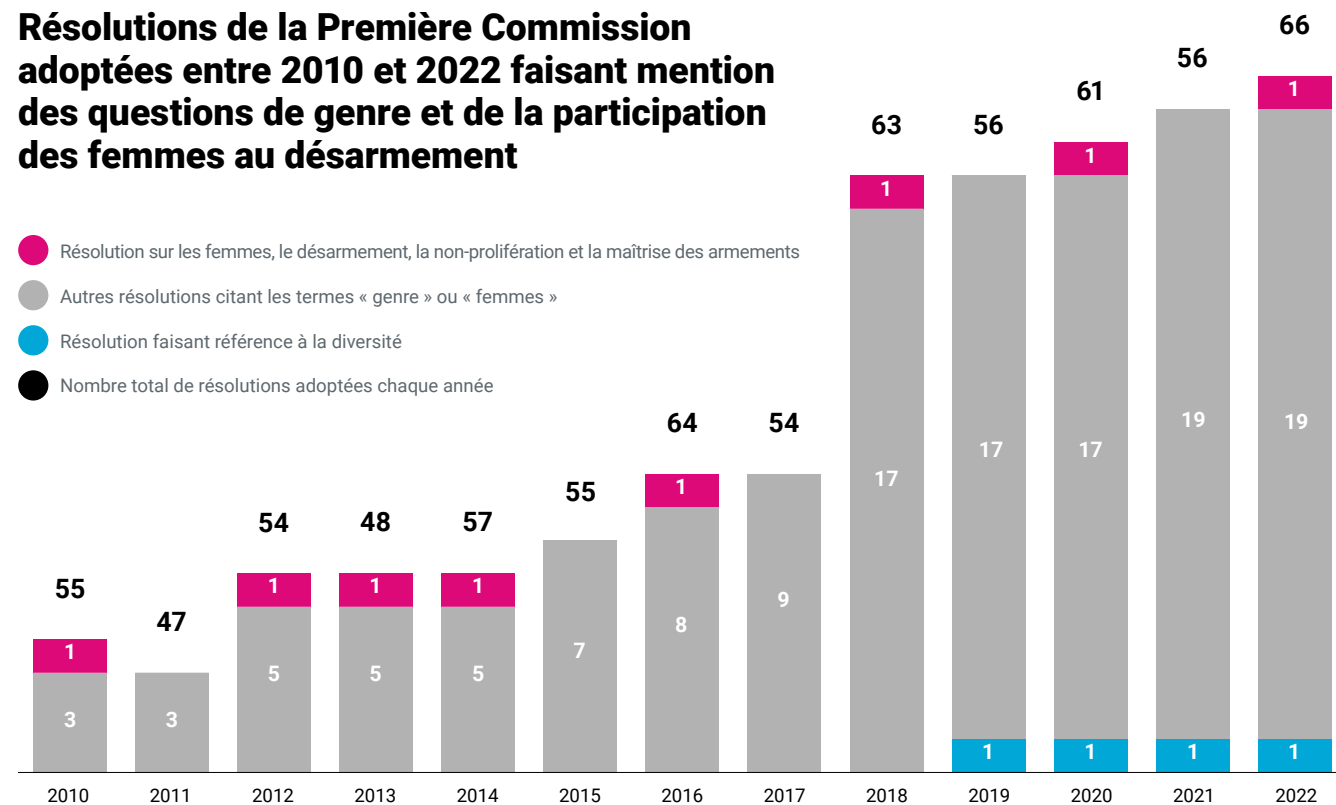
## Protection des civils contre l'emploi d'armes explosives dans les zones habitées

États ayant souscrit à la Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées



## Résolutions de la Première Commission adoptées entre 2010 et 2022 faisant mention des questions de genre et de la participation des femmes au désarmement

- Résolution sur les femmes, le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements
- Autres résolutions citant les termes « genre » ou « femmes »
- Résolution faisant référence à la diversité
- Nombre total de résolutions adoptées chaque année



## Parité et désarmement

Conformément au Programme de désarmement du Secrétaire général, lancé en 2018, l'ONU continue de faire des progrès dans la pleine et égale participation des femmes à tous les processus décisionnels liés au désarmement et à la sécurité internationale.

### Groupe d'experts gouvernementaux des questions de vérification du désarmement nucléaire



### Groupe d'experts gouvernementaux sur le Registre des armes classiques



### Conseil consultatif pour les questions de désarmement



### Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement



Pour lutter contre le trafic d'armes à feu, les autorités dominiquaises reçoivent une formation au fonctionnement des appareils à rayons X destinée à leur permettre de détecter et déceler les armes de petit calibre, leurs pièces et éléments, les munitions et les explosifs placés ou dissimulés dans des envois postaux, paquets, colis et bagages aux points d'entrée, de sortie et de transit.

(Roseau, novembre 2022) © Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes



« Promouvoir les droits et besoins des victimes de terrorisme » : tenue du premier Congrès mondial des victimes du terrorisme à New York, les 8 et 9 septembre 2022.

(New York, septembre 2022) © Photo ONU/Paulo Filgueiras

# Lutte antidrogue, prévention de la criminalité et lutte contre le terrorisme

## PRINCIPAUX PROGRAMMES

Lutte contre le problème mondial de la drogue  
Lutte contre la criminalité transnationale organisée  
Lutte contre le terrorisme et prévention de l'extrémisme violent  
Lutte contre la corruption  
Justice  
Recherche, analyse des tendances et criminalistique  
Appui en matière de politiques  
Assistance technique

## RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

452 millions de dollars  
28 millions de dollars au titre du budget ordinaire  
424 millions de dollars au titre des contributions volontaires

## PRINCIPAUX MANDATS

Septième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies (résolution 75/291 de l'Assemblée générale)  
Renforcer la capacité du système des Nations Unies d'aider les États Membres à appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies (résolution 71/291 de l'Assemblée générale)  
Convention des Nations Unies contre la corruption  
Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972  
Convention sur les substances psychotropes de 1971  
Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988  
Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et Protocoles s'y rapportant  
Renforcement du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, surtout de ses capacités de coopération technique (résolution 77/237 de l'Assemblée générale)

## PRINCIPALES ENTITÉS

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime  
Bureau de lutte contre le terrorisme





Des jeunes participent au hackathon « Coding4Integrity » pour la mise au point de technologies de l'information et des communications permettant de lutter contre la corruption et d'améliorer la transparence.

(São Paulo (Brésil), septembre 2022) © ONUDC



## CONTEXTE

Les effets conjugués des changements climatiques, de la COVID-19, de l'instabilité politique, de la guerre et des déplacements de populations exacerbent les problèmes liés aux drogues, à la criminalité organisée, à la corruption et au terrorisme, en particulier dans les situations de crise ou les zones sensibles. Les liens entre le commerce illicite, les flux financiers et le trafic sous toutes ses formes sont de plus en plus préoccupants, tandis que le terrorisme continue de poser une menace à la paix et à la sécurité internationales, en particulier dans les zones de conflit, où les terroristes exploitent les vulnérabilités.

## GRANDS OBJECTIFS

L'ONU aide les États Membres à lutter contre les problèmes liés aux drogues, à la criminalité et au terrorisme. Nous contribuons à l'élaboration et à la mise en œuvre de normes et de règles internationales en matière de prévention du crime et de justice pénale et aidons à faire appliquer les obligations prévues par les instruments multilatéraux relatifs aux drogues, à la corruption, à la criminalité transnationale organisée et au terrorisme.

## NOTRE APPUI À LA PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ, À LA LUTTE ANTIDROGUE ET À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION



**29 500**

**personnes** présentant des troubles liés à l'usage de substances ont bénéficié de traitements, de soins et de mesures de réadaptation



**1 100**

**professionnels** ont été formés à l'élaboration de mécanismes d'assurance qualité et **1 500** décideurs ont été formés aux troubles liés à l'usage de substances, à la prévention de la toxicomanie, au traitement, aux soins et à la réadaptation



**Plus de 1 150**

**substances psychoactives** provenant de **137** pays ont été contrôlées et des informations ont été fournies à la population dans le cadre de plus de 87 000 consultations en ligne



**Plus de 3 100**

spécialistes de la **lutte contre la corruption**, de membres de l'appareil judiciaire et de procureurs de **44** pays ont été formés à la détection, à l'instruction et à la poursuite des cas de corruption dans le cadre de **50** activités de renforcement des capacités



**63**

**enquêtes** sur la traite des êtres humains ont été ouvertes, **493** victimes secourues et **40** suspects arrêtés dans le cadre de notre initiative régionale de lutte contre la traite



**Plus de 2 000**

**jeunes** et **342** conseillers et éducateurs sportifs ont participé à des initiatives de prévention par le sport dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord





**« Nous sommes déterminés à appuyer la justice, l'intégrité et l'état de droit, fondements indispensables pour surmonter toute crise et pour protéger et aider celles et ceux au service de qui nous œuvrons à travers le monde. »**

Ghada Waly, Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime



**« Ce n'est que dans le cadre d'une coopération multilatérale renforcée que nous pourrions proposer des ripostes durables et efficaces et renforcer la résilience contre le terrorisme. »**

Vladimir Voronkov, Secrétaire général adjoint chargé du Bureau de lutte contre le terrorisme

## PRINCIPALES RÉALISATIONS

### PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ ET LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE ORGANISÉE

En 2022, nous avons continué de seconder les États Membres dans le domaine de la justice pénale. Nous avons contribué à former 2 700 agents pénitentiaires et praticiens de la justice pénale de 30 services pénitentiaires nationaux aux conditions de détention sûres, sécurisées et humaines fondées sur l'Ensemble des règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) et les Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok). Nous avons également fourni des orientations sur la manière de classer correctement les détenus et d'améliorer le traitement qui leur est réservé ainsi que de traiter les catégories particulières de prisonniers.

Pour lutter contre la criminalité organisée, nous avons aidé 6 États Membres à élaborer leurs stratégies et formé plus de 250 décideurs de 47 pays à la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Nous avons aidé 29 pays à rédiger ou à réviser leur législation sur les armes à feu, 4 pays à légiférer sur la traite des êtres humains et 1 pays à légiférer sur le trafic illicite de personnes migrantes.

En ce qui concerne la cybercriminalité, nous avons facilité la tenue de cinq sessions intergouvernementales et de cinq consultations multipartites devant permettre de négocier un projet de convention sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles, qui devrait être présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session. Nous avons également aidé 60 pays à combattre ou à prévenir la cybercriminalité. Dans six pays, nous avons contribué à la mise en place de laboratoires de criminalistique numérique spécialisés dans les cryptomonnaies. Nous avons également collaboré avec des États d'Amérique latine et des Caraïbes dans le cadre de partenariats multipartites destinés à sensibiliser plus de 56 000 jeunes à la cybercriminalité dans le cadre d'expositions tenant compte de l'âge, du genre et du handicap organisées dans des musées pour enfants.

Pour contribuer à la lutte contre la déforestation illégale, et grâce au programme que nous mettons en œuvre conjointement avec l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), nous avons aidé les pays à détecter la corruption et la fraude dans le secteur forestier et démantelé cinq organisations criminelles.



## LUTTE CONTRE LE PROBLÈME MONDIAL DE LA DROGUE

Nous avons continué de nous attaquer au problème mondial de la drogue. Notre plateforme de surveillance des drogues constitue un système à sources multiples pour la collecte, la visualisation et le partage de données sur les drogues, y compris des informations géographiques sur le trafic de drogue. En nous appuyant sur cette plateforme et sur nos compétences de télédétection et en utilisant l'imagerie satellite nous avons créé en Ouzbékistan un centre d'information devant servir d'observatoire impartial de la drogue et de la criminalité en Afghanistan et de leurs incidences sur les pays voisins. Nous avons également contribué à augmenter les capacités de surveillance.

Afin de promouvoir de nouveaux moyens d'existence dans les communautés qui pratiquent des cultures illicites, nous avons appuyé l'exportation vers l'Europe de 300 000 tonnes de café portant le label « commerce équitable », générant ainsi des revenus rentables et durables pour 2 000 ménages dans l'État plurinational de Bolivie, au Myanmar et en République démocratique populaire lao.

Nous avons renforcé les capacités des prestataires de services en Égypte et au Pakistan en matière de traitement par agonistes opioïdes et formé plus de 1 100 policiers au Cambodge, en Thaïlande et au Viet Nam aux moyens de resserrer les liens de partenariat entre forces de l'ordre, société civile et secteur de la santé.

### Appui aux unités de patrouille surveillant le fret aérien et portuaire : saisies en 2022

## 25 millions

d'articles tombant sous le coup de la propriété intellectuelle

## 10 millions

de produits médicaux falsifiés et non déclarés

## 864 tonnes

de précurseurs chimiques

## 275 tonnes

de cocaïne

## 8 tonnes

d'héroïne

## 265 000

armes à feu, munitions et pièces d'explosifs

Dans le cadre du programme de prévention intitulé « Une famille stable », les enfants se joignent aux personnes qui s'occupent d'eux et aux animateurs pour participer à un atelier sur la prise en charge des enfants en situation de crise.

(Kandahar (Afghanistan), juin 2022) © ONUDC





Avec le soutien de l'ONU, des équipes participent au tout premier exercice sur l'état de droit maritime organisé pour lutter contre les activités illicites en mer aux Seychelles.

(Victoria, novembre 2022) © UNODC

## Première Conférence internationale de haut niveau sur les droits humains, la société civile et la lutte contre le terrorisme

En collaboration avec le Gouvernement espagnol, nous avons organisé à Malaga la première Conférence internationale de haut niveau sur les droits humains, la société civile et la lutte contre le terrorisme. Plus de 430 participantes et participants – notamment des représentantes et représentants d'États Membres, d'organisations régionales et internationales, d'entités des Nations Unies et d'organisations de la société civile – ont examiné la manière d'associer utilement la société civile à la lutte contre le terrorisme et à la promotion de moyens d'action respectueux des droits humains et de l'état de droit.



La Conférence internationale de haut niveau sur les droits humains, la société civile et la lutte contre le terrorisme, tenue à Malaga, était la première conférence internationale consacrée à la société civile et aux droits humains dans le contexte de la lutte contre le terrorisme.

(Malaga (Espagne), mai 2022) © Bureau de lutte contre le terrorisme





## PRÉVENTION DU TERRORISME

Nous avons franchi une étape décisive en organisant, à New York, le premier Congrès mondial des victimes du terrorisme. Nous avons réuni plus de 600 participantes et participants, dont 100 victimes du terrorisme originaires de 25 États Membres, afin de renforcer la solidarité mondiale avec les victimes du terrorisme. Le Congrès a constitué une plateforme de plaidoyer et de collaboration de premier plan pour la promotion des approches centrées sur les victimes à adopter dans la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent.

Deux nouveaux membres ont adhéré en 2022 au Pacte mondial des Nations Unies de coordination contre le terrorisme, qui devient ainsi le plus grand mécanisme de coordination de notre Organisation. Plus de 1 000 personnes référentes de 136 États Membres, 45 entités des Nations Unies et 13 organisations internationales et régionales collaborent désormais au moyen de la Plateforme mondiale des Nations Unies pour la coordination contre le terrorisme pour faciliter le travail mené dans le cadre du Pacte.

Nous avons favorisé les partenariats en Afrique. À Marrakech (Maroc), nous avons réuni des responsables de services de sécurité et de lutte antiterroriste d'Afrique de l'Ouest dans le cadre de la première manifestation de haut niveau consacrée à l'examen du renforcement des capacités et de la formation. Nous avons par ailleurs appuyé les États Membres d'Afrique de l'Est dans leurs efforts de lutte contre le terrorisme et de prévention de l'extrémisme violent.

Le lien entre technologie et terrorisme est demeuré au cœur de nos préoccupations. Nous avons aidé les États Membres à tirer parti des technologies nouvelles et émergentes pour lutter contre le terrorisme et à faire face aux risques liés à leur utilisation abusive.

Nous avons également étudié la question du risque de terrorisme nucléaire. Nous avons formé plus de 500 fonctionnaires de 120 pays à la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, à l'aide de nouveaux manuels, de cas d'étude fictifs et d'un nouveau cours d'apprentissage en ligne.

## Le Pacte mondial de coordination contre le terrorisme : quelques chiffres



<b>8</b>	groupes de travail interinstitutions
<b>13</b>	organisations internationales ou régionales
<b>45</b>	entités du Pacte
<b>136</b>	États Membres
<b>1 000</b>	points focaux
<b>2 900</b>	documents communiqués
<b>192 000</b>	consultations en ligne de la Plateforme mondiale des Nations Unies pour la coordination contre le terrorisme

## NOS ACTIVITÉS DE LUTTE ANTITERRORISTE



**Plus de 13 000**

**personnes** formées dans le cadre de **212** activités de renforcement des capacités destinées à promouvoir la lutte antiterroriste



**1 000**

**points focaux** de **45** entités du Pacte et de **136** États Membres ont été mis en réseau dans le cadre de la Plateforme mondiale des Nations Unies pour la coordination contre le terrorisme



**210**

**réunions bilatérales de haut niveau** se sont tenues avec des États Membres, des entités des Nations Unies, des organisations internationales et régionales et d'autres partenaires



**14**

**conférences de haut niveau** et **12** conférences régionales se sont tenues autour de questions techniques liées à la lutte antiterroriste, ainsi que **3** tables rondes de la société civile



Les chefs des organismes de sécurité et de lutte antiterroriste de l'Afrique de l'Ouest participent à la première réunion de haut niveau devant leur permettre de discuter du renforcement des capacités et de la formation.

(Marrakech (Maroc), juin 2022) © Bureau de lutte contre le terrorisme



# Bon fonctionnement de l'Organisation

## PRINCIPAUX PROGRAMMES

Affaires de l'Assemblée générale et gestion des conférences  
Communication globale  
Contrôle  
Stratégies et politiques de gestion et de la conformité  
Bureaux hors Siège  
Appui opérationnel

## RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

1,7 milliard de dollars

1,3 milliard de dollars au titre du budget ordinaire,  
353 millions de dollars au titre des budgets statutaires  
des opérations de maintien de la paix (2021/2022)  
71 millions de dollars au titre des contributions volontaires

## PRINCIPAUX MANDATS

Un nouveau modèle de gestion pour l'Organisation  
des Nations Unies (résolutions 72/266 A et B  
et 73/281 de l'Assemblée générale)

Gestion des ressources humaines  
(résolution 77/278 de l'Assemblée générale)

Achats (résolution 69/273 de l'Assemblée générale)

Multilinguisme (résolution 76/268 de l'Assemblée générale)

Cadre relatif aux troubles post-traumatiques  
(résolution 76/275 de l'Assemblée générale)

Plan des conférences  
(résolution 77/255 de l'Assemblée générale)

Questions relatives au projet de budget-programme  
pour 2023 (résolution 77/262 de l'Assemblée générale)

Progrès accomplis dans l'élaboration d'un dispositif  
d'application du principe de responsabilité pour  
le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies  
(résolution 77/280 de l'Assemblée générale)

Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale  
(résolution 75/325 de l'Assemblée générale)

Questions relatives à l'information (résolutions 76/84 A et B  
et 77/128 A et B de l'Assemblée générale)

## PRINCIPALES ENTITÉS

Département de l'Assemblée générale  
et de la gestion des conférences

Département de la communication globale

Département des stratégies et politiques de gestion  
et de la conformité

Département de l'appui opérationnel

Département de la sûreté et de la sécurité

Bureau des services de contrôle interne

Offices des Nations Unies à Genève, Nairobi et Vienne

Bureau de la déontologie

Bureau du Coordonnateur spécial chargé d'améliorer  
les moyens d'action de l'Organisation des Nations  
Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles

Bureau de la Défenseuse des droits des victimes

Une journaliste dans la salle de presse, dans  
l'attente d'un vote de l'Assemblée générale.

(New York, février 2023) © Photo ONU/Mark Garten



## PRINCIPAUX AXES DE TRAVAIL

Le personnel du Secrétariat de l'ONU compte plus de 36 000 personnes réparties dans 474 lieux d'affectation à travers le monde. Son travail repose sur le respect des normes de conduite les plus élevées, la bonne gestion de toutes les ressources et l'exécution efficace des mandats.

## PRINCIPALES RÉALISATIONS

Sous la présidence du Département de la sûreté et de la sécurité, le système de gestion de la sécurité des Nations Unies a permis à nos opérations et programmes de remplir des mandats très divers et de venir en aide à plus de 264 millions de personnes au cours de l'année écoulée, y compris dans des situations à haut risque.

Le Secrétariat a facilité la tenue d'un grand nombre de réunions intergouvernementales mondiales et conférences internationales, outre les réunions inscrites au calendrier des organes de l'Organisation. Par rapport à l'année précédente, le nombre de réunions ayant bénéficié de l'appui du Secrétariat à l'échelle mondiale a augmenté de 66 %.

Des jardiniers paysagistes préparent le Siège de l'ONU pour la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

(New York, septembre 2022) © Photo ONU/Loey Felipe

## UN FONCTIONNEMENT EFFICACE



Plus de **115 millions**

de visiteurs ont consulté le site un.org



**25 millions**

de téléchargements effectués depuis plus de **10 000** villes, de documents, de publications, de données relatives aux votes et de discours de l'ONU à partir de la Bibliothèque numérique des Nations Unies dans les six langues officielles



**180 000**

membres du personnel et **400 000** personnes à leur charge dans **131** pays ont reçu un appui en matière de sécurité



**88 000**

membres du personnel civil et du personnel en tenue affectés aux opérations de paix des Nations Unies ont reçu un appui



Plus de **36 000**

membres du personnel du Secrétariat de l'ONU travaillant dans tous les lieux d'affectation et les missions sur le terrain ont accès à l'Intranet (i-Seek) de l'Organisation



Plus de **2 700**

réunions et manifestations couvertes en direct, à la demande et dans plusieurs langues via la plateforme de télévision en ligne des Nations Unies



**84**

manifestations intergouvernementales encadrées par des services de sécurité, notamment le débat général de l'Assemblée générale, la COP27 et la session de la Commission de la condition de la femme, ont eu lieu.





« Nous nous efforçons d'instaurer une culture de la performance, axée sur le sens des responsabilités pour ce qui est des résultats et du perfectionnement, privilégiant en continu un retour d'information transparent. »

Catherine Pollard, Secrétaire générale adjointe chargée du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité



« L'Organisation s'efforce de simplifier l'apport d'un appui opérationnel, de réduire la charge assumée par son personnel et les entités clientes et de générer des améliorations et des gains d'efficience à l'échelle du Secrétariat. »

Atul Khare, Secrétaire général adjoint à l'appui opérationnel



Un agent de sécurité de l'ONU monte la garde avec Nikko, du Groupe cynophile, dans la salle du Conseil de sécurité, entre deux séances.

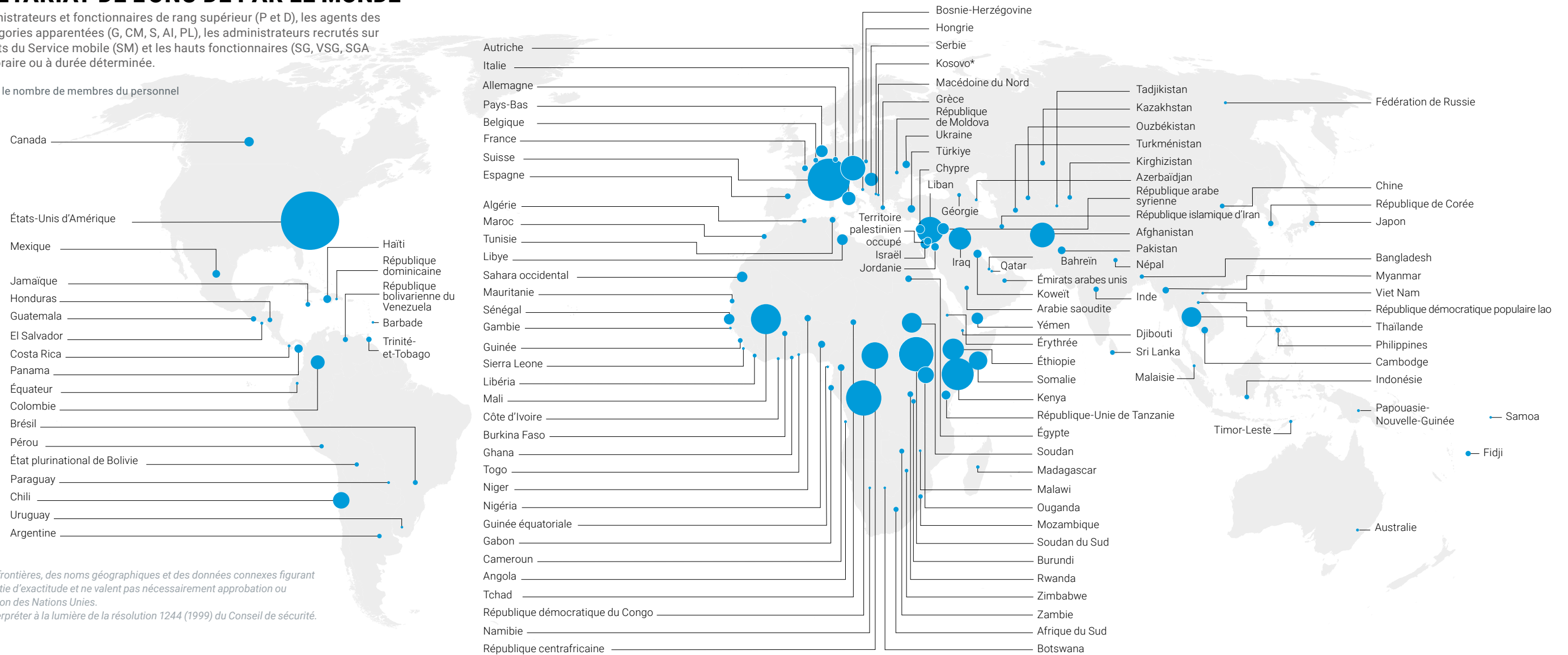
(New York, janvier 2023) © Photo ONU/Manuel Elías



# EN 2022, PLUS DE 36 000 PERSONNES TRAVAILLAIENT POUR LE SECRÉTARIAT DE L'ONU DE PAR LE MONDE

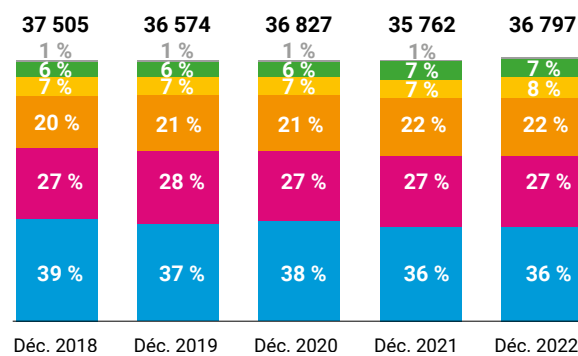
Ce chiffre comprend les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur (P et D), les agents des services généraux et des catégories apparentées (G, CM, S, AI, PL), les administrateurs recrutés sur le plan national (AN), les agents du Service mobile (SM) et les hauts fonctionnaires (SG, VSG, SGA et SSG), engagés à titre temporaire ou à durée déterminée.

● La taille des points représente le nombre de membres du personnel



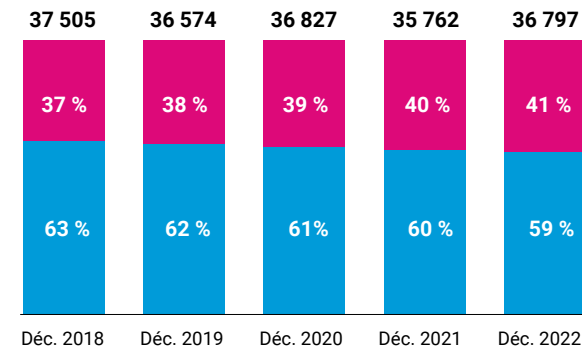
## RÉPARTITION DU PERSONNEL PAR GROUPE RÉGIONAL

● Afrique ● Europe occidentale et autres États ● Asie et Pacifique  
● Amérique latine et Caraïbes ● Europe orientale ● Autres

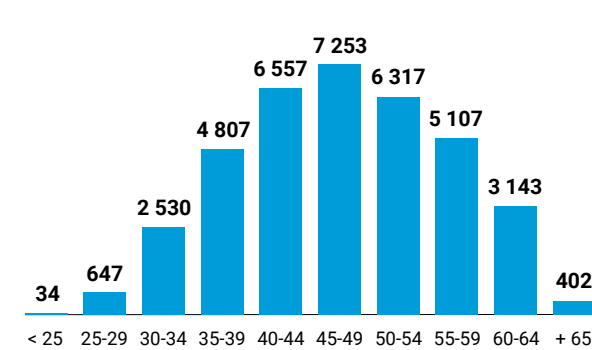


## RÉPARTITION DU PERSONNEL PAR GENRE

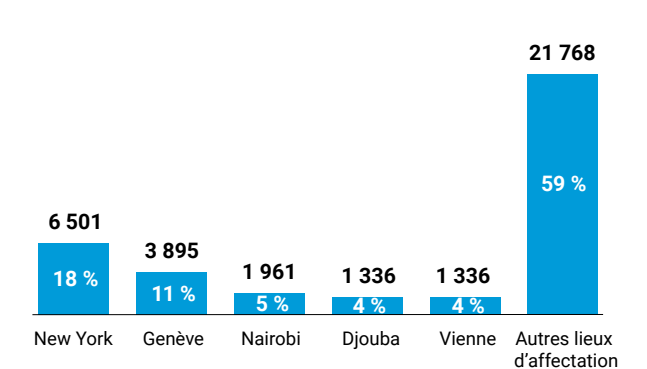
● Femmes ● Hommes



## RÉPARTITION DU PERSONNEL PAR TRANCHE D'ÂGE



## RÉPARTITION DU PERSONNEL PAR LIEU D'AFFECTATION



\* Les cinq groupes régionaux ont été créés dans le but de favoriser la répartition géographique équitable des sièges entre les États Membres dans les différents organes de l'ONU.

Note : La catégorie « Autres » regroupe les fonctionnaires originaires de l'État de Palestine et les fonctionnaires apatrides.

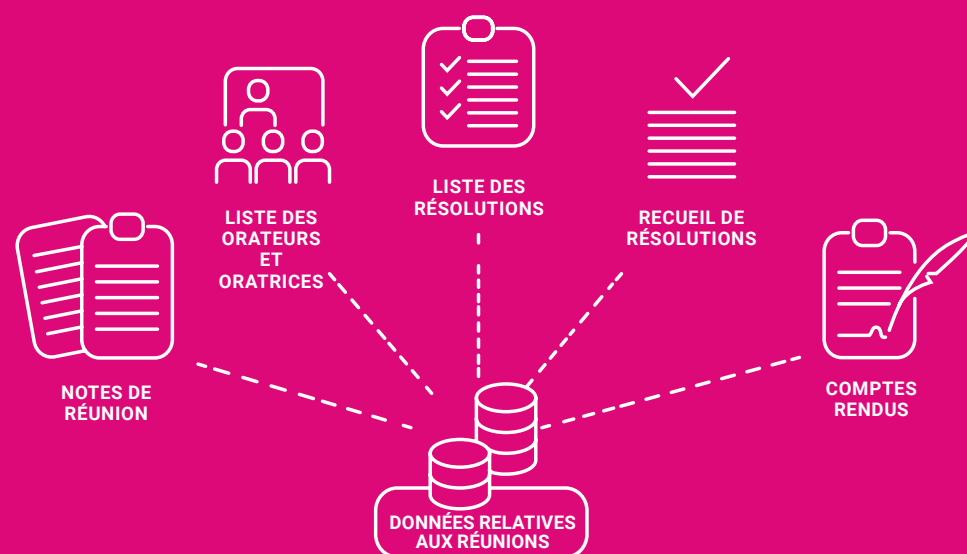


La facilitation d'un dialogue multilingue et accessible est restée au cœur de nos préoccupations. Nous avons notamment travaillé à la refonte du portail en ligne consacré à la terminologie de l'ensemble de l'ONU dans les six langues officielles, ainsi qu'à la création d'un nouveau tableau de bord interactif multilingue qui permet d'afficher le texte intégral des décisions de l'Assemblée générale avant leur publication.

Les efforts accomplis pour mener à bien la réforme de la gestion visaient avant tout à rationaliser les politiques et les procédures. L'Assemblée générale a confirmé le passage au cycle budgétaire annuel, qui permet de faire des prévisions budgétaires plus réalistes, d'affiner les hypothèses de planification et d'accorder une attention plus grande à l'exécution des programmes.

## Exploiter les données relatives aux réunions intergouvernementales pour améliorer les services

Les actes officiels des réunions intergouvernementales sont établis sur la base d'un grand nombre de documents. En 2022, nous avons adopté une nouvelle méthode de travail qui permet d'exploiter les données relatives aux réunions intergouvernementales figurant sur le portail e-deleGATE, dans le *Journal des Nations Unies* et dans eLUNa pour produire automatiquement les comptes rendus des séances, les listes des orateurs et oratrices, les transcriptions des interventions et les recueils annuels des résolutions et décisions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social. Grâce à nos innovations, les États Membres disposent plus tôt d'informations de qualité dans les six langues officielles.



Un guide au Siège de l'ONU présente à des visiteurs la fresque intitulée « La lutte de l'humanité pour une paix durable », peinte en 1953 par José Vela-Zanetti, de la République dominicaine.

(New York, avril 2022) © Photo ONU/Manuel Elías





Le tableau de bord intégré de planification, de gestion et de communication de l'information est une solution permettant de gérer nos programmes et projets du début jusqu'à la fin.

## Améliorer la planification, la gestion et l'exécution des programmes et la présentation d'informations à ce sujet

Nous avons élargi la gamme d'outils analytiques du progiciel de gestion intégré de l'ONU (Umoja) en créant de nouveaux tableaux de bord qui améliorent l'efficacité et la transparence de la gestion des ressources financières, humaines et physiques de l'Organisation. Ces tableaux de bord permettent de mieux planifier et exécuter les programmes et de communiquer plus efficacement des informations à ce sujet.

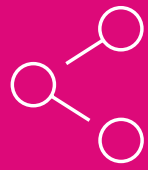


Des représentants votent lors de l'élection de membres du Conseil économique et social, à la 83<sup>e</sup> séance plénière de l'Assemblée générale.

(New York, juin 2022) © Photo ONU/Loey Felipe



## COMMUNICATION AUPRÈS D'UN PUBLIC MONDIAL



Plus de **540 millions**

d'utilisateurs de médias sociaux exposés aux messages de l'ONU



Plus de **175 millions**

de visionnages de vidéos consacrées aux manifestations des Nations Unies sur les chaînes YouTube de l'ONU



Plus de **64 millions**

de personnes exposées à plus de 4 000 contenus créés dans plus de 40 langues



Plus de **250 000**

diffusions de programmes vidéo de l'ONU par des organes de presse audiovisuelle



Plus de **150 000**

visites guidées de l'ONU à Genève, Nairobi, New York et Vienne



**134**

langues utilisées dans la production, la publication et la traduction de produits de communication



**183**

pays ont reçu un soutien en matière de communications

Nous avons pris d'autres mesures d'amélioration continue, ayant notamment mis en place de meilleurs outils automatisés pour aider les responsables à réduire les délais de recrutement et à améliorer la gestion des contrats liés aux chaînes d'approvisionnement. En outre, nous avons progressé dans la modernisation des dispositifs de gestion des aptitudes et la définition de stratégies pour attirer des talents plus diversifiés et améliorer les compétences de direction — ainsi que la satisfaction professionnelle du personnel. Afin d'assurer la continuité des opérations, nous avons renforcé notre résilience face aux pandémies futures, notamment en élaborant de nouvelles orientations et en lançant de nouveaux programmes de formation.

Nous avons amélioré l'efficacité de nos opérations de maintien de la paix et de nos activités sur le terrain, notamment grâce à notre programme phare de partenariats triangulaires. Nous avons également renforcé notre dispositif de prestation de services pour mieux soutenir les entités du Secrétariat dans les lieux d'affectation hors Siège, notamment le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, et nous avons fait le nécessaire pour accroître l'efficacité de la collaboration avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies. Nous avons continué d'améliorer la performance environnementale des opérations de paix en atténuant les risques liés aux eaux usées, en réduisant la consommation de combustibles pour la production d'électricité et en accroissant la part des énergies renouvelables.



## FACILITATION DE L'ACCÈS AUX RESSOURCES EN LIGNE



Plus de **7,5 millions**

de pages de plus de 3 500 comptes rendus de séances et communiqués de presse consultés dans 243 pays



**3,5 millions**

de fiches terminologiques sur UNTERM consultées dans le monde entier



**3,4 millions**

de pages consultées sur le site journal.un.org



**800 000**

consultations du portail e-deleGATE



Plus de **12 000**

résolutions lisibles par machine dont le texte était publié et affiché sur des tableaux de visualisation

Des Casques bleus des Nations Unies célèbrent la Journée mondiale de l'environnement en menant une campagne de nettoyage. L'Organisation continue de réduire son empreinte écologique.

(Djouba, juin 2022) © Photo ONU/Nektarios Markogiannis





« Tirer parti de solutions fondées sur les données pour améliorer la diversité et la résilience de nos services de conférence multilingues permet de poursuivre le débat mondial engagé pour rechercher des solutions aux besoins de l'humanité et aux défis qu'elle doit relever. »

Moses Abelian, Secrétaire général adjoint chargé du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences



« L'Organisation et ses dirigeants continuent de prendre les mesures qui s'imposent afin de parer aux risques majeurs et d'améliorer les performances globales recommandées dans le cadre des activités de contrôle indépendant du Bureau des services de contrôle interne. »

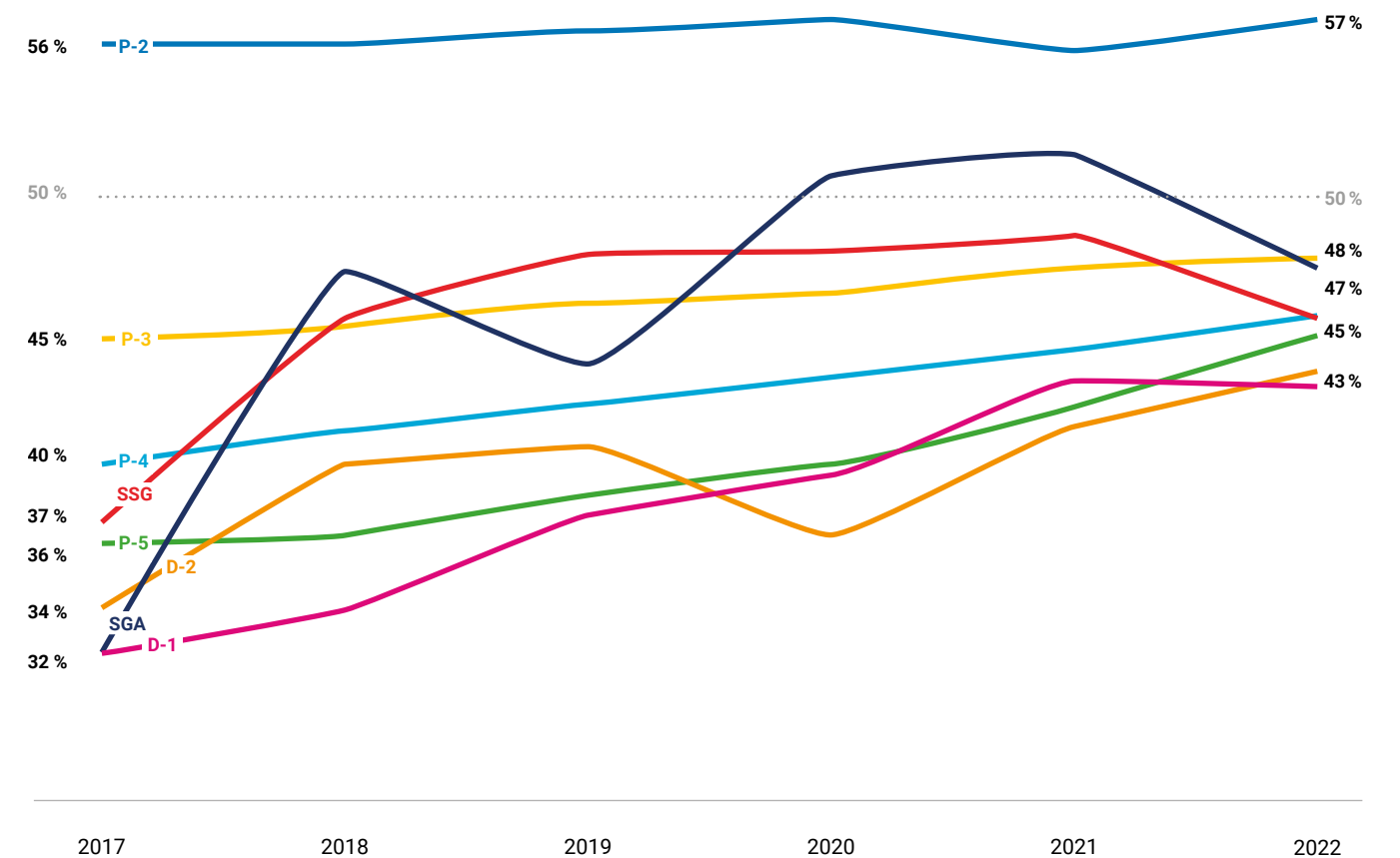
Fatoumata Ndiaye, Secrétaire générale adjointe aux services de contrôle interne

La parité des genres, la répartition géographique équitable et l'élargissement de la représentation géographique du personnel sont des priorités essentielles pour l'Organisation. Nous nous employons à réviser la Stratégie en faveur de la diversité géographique et à définir une marche à suivre pour accélérer les progrès. Le Secrétariat est en bonne voie d'atteindre la parité des genres d'ici à 2028 pour l'ensemble du personnel. Aux postes de haut niveau, la parité a déjà été atteinte en 2020. Il reste toutefois du travail à faire pour certaines classes de poste et dans certaines entités, en particulier dans les lieux d'affectation hors siège.

La mise en œuvre de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap a été focalisée sur les mesures en faveur de l'inclusion du handicap et de l'accessibilité à l'échelle du système des Nations Unies. En 2022, 73 entités et 130 équipes de pays ont rendu compte de leurs efforts de mise en œuvre, qui ont permis d'atteindre 30 % des cibles fixées dans la Stratégie.

### Engagement en faveur de la parité : l'action porte ses fruits

Pourcentage de femmes engagées pour une durée déterminée dans la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur (2017–2022)



Avec le lancement de la stratégie sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies, le Secrétaire général s'est engagé à faire progresser la parité dans l'ensemble du système à tous les niveaux, en commençant par les membres du personnel du Secrétariat appartenant à la catégorie des administrateurs recrutés sur le plan international et titulaires d'un engagement à durée déterminée, d'un engagement continu ou d'un engagement à titre permanent/indéfini.



Une délégation mondiale de champions du réseau NewWork et de collègues sur le terrain participe à un atelier organisé pour étudier la question de la création conjointe de l'ONU 2.0 et de l'amélioration de notre culture institutionnelle.

(Nairobi, juin 2022) © DMSPC/Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité



Pour renforcer les valeurs de l'Organisation, le Secrétariat a adopté le Référentiel de valeurs et de comportements de l'Organisation des Nations Unies, qui est destiné au personnel. Nous avons également élaboré un manuel de sensibilisation à la fraude et à la corruption ainsi qu'un module d'approfondissement des connaissances sur les normes de conduite destiné aux chefs de forces militaires et policières avant leur déploiement dans les missions. Quelque 180 membres du personnel ont suivi le programme de formation Kamino en science des données, afin d'apprendre à prendre des décisions fondées sur des données. À la mi-2023, plus de 350 membres du personnel supplémentaires s'étaient inscrits à la nouvelle version du programme, et ce nombre devrait augmenter encore. Le réseau #NewWork, initiative dirigée par le personnel qui s'appuie sur la collaboration, l'innovation, l'agilité et la création collective pour faire évoluer la culture de travail, s'est développé et compte maintenant plus de 1 800 membres dans 154 lieux d'affectation, y compris dans des opérations de paix et des missions politiques spéciales.

Plus de 37 000 membres du personnel de l'ONU ont participé aux séances du dialogue en cascade sur le nouveau Référentiel de valeurs et de comportements de l'Organisation des Nations Unies. Sous la direction de la Conseillère spéciale pour l'éradication du racisme sur le lieu de travail, un groupe de pilotage a été créé pour superviser la mise en œuvre du plan d'action stratégique contre la discrimination raciale au sein de l'Organisation. Une série de séances de dialogue a été organisée par le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies pour faciliter la mise en œuvre de ce plan d'action. Conformément à la politique relative à la protection contre les représailles des personnes qui signalent des manquements et qui collaborent à des audits ou à des enquêtes, le Bureau de la déontologie a effectué en temps opportun des examens préliminaires approfondis et renvoyé les dossiers pour lesquels il était nécessaire de poursuivre les investigations.

## L'ONU 2.0 et le personnel de demain

En 2022, nous avons réuni des spécialistes de la planification stratégique des besoins en personnel, des experts et des responsables des ressources humaines de l'ensemble du système des Nations Unies pour orienter la transition du personnel vers l'ONU 2.0, fondée sur cinq axes de changement : données, numérique, innovation, prospective stratégique et sciences comportementales. Il s'agit de renforcer nos savoir-faire et nos compétences afin de remplir nos mandats avec efficacité et de mieux aider les États Membres à exploiter les possibilités et à relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

 **ONU 2.0**  
Cinq axes de changement



Pour en savoir plus





« Nous pouvons envisager la sécurité de l'ONU comme une police d'assurance, qui sert à protéger les investissements des États Membres dans les opérations des Nations Unies en maintenant le système en fonctionnement, même dans les zones d'insécurité. »

Gilles Michaud, Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité



« Nous attendons avec impatience la revitalisation des normes de conduite de la fonction publique internationale, qui constituent le fondement sur lequel s'appuie le personnel des Nations Unies dans ses activités, et qui font actuellement l'objet d'un examen de la part de la Commission de la fonction publique internationale. »

Elia Yi Armstrong, Directrice du Bureau de la déontologie



Un convoi des Nations Unies escorte des agents d'entités des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales lors d'une évaluation des besoins humanitaires menée dans les régions de l'Amhara et du Tigré après la signature de l'Accord pour une paix durable grâce à une cessation permanente des hostilités, conclu entre le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie et le Front populaire de libération du Tigré.

(Tigré (Éthiopie), novembre 2022) © Département de la sûreté et de la sécurité





« L'exploitation et les atteintes sexuelles n'ont pas leur place dans nos sociétés, et certainement pas aux Nations Unies. »

Christian Saunders, Coordonnateur spécial chargé d'améliorer les moyens d'action de l'Organisation des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles



« Si mon mandat a permis de mettre davantage en lumière les besoins des victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles, la tolérance zéro s'applique face à l'inaction et il reste encore beaucoup à faire pour venir en aide aux victimes sur le terrain. »

Jane Connors, Défenseuse des droits des victimes



Une soldate de la paix des Nations Unies fait passer un message fort : mettons fin à l'exploitation et aux atteintes sexuelles.

(Beni (République démocratique du Congo), mars 2022) © MONUSCO





« Nous devons faire en sorte que les faits et la science soient mis en avant et que les individus trouvent leur inspiration dans les valeurs et les buts des Nations Unies. »

Melissa Fleming, Secrétaire générale adjointe à la communication globale

Des journalistes avant la tenue d'une conférence de presse au Siège de l'ONU, durant le débat général de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale.

(New York, septembre 2022) © Photo ONU/Ariana Lindquist



L'Organisation a promu une approche coordonnée de l'action menée pour prévenir et combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles dans tous les lieux d'affectation, de même qu'une culture axée sur la responsabilité. Elle a continué de combler les lacunes dans les politiques et les procédures et de favoriser une action efficace en matière de sensibilisation et de communication, tout en améliorant la transparence, l'assistance aux victimes et l'appui au niveau national.

La Défenseuse des droits des victimes a mené des projets visant à apporter une aide juridique aux victimes d'exploitation ou d'atteintes sexuelles. Elle s'est également adressée à certains États Membres pour faciliter le traitement de demandes en reconnaissance de paternité et de demandes de pension alimentaire.

Nous avons renforcé notre communication avec le public à l'appui du système des Nations Unies. Nos équipes du monde entier ont diffusé avec diligence des nouvelles et des informations exactes sur les crises internationales et mené des campagnes mondiales sur les objectifs de développement durable, la paix et la sécurité, l'urgence climatique, la mésinformation et la désinformation, et les discours haineux. Dans le cadre de notre initiative « Verified », l'Organisation a soutenu les campagnes de vaccination contre la COVID-19 et transmis aux populations vulnérables des informations vitales.



# SYSTÈME DES NATIONS UNIES



© Nations Unies, 2023. Tous droits réservés.

Publié par le Département de la communication globale de l'Organisation des Nations Unies 23-00013 – Juillet 2023.

**Notes :**

- Membres du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS).
- Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats sert de coordonnateur pour la Fondation pour les Nations Unies.
- L'AIEA et l'OIAC font rapport au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale.
- L'OMC n'a pas obligation de faire rapport à l'Assemblée générale, mais elle contribue à titre spécial à ses travaux et à ceux du Conseil économique et social, notamment en ce qui concerne les finances et les questions de développement.
- Les institutions spécialisées sont des organisations autonomes dont le travail est coordonné par le Conseil économique et social (au niveau intergouvernemental) et par le CCS (au niveau intersecrétariat).
- Le Conseil de tutelle a suspendu ses activités le 1<sup>er</sup> novembre 1994, suite à l'indépendance des Palaos, dernier territoire sous tutelle des Nations Unies, le 1<sup>er</sup> octobre 1994.
- Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) ne sont pas des institutions spécialisées au sens des articles 57 et 63 de la Charte, mais font partie du Groupe de la Banque mondiale.
- Les secrétariats de ces organes font partie du Secrétariat.
- Font également partie du Secrétariat : le Bureau de la déontologie, le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, et le Bureau de l'administration de la justice.
- Consultez la liste complète des organes subsidiaires du Conseil économique et social à cette adresse : [www.un.org/ecosoc/fr](http://www.un.org/ecosoc/fr).

Ce tableau reflète l'organisation fonctionnelle du système des Nations Unies, à seule fin d'information. Il n'inclut pas tous les bureaux et organismes des Nations Unies.



